2996

Montréal fait de l'argent avec les HLM

par Evelyn Dumas

Les HLM sont une affaire payante pour la Ville de Montréal. Bien qu'elle doive contribuer au déficit accumulé par les logements publics, Montréal retire bien plus que cette contribution des taxes que lui paie l'Office d'habitation.

C'est ce qui ressort des états financiers de l'Office d'habitation de Montréal, pour l'année 1973, déposés hier au Comité exécutif de la Ville.

Le déficit des logements était, au 31 décembre dernier, de $115 par mois par logement, soit au total $5,254,317. La Ville de Montréal assume 10% de ce déficit plus certaines autres dépenses comme le déficit des stationnements, soit au total $646,514 en 1973.

Par contre, pour cette même année, les taxes foncières et les taxes de services payées à la Ville pour ces logements avaient une valeur totale de $1,150,000 soit un gain net d'environ un demi-million de dollars pour le trésor municipal.

Le rapport de l'Office révèle qu'en 1973, il avait complété 7,526 logements répartis en 79 programmes. La valeur des immobilisations et constructions était de $96 millions, dont $3 millions avaient été fournis par la Ville.

Il ressort du rapport que malgré le déficit de $115 par mois par logement, les revenus couvrent les frais d'exploitation: les taxes coûtent $43 par mois par logement, et le service de la dette (l'équivalent d'un remboursement d'hypothèque pour un particulier) coûte $72 par mois par logement.

LE JOUR

où nous serons maîtres chez nous

le mercredi 4 décembre

dégagement graduel au cours de la matinée

Celsius (°C)	Fahrenheit (°F)
Minimum:-8	Minimum: 20
Maximum: 0	Maximum: 32

Première année — No. 234 | 16 pages | 20 cents | 1974

28-03-75 00107 1-90S 001
BIBLIOTHEQUE NATIONALE
DU QUEBEC
DEPOT D-744136
DESCRIPTION DES PERIODIQUES
4700 RUE ST DENIS MTL QUE

Malgré l'effraction au siège de la FTQ construction

Daoust est prêt à déposer les documents réclamés par Cliche

D'importants documents relatifs à la comptabilité, à l'administration et aux affaires bancaires de la FTQ-construction qui doivent être déposés aujourd'hui avant 16:30 heures devant la Commission Cliche auraient échappé à un vol des plus mystérieux perpétré au siège de la FTQ-construction.

En effet, celle-ci était hier le siège d'un vol par effraction qui s'est traduit par la perte de plusieurs documents importants.

Toutefois il n'est pas certain que les voleurs aient trouvé ce qu'ils cherchaient. Selon le nouveau tuteur de la FTQ-construction et secrétaire-général de la FTQ, M. Fernand Daoust, les voleurs étaient visiblement à l'affût d'un document en particulier, car ils auraient pris la peine d'écouter certaines bandes enregistrées qui se trouvaient sur les lieux avant de les emporter, et qu'ils en ont tout simplement ignoré certaines autres.

Fernand Daoust, qui (comme Guy Dumoulin, président de la FTQ-construction) a reçu un "sub peona" l'enjoignant à comparaître aujourd'hui devant la commission Cliche, a confirmé hier au JOUR qu'il pourrait tel que prévu, déposer alors les documents réclamés par les commissaires étant donné que ces documents ont, selon lui, échappé au vol par effraction.

"On pourrait croire qu'il s'agissait de voyous traditionnels, mais comme ils ont laissé sur place des choses facilement revendables, et que par ailleurs ils ont fouillé systématiquement certains bureaux et certaines filières, il est évident qu'ils cherchaient quelque chose de bien précis", a déclaré M. Daoust.

On peut se demander si dans le fond les "voleurs" n'ont tout simplement pas trouvé ce qu'ils cherchaient, étant donné qu'ils ont cherché à ouvrir la voûte du bureau du Conseil provincial des métiers de la construction, sans succès.

Parmi les documents sonores disparus se trouvaient les témoignages de travailleurs devant être produits prochainement devant la Commission Cliche. Selon M. Daoust, leur disparition est "ennuyeuse" mais non dramatique: "J'ai la certitude que nous pourrons assez facilement reconstituer ces témoignages".

Plus importante toutefois est la disparition de l'enregistrement des débats du congrès spécial de la FTQ, tenu samedi dernier à huis-clos, sur la question de la mise en tutelle du Conseil des métiers.

québec

Audiences publiques sur les inondations du Saint-Laurent

page 2

Cloutier menace ... ou presque

Le ministre Cloutier n'aime pas les représailles, mais il a menacé les étudiants de diplômes ratés et de sessions manquées, s'ils ne retournaient pas immédiatement à leurs cours.

page 4

canada

La rencontre Trudeau-Ford

page 5

Pénurie de pain à l'horizon

page 5

monde

L'Angola indépendante en 1975

page 6

économie

Une drôle de performance

page 11



Téléphoto PA

M. Bourassa qui est à Paris jusqu'à vendredi a eu hier son premier entretien avec le premier ministre français, M. Jacques Chirac. Par la suite, il rencontrait M. Valéry Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, en plus des réunions prévues ses vis-à-vis français, il doit assister à la séance du Conseil des ministres, ce qui constitue un précédent en France.

Le projet d'usine d'uranium enrichi

On en saura plus en janvier, dit Bourassa

PARIS — On connaîtra le sort du projet d'usine d'uranium enrichi en janvier. C'est ce qu'a déclaré hier le premier minsitre, M. Robert Bourassa, alors qu'il venait de conclure son premier entretien avec le président de la France, M. Valery Giscard d'Estaing.

M. Bourassa a aussi eu un entretien avec le premier ministre Chirac qui l'avait accueilli à Orly hier après-midi. Malgré le silence des fonctionnaires québécois, il semble que la question de l'énergie ait été au coeur des discussions que M. Bourassa a eues avec ses interlocuteurs français. On sait qu'un des problèmes les plus épineux de ce projet est le financement que M. Bourassa évaluait à $6 milliards dans une entrevue qu'il accordait à un quotidien parisien. Il ajoutait que ce financement pourrait être assuré par les clients éventuels, c'est-à-dire la France.

Le premier ministre aura d'ailleurs l'occasion d'expliquer son point de vue au cabinet français non seulement sur ce projet, mais sur tous les aspects de la coopération entre les deux États. En effet, pour marquer sa visite, le gouvernement français l'a invité à assister aujourd'hui à la séance régulière du Conseil des ministres qui se tient à tous les mercredis. En milieu québécois, on accorde beaucoup d'importance à ce précédent soulignant que le premier ministre Trudeau n'a pas reçu la même invitation. On sait cependant que la visite du premier ministre canadien se terminait précisément un mercredi, ce qui rendait impossible sa présence au Conseil des ministres.

Hier, M. Bourassa ainsi que M. Chirac ont repris les thèmes habituels des discours qui précèdent généralement ces rencontres. M. Chirac en accueillant M. Bourassa a déclaré que l'avenir de son pays et celui du Québec étaient indissolubles. Il a souligné que les conversations entre les représentants québécois et français ne seraient ni des "conférences de tradition, ni des conversations de courtoisie". Ces entretiens, a-t-il poursuivi, vont nous permettre de donner "un contenu plus précis et des modes de réalisation plus efficaces" à la coopération franco-québécoise.

Le premier ministre québécois en a profité pour dire que selon lui, l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi 22 conférait "nécessairement une dimension encore plus grande" à la collaboration entre les deux États.

À la suite des entretiens avec le premier ministre et le président français (que M. Bourassa a vu entre MM. Wilson de Grande-Bretagne, et Tindemans de Belgique), un porte-parole a précisé que l'ensemble des dossiers sur les rapports de la France et du Québec avait été étudié.

Autres informations, page 4

La formation du parti d'Armand Bois

Fabien Roy craint que ce soit la fin du mouvement créditiste

par Claude Grégoire

QUÉBEC — La création d'un troisième parti créditiste au Québec, en fin de semaine dernière par M. Armand Bois, pourrait signifier le "début de la fin" du mouvement créditiste au Québec, a déclaré en substance le député de Beauce-Sud, M. Fabien Roy.

Selon ce dernier, même s'il est trop tôt pour rendre un jugement définitif, il n'en demeure pas moins que les craintes qu'il avait soulevées au dernier congrès du Ralliement quant à l'avenir du mouvement, se concrétisent aujourd'hui.

"C'est le début de la démolition que j'avais prévue", a déclaré M. Roy, lors d'une entrevue avec LE JOUR. Le député croit en effet que cette nouvelle scission au sein des créditistes est attribuable à la décision de tenir un congrès à la chefferie en mai prochain.

Le député de Beauce-Sud s'était élevé contre cette décision adoptée de justesse par le récent congrès. Selon lui, il est trop tôt pour en arriver là, il y a trop de "pain sur la planche".

Par ailleurs, lui-même semble s'éloigner de plus en plus du "clan Samson".

Ainsi, M. Roy était absent à la réunion de l'exécutif provincial du Ralliement qui s'est réuni en fin de semaine dernière afin de discuter du congrès de mai.

Au cours de cette réunion, c'est le président de l'exécutif du parti, M. Laurent Legault, ancien organisateur de M. Samson qui a été nommé président organisateur du congrès. Personne ne doute que le député de Rouyn-Noranda sera candidat à la chefferie.

Entretemps, M. Roy pousuit sa "consultation" des pilliers du mouvement créditiste au Québec en vue de "décider d'une stratégie face à tous ces événements".

Le député affirme que neuf militants sur dix ne sont pas d'accord avec la tenue d'un congrès.

Division

Que pense M. Roy du "clan Samson": "Je ne veux pas porter d'accusation, a-t-il répondu. Mais je crois plus que jamais que la décision de tenir un congrès à la chefferie ne favorise pas l'unité du mouvement".

Quant à l'apparition du Parti réformateur, le député a expliqué son opinion ainsi: "J'ai toujours dit qu'il n'y avait pas de place pour deux partis créditistes au Québec, il n'y en a encore bien moins pour trois!"

"La division de l'électorat, a-t-il continué, ne peut servir que les intérêts du gouvernement en place et de l'establishment..."

Même s'il croit que le parti de M. Bois est condamné à ne convaincre qu'un petit groupe, M. Roy s'inquiète quand même: "Comment la famille créditiste peut-elle avoir la confiance de l'électorat et continuée d'être crédible devant cette série de portes politiques?"

"Je ne peux pas faire de chicane, a-t-il ajouté, mais il faut dire ce qui est..."

Le député pense qu'il est urgent que des hommes commencent à s'interroger sur l'avenir de "la province" au lieu de songer à fonder des partis politiques. "Il faut penser aux intérêts majeurs du Québec", a-t-il précisé.

le point du jour

Les 24 heures de Washington

Le 15 août 1971 le gouvernement américain décidait d'imposer une surcharge de 10% sur toutes les importations afin de redresser sa balance de paiements. La mesure qui ne prévoyait pas de traitement de faveur ou de statut spécial pour le Canada fut accueillie à Ottawa dans la consternation générale et l'affollement. Les États-Unis n'avaient consulté ni le Japon, ni le Marché commun, ni le Canada; bien plus, quelque temps après, le président Nixon avait désigné le Japon comme étant le plus important partenaire commercial de son pays... Il avait tout simplement oublié le Canada.

S'il faut choisir une date pour parler d'un tournant important dans l'histoire de nos relations avec les États-Unis, c'est bien celle-là. Les mois qui suivirent redonnèrent une actualité dramatique aux conclusions des Gordon, des Watkins, des Kierans, des Greene qui soutenaient que les Américains dans une situation difficile n'avaient pas d'amis, que leur ingérence dans notre économie était source de danger et qu'il fallait, autant dans le domaine des ressources que du contrôle global de l'économie, modifier sérieusement nos politiques et se mettre à l'heure du nationalisme économique.

On se rendait compte tout à coup que consciemment ou non, les Américains étaient naturellement "impérialistes", que leur comportement à l'égard du Canada n'était poli et modéré que lorsque le Canada soumettait ses intérêts naturels à la présence traumatisante du géant américain.

Cette prise de conscience a provoqué à Ottawa des changements qui ne sont peut-être pas radicaux, mais qui témoignent d'un certain soucis d'affirmer l'indépendance du Canada. Jusqu'ici, cela s'est exprimé beaucoup plus symboliquement que concrètement, mais la rhétorique et l'approche des problèmes ont été modifiées. Les Américains l'ont bien senti qui parlent maintenant ouvertement d'un Canada qui ne serait plus le confortable voisin toujours prêt à sacrifier ses ressources à l'ogre insatiable, d'un Canada qui, parce qu'il ne serait pas l'amant inconditionnel, deviendrait par le fait même une sorte d'ennemi.

Il n'a qu'à lire les publications financières américaines, qu'à écouter le discours des politiciens américains qui accordent un certain intérêt aux relations Canada-USA, pour se rendre compte qu'on y est fondamentalement incapable d'admettre que le Canada fasse seulement semblant d'agir comme un pays normal. Que le Canada vende son pétrole au prix mondial et il devient un exploiteur, qu'il veuille garder son énergie pour ne pas fermer les portes en 1980, et il devient un pirate, qu'il mette sur pied un système très modéré de tamisage des investissements étrangers et il devient un ennemi de l'entreprise privée, qu'il veuille enfin diversifier ses marchés en négociant avec le Marché commun, et il se transforme soudainement en traître à la sacro-sainte unité de l'Amérique du Nord.

Gil Courtemanche

Audiences publiques sur la régularisation des eaux

par Rose-Anne Giroux

À quelques mois du printemps, pour ne pas dire en plein hiver, tout le problème des inondations le long du Richelieu et du Saint-Laurent revient dans l'actualité cette semaine, en dépit ou presque de l'indifférence des principales victimes d'habitude, soit les riverains.

Car d'après une porte-parole de la Commission mixte internationale des eaux limitrophes, très peu de citoyens de la région de Montréal ont manifesté de l'intérêt jusqu'ici pour les travaux de cet organisme, qui tiendra, demain et vendredi, ses audiences publiques sur la régularisation des eaux du Richelieu et des Grands Lacs.

Pour la Commission, qui en sera à ses douzième et treizième audiences après une tournée qui l'a déjà mené dans le nord des États-Unis et la région des Grands Lacs, il s'agit de tâter le pouls des élus et des citoyens concernant divers projets de régularisation qui sont actuellement à l'étude, soit la modification ou la construction de barrages.

Vendredi, journée des Grands Lacs, la Commission s'attend à la participation du ministre québécois des Affaires municipales et de l'Environnement, le Dr Victor C. Goldbloom, de même qu'à celle des ministères des Richesses naturelles et de l'Agriculture, deux "organismes qui ont des intérêts conflictuels" dans toute la question de la régularisation des eaux, de l'aveu même d'un porte-parole de la Commission, qui n'a pas précisé si c'est parce que des agriculteurs î..t régulièrement inondés...

St-Laurent et Grands Lacs: agriculteurs inondés

(par R.A.G.) — Parmi tous les organismes qui ont l'intention de se faire entendre, vendredi, lors des audiences de la Commission mixte internationale des eaux limitrophes, figure l'Union des producteurs agricoles de Joliette, qui devrait profiter de l'occasion pour réclamer des compensations financières au nom des quelque 175 agriculteurs de la région de Berthier dont les récoltes ont été sérieusement endommagées par les débordeur successifs du Saint-Laurent depuis 1972.

Comme les audiences portent sur la régularisation des eaux des Grands-Lacs, et comme ces agriculteurs sont persuadés qu'ils ont été victimes d'inondations créées par la décision des autorités de contrôler le niveau du lac Ontario, l'UPA sera de la partie, bien qu'un de ses représentants a précisé au JOUR qu'advenant des réclamations de sa part, elles porteront uniquement sur les dommages subis en 1972, vu qu'Ottawa et Québec ont dédommagé les agriculteurs pour 1973.

Rappelons que le JOUR a déjà publié un document gouvernemental indiquant que le Québec avait donné le feu vert à une opération de régulation des eaux du lac Ontario, même si le gouvernement Bourassa savait que des inondations pourraient s'ensuivre. Le ministre des Richesses naturelles, M. Gilles Massé, avait démenti la nouvelle. Par contre, dans un autre dossier, plus récent celui-là, parce qu'il a été préparé par un ingénieur du ministère de l'Agriculture en vue des audiences de vendredi, on peut lire qu'à "compter de la fin de 1972 et jusqu'en 1974, les autorités ont autorisé, à la sortie du lac Ontario, des débits supérieurs aux ordonnances en vigueur", ce qui a entraîné des inondations, surtout dans la région de Berthier.

C'est l'International St. Lawrence River Board of Control, un organisme relevant la Commission mixte, qui détient les clés de la régularisation des eaux des Grands Lacs. Pour revenir à l'UPA de Joliette, elle entend maintenir ses réclamations, même si le dernier document mentionné indique que le débit du Saint-Laurent a été augmenté à la fin de 1972. Car d'après son représentants, les agriculteurs sur la base de leurs expériences kommunes que les opérations de régularisation ont commencé un peu avant: "Avant, il n'y avait pas d'inondations comme celles qu'on a connues depuis quelques années".

Par ailleurs, signalons que les citoyens de la région des Grands Lacs s'inquiètent des effets que pourraient avoir les mécanismes de régularisation proposés par la Commission, surtout dans le bassin du Lac Supérieur, qui est appelé à devenir un vaste réservoir de contrôle, en vertu d'une des deux grandes recommandations des experts chargés d'étudier le problème.

Richelieu: dispute internationale

(par R.-A. G.) — Les citoyens de la région de Saint-Jean et plus particulièrement les riverains du Richelieu n'ont qu'à bien se tenir: ils sont au coeur d'une "dispute internationale", pour employer le vocabulaire du New York Times.

En effet, comme les premières audiences de la Commission mixte internationale des eaux limitrophes ont permis de le confirmer du côté américain, l'État de New York et celui du Vermont continueront de s'opposer véhemment au projet de construction d'un barrage sur le Richelieu, à la hauteur de Saint-Jean, du moins tant qu'on n'aura pas étudié l'impact écologique de la régularisation de ce cours d'eau sur la faune et la flore du lac Champlain et de ses abords.

Précisons que la Commission mixte avait confié l'étude de la régularisation de ces cours d'eau au Bureau technique international Champlain-Richelieu, qui a finalement accouché de ce projet de barrage, mais sur division. La preuve qu'il s'agit d'un projet controversé, et même du projet le plus controversé depuis la création de la Commission, il y a 14 ans, de l'avis d'un des commissaires américains, c'est que les experts se sont divisés... en un bloc canadien et un bloc américain!

C'est que les trois commissaires américains se sont dissociés de leurs homologues canadiens qui appuient le projet de barrage (coût prévu: $6 millions) destiné à réduire les inondations qui causent chaque année des dégats importants sur les rives du Richelieu, entre le lac Champlain, sa source, et le Saint-Laurent, son embouchure.

Conscients du problème des inondations, ils estiment quand même qu'il y aurait lieu de prévoir l'impact écologique de la construction du barrage, comme le soutiennent les États américains en cause. En attendant, le problème est retombé entre les mains de la Commission mixte internationale, qui, en l'absence d'un consensus de son bureau d'experts, devra trancher, c'est-à-dire faire une recommandation finale, à la demande du Secrétaire d'État américain et du ministère canadien des affaires extérieures.

De son côté, le commissaire américain Charles Ross a admis que si jamais le gouvernement canadien décidait malgré tout d'aller de l'avant avec ce projet, les États-Unis n'y pourraient pas grand-chose.

Bref, les audiences qui se tiendront demain, à Saint-Jean, promettent d'être intéressantes.

Après l'éviction des cinéastes du Bureau de surveillance

Hardy est accusé de protéger les intérêts d'Ottawa et de Washington

par Jean-Pierre Tadros

Les réalisateurs québécois, évincés lundi soir du Bureau de surveillance du cinéma par des agents de la Sureté du Québec après douze jours d'occupation, ont malgré tout décidé de poursuivre leur action. Leur objectif demeure donc toujours d'amener le ministre des Affaires culturelles à déposer dans les plus brefs délais la loi-cadre sur le cinéma et à convoquer une commission parlementaire publique. Par contre, c'est quatre organismes, et non plus l'Association des réalisateurs de films seuls, qui luttent maintenant pour voir le gouvernement légiférer en matière de cinéma.

C'est ce qui ressort d'une conférence de presse donnée hier après-midi à l'hotel Iroquois par l'Association des réalisateurs à laquelle s'était jointe le Syndicat national du cinéma (SNC), le syndicat général du cinéma et de la télévision (SGGT) section ONF, et l'Union des artistes.

Il a été ainsi annoncé par l'Union des artistes que vendredi prochain une manifestation groupant tous les inion et se dirigeait jusqu'à la Place des Arts en passant par la rue Ste-Catherine, ce haut-lieu des cinémas — "américains" — montréalais.

Le Syndicat national du cinéma essayerait pour sa part à diffuser dans toutes les salles de cinéma du Québec et à la télévision un film de 2 minutes et demie expliquant la situation du cinéma québécois. Le Syndicat en fera demain officiellement la demande aux exploitants de salles de cinéma lors de la rencontre, prévue depuis quelques jours, de la Fédération québécoise de l'industrie du cinéma.

Un communiqué conjoint a alors été lu — communiqué préparé d'ailleurs avant les événements de lundi soir — dans lequel les quatre organismes concernés rappellent que "le gouvernement du Québec non sulement ne respecte pas sa promesse d'assurer au Québec la souveraineté culturelle mais encore qu'il les trahit au profit d'Ottawa et des intérêts financiers américains". Ils dénoncent donc avec virulence cette "politique libérale tranquilement soumise à Ottawa et plus humain, LA CULTURE".

Un second communiqué conjoint faisait le point sur la brutale éviction dont les réalisateurs furent victimes lundi soir. D'autant plus brutale qu'elle aura prise tout le monde par surprise. Le ministre Hardy avait en effet, par un télégramme adressé à M. Guérin, président du BSC alors occupé, de prendre contact avec les occupants afin d'en arriver à une entente. Le télégramme fut envoyé vendredi. Et lundi après-midi, très exactement cinq heures avant que les policiers n'interviennent, M. Guérin nous déclarait être confiant d'en arriver à une "solution satisfaisante à toutes les parties dans les deux jours qui viennent".

On s'interroge alors sur les raisons qui auraient poussé le ministre Hardy aé demander à la police d'intervenir alors même qu'il savait son représentant en pleine négociation et qu'il avait donné des assurances que rien ne se passerait avant la fin de ces négociations. M. Guérin, contacté par les occupants lorsque les policiers se sont présentés à la porte du BSC, aurait déclaré ne plus rien comprendre à la situation.

La lutte des femmes: un dossier de tous les membres de la CEQ

(par P.B.-C.) — Sous le thème "Les femmes seront de toutes les luttes et tous seront de la lutte des femmes", la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) lançait hier le dossier de ses revendications sur la condition féminine. Elle entend défendre ces revendications sur le plan de la prochaine négociation provinciale et dans différents champs d'activités.

Il ne s'agit pas d'un dossier "privilégié", expliquait hier la vice-présidente de la CEQ, Micheline Sicotte, mais d'un dossier qui fait partie intégrante de l'ensemble des revendications que la CEQ compte négocier au printemps prochain. On consulte actuellement tous les enseignants et enseignantes sur les revendications primordiales, à savoir le congé de maternité, les bénéfices marginaux et la généralisation des contrats de travail à mi-temps.

Selon le porte-parole de la CEQ hier, Madeleine Durocher, responsable du comité Laure-Gaudreault, Francine Lamoureux, responsable de la condition féminine au bureau national de la CEQ, et Mlle Sicotte, les enseignants font actuellement preuve d'une plus grande ouverture d'esprit face qux problèmes de travail de leurs consoeurs. De récentes discussions sur ces problèmes ont réuni à peu près autant d'hommes que de femmes.

La maternité

Exemples à l'appui, la vice-présidente de la CEQ a démontré hier aux journalistes que le décret des enseignants (qui leur tient lieu de convention collective) et l'ancien Régime de retraite des enseignants (RRE) est discriminatoire pour les femmes. Il est plus facile, selon le décret, pour une femme de se casser tout bonnement une jambe que de mettre un enfant au monde!

Ainsi, elle est obligée de quitter son emploi deux mois avant son accouchement, mais si pour des raisons de santé, elle ne peut revenir à son poste avant le 40ème jour après la naissance de l'enfant, elle perd son droit à détenir ce poste et se retrouve sur la liste de disponibilité. Par les clauses qu'on trouve dans le décret, la maternité devient un fait marginal et la maladie un fait normal.

En fixant les dates de départ et de retour au travail et les droits de reprise d'un poste, le décret se trouve, selon la CEQ, à s'ingérer dans le processus de la procréation et dans la vie intime du couple!

Dans le domaine des bénéfices marginaux, la situation est semblable; ainsi l'âge d'admissibilité à la retraite est trois ans plus tôt pour les femmes; l'enseignante qui décède ne peut léguer un sou de sa pension à son mari et à ses enfants; l'achat d'un crédit de rente, selon le nouveau Régime de retraite des employés du gouvernement et organismes publics (RREGOP), coûte de 10 à 15 p. 100 de plus au personnel féminin, etc.

La CEQ se sent particulièrement concernée par ces problèmes, plus des deux-tiers des travailleurs de l'enseignement étant des femmes.

Les garderies

La CEQ entend mener sa lutte sur cinq autres plans: la préparation de la prochaine négociation sera l'occasion de tenir dans ses rangs un vaste débat sur l'implantation de garderies en milieu de travail; elle poussera l'analyse et l'étude du document sur "l'école et la lutte des classes"; elle mènera une action d'information sur le planning familial, la contraception et l'éducation sexuelle; elle informera les membres de ses recherches et profitera de l'Année internationale des femmes pour poursuivre la revendication des droits des enseignantes.

Rivière-des-Prairies

Encore un "projet-citron" d'habitation

par Marie Vallée

Des toitures qui coulent. Des sous-sols qui prennent l'eau. Des systèmesés.

Tableau en voie de devenir classique des projets d'habitations financés par la Société centrale d'hypothèque et de logement pour permettre aux petites gens de goûter aux joies (!) de la propriété.

C'est au tour des propriétaires du Domaine des publique sur leurs problèmes. Non seulement leurs maisons ne sont pas réparées, mais leur constructeur, M. Serge Corso, "est disparu dans la brume", et le bureau de sa compagnie, Roncen, est fermé. Et la Société centrale d'hypothèque et de logement (SCHL) s'en lave les mains, en avouant son impuissance.

L'après-tempête

C'est depuis la prise de possession de leurs maisons, c'est-à-dire entre six mois et deux ans selon les cas, que ces propriétaires ont des difficultés à obtenir du constructeur le complément des travaux et la réparation de certains défauts, des plus bénins au plus graves.

Ainsi il a fallu des pétitions et des pressions aussi bien auprès de M. Corso, qu'auprès de la SCHL pour faire gazonner les parterres de la dernière série de maisons construites en 1973. À dix heures, le matin de la tempête de neige du 21 novembre dernier, on posait encore de la pelouse au Domaine des Prairies... L'été finissait seulement...

Que déjà l'hiver commençait. Quelques jours à peine après la tempête, la première neige laissait des taches brunâtres sur les murs des Habitations Roncen, après s'être malicieusement infiltrée à travers les toitures.

Pour les nouveaux propriétaires, ce fut un choc. Pour d'autres ce n'était qu'un rappel de l'année dernière, et le souvenir des nombreux échecs à obtenir réparation pendant qu'il en était encore temps.

L'heure de la colère

Si pour les journalistes et les lecteurs, se sont toujours les mêmes scènes qui se répetent à chaque nouveau projet "citron", pour les et leur réact ent pas qu'on puisse traiter d'honnêtes citoyens avec autant d'arrogance.

Ils ont commencé, chacun de leur côté par téléphoner poliment auqu'on s'oc

Devant l'inutilité de ces gestes, c'est ensuite aux députés qu'ils ont fait appel.

Au fédéral M. Prosper Boulanger a écrit des lettres aux ministres concernés. Cette correspondance montre d'ailleurs une certaine incohérence, à propos des frais déboursés par certains propriétaires pour faire dégeler des conduites d'eau. En mai 1974, le ministre Basford écrit au député que la Société centrale lui signale que le *constructeur a accepté de faire les réparations* nécessaires. Quelques mois plus tard, en septembre, M. A.F. Coll, de la SCHL, lui écrit que ni la compagnie Rocen ni M. Corso ne remboursera pas les propriétaires pour les frais encourus pour le dégel de l'eau, parce que cela *est la responsabilité de la ville*, le gel étant selon la compagnie, du au fait que le pavage de la rue n'était pas terminé.

On a aussi alerté le député péquiste de Lafontaine, M. Marcel Léger. Celui-ci a assisté à la réunion lundi soir. Il a expliqué aux propriétaires le fonctionnement de la Société centrale, de juridiction fédérale, en l'absence des membres de la Centrale qui ne se sont pas présentés. M. Léger avait déjà souligné la situation de ces propriétaires dans sa chronique du journal local, et il a multiplié appels téléphoniques et lettres à l'Office de protection du consommateur et à la SCHL dans l'espoir d'obtenir de ces autorités la pression nécessaire pour faire agir le constructeur négligeant.

Avant de passer à des gestes plus spectaculaires, les propriétaires ont accepté la suggestions de M. Léger de préparé un dossier exhaustif de leurs réclamations individuelles.

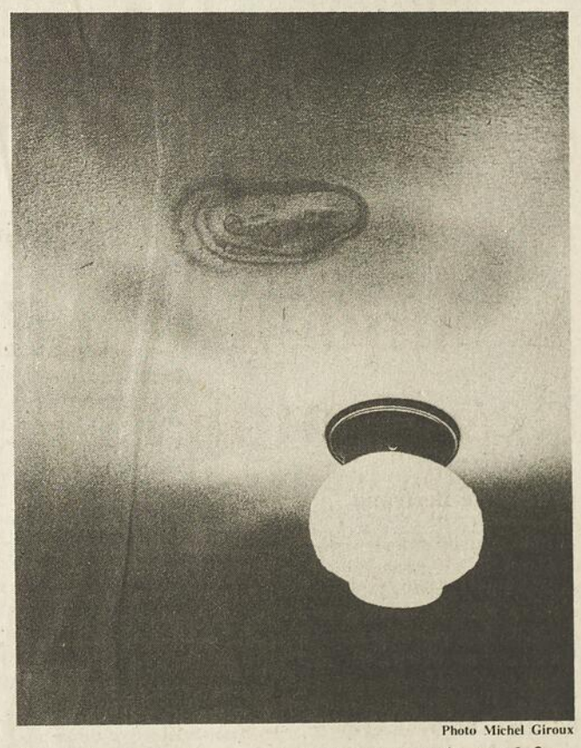


Photo Michel Giroux

Si la toiture de cette maison n'est pas réparée, ce plafonnier n'éclairera plus. En effet le globe se remplit de l'eau qui s'émisce par l'entrée des fils électriques. À cause des dangers de feu, le courant devra y être coupé. Juste à côté, une trace d'un dégât antérieur. Cette maison du Domaine des Prairies a moins de deux ans.

Le temps presse

Les dix personnes qui ont accepté de faire partie du comité organisateur se sont montrées déterminées à agir vite. Elles feront du porte-a-porte pour que le dossier soit prêt avant la fin de semaine. Si la mise en demeure qui accompagnera ce dossier lors de la présentation aux autorités compétentes n'amène pas un déblocage immédiat, lesasser "

Laine Paul Grenier enrg.
cours de tricot et de macrame

- specialité laine du Québec laines canadiennes et importées fil Phentex canevas à point
5600 Est, Boul. Henri-Bourassa
Montréal H1G 2T3
Tél.: 325-4466
2301 Est, rue Fleury
Montréal H2B 1K8
Tél.: 388-9154

ÉCONOMISEZ $7
Sur l'achat d'un sac pour dame ou d'une paire de chaussure pour homme en présentant cette annonce
Le BOTTIER
PLACE LONGUEUIL

ÉDUCATION AUX ADULTES CEGEP ROSEMONT
107 COURS
376-1620

AUTO DUC
LaSalle DRIVE YOURSELF INC.
LOUEZ UNE AUTO
A LA JOURNEE
A LA SEMAINE
AUX MOIS

CHARGEX
273-1521 master charge
7229 LAJEUNESSE
(Près Jean Talon)

LE JOUR

LE JOUR est publié par la société SODEP INC., qui a son bureau principal au 387 Lebeau, Ville Saint-Laurent, Montréal 379. Il est imprimé à l'imprimerie Trans-Continentale Inc., 433 Lebeau. La composition et le montage se font à l'atelier de composition D.S.C. Inc., 385 Lebeau.

La Presse Canadienne et l'Agence France Presse sont autorisées à publier les informations du JOUR. Abonnement: édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: $1.25 par semaine; par la poste: $52 par année et $30 par six mois. Edition du samedi: $12. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 3299. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

collaborateurs

Rédaction

Rédacteur en chef: Yves Michaud
Rédacteur en chef adjoint: Laurent Laplante
Secrétaire général de la rédaction: Maurice Giroux
Chef de pupitre: Pierre Godin; adjoints: Roch Côté, Bruno Dostie, Paul Paré, Antoine-K. Char
Politique: Jacques Guay, Evelyn Dumas, Gil Courtemanche, Claude Grégoire
Consommation: Marie Vallée
Travail et éducation: Paule Beaugrand-Champagne, Gisèle Tremblay
Affaires urbaines: Rose-Anne Giroux.

Économie et finance: Jean Chartier, Pierre Sormany
Vie et culture: Alain Pontaut, Jean-Pierre Tadros
Reporters: Marcelle Bourque, Pierre Tanguay, Pierre Bertrand
Photographie: Antoine Désilets, Michel Giroux
Caricature: Berthio

Sport: Alain Gerbier, Christian Nobert, Jean-Marc Desjardins
Tourisme: Bougainville

Administration
Directeur administratif: Robert St-Jean
Contrôleur: Marcel Latendresse
Comptable: Ginette Roy
Assistante comptable: Johanne Marier

Tirage
Directeur: Marcel Pinsonnault
Adjoint: Michel Gagné

Publicité
Directeur: Publicité locale et nationale: Gérard Lapointe
Représentants: Jacqueline Avril, Jean-Normand Senay, Pierre LaRocque Armand Lavigne, Francine Tremblay, Robert Pepin
Carrières: Suzanne Asselin, Margot Reddy
Petites annonces et Avis légaux: Ginette Tremblay

TÉLÉPHONE: 331-8961 (lignes groupées

LE JOUR

Niding conservera-t-il son poste?

Première réunion demain du Conseil de Ville de Montréal en présence d'une opposition

par Evelyn Dumas

Demain soir à 8h aura lieu la première assemblée du Conseil de Ville de Montréal nouvelle manière, c'est-à-dire où plus du tiers des membres siègent à l'opposition.

La nouvelle la plus attendue est celle des noms des six membres du nouvel exécutif de la Ville de Montréal, dont le choix devra être approuvé par le Conseil.

Deux questions sont soulevées à ce propos: Gérard Niding conservera-t-il son poste de président, et quels conseillers du Parti civique le maire a-t-il choisi pour remplacer les deux membres défaits aux élections du 10 novembre, le vice-président Lynch-Stauton et Fernand Drapeau.

Même si le président Niding n'a pas bonne presse, peut-être surtout à cause du secret dont il entoure ses activités et des refus qu'il a opposés aux demandes des journalistes, on ne croit pas généralement que le maire soit prêt à le déchoir de son poste: ce ne serait pas conforme aux habitudes qu'on peut observer chez Jean Drapeau s'il devait déplacer l'un de ses collaborateurs parce que celui-ci est mal vu de la presse. Si le maire changeait de président pour d'autres raisons, plusieurs pensent qu'il choisirait un autre membre du Comité exécutif actuel, Yvon Lamarre, qui a remporté aux récentes élections la plus éclatante victoire de tous les élus.

M. Lamarre pourrait aussi bien être nommé à la vice-présidence du Comité exécutif, laissée vacante par M. Lynch-Staunton. Mais alors se poserait le problème de la représentation des anglophones au Comité: le prédécesseur de M. Lynch-Staunton était aussi un anglophone, M. Gerry Snyder. Il se trouve cependant que les conseillers anglophones se font rares au sein du Parti Civique: outre M. Snyder, qui a des fonctions de responsabilité aux Jeux Olympiques, il y a M. Abraham Cohen qui s'est quelques fois signalé comme un dissident au sein du Parti.

Qui le maire ira-t-il chercher parmi ses conseillers pour combler les deux vacances à l'exécutif? S'il voulait recompenser les services rendus pendant les élections, il penserait peut-être au conseiller d'Ahuntsic Jean-C. Leblanc, qui a défait son ex-collègue Paul-Émile Robert, et qui a eu seul l'honneur de faire souligner sa victoire par le maire le soir du 10 novembre. Ou encore à l'organisateur et "whip" du parti, Pierre Lorange.

En tout cas, les performances des conseillers dans les réunions publiques ne peuvent donner d'indications sur l'identité des futurs membres de l'exécutif: les conseillers qui se manifestaient le plus au cours des récentes années ne seront pas membres du nouveau conseil.

D'autre part, il ne semble pas à première vue que l'ordre du jour de la première réunion donne beaucoup de matières à départ. On note que cet ordre du jour ne fait pas place à une période de questions, périodes autorisées par le maire depuis quelques temps. On ne sait pas s'il s'agit d'une suppression provisoire ou permanente.

Le métro s'organise contre les incendies et ferme plus tôt

La Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal désire aviser ses usagers que le service du Métro, sur les lignes nos 1 (Atwater-Frontenac) et 4 (Berri-de-Montigny-Long sera interrompu à minuit, au lieu d'une et trente, pour une période d'environ dix jours.

Cette mesure est rendue nécessaire pour permettre l'exécution des travaux d'installation et d'amenée d'eau dans le Métro. C'est-à-dire, les nouvelles bornes-fontaines bleues. Ces travaux font suite au réaménagement du service de sécurité du métro qui a été ordonné après les révélations des enquêtes sur les incendies survenus dans le métro depuis 71.

De plus, à compter du 6 janvier prochain, et cela pour toute l'année 1975, le service du Métro prendra fin à minuit sur toutes les lignes, sauf les samedis et dimanches, alors que le service arrêtera à 1h 30. Le changement d'heure s'impose dans le but de permettre les travaux de raccordement avec les prolongements du Métro.

La CTCUM prie ses clients de prendre note de ces changements et compte sur leur collaboration habituelle.

Les audiences de la Commission Cliche

65 petits salariés doivent $36,769 à deux shylocks du syndicat des électriciens

par Gisèle Tremblay

À même de petits prêts de $100 à $500 accordés à des clients à faible revenu ou en chômage, deux "shylocks" (usuriers) de la Fraternité des électriciens (FTQ) qui n'avaient investi au départ que $600 ont aujourd'hui à recouvrer $36,760, ce qui équivaut à un rendement de 6,000% en trois ans.

Cette somme, calculée à partir du registre même où l'un des complices a noté les dus de la clientèle entre le 7 janvier 1972 et le 14 août dernier, ne donnt encore qu'une faible idée du chiffre d'affaires, puisque le registre ne comprend pas les dossiers des clients qui ont remboursé leurs dettes.

Les deux hommes sont Louis Bonin, délégué de chantier du syndicat, et Marcel Labonté, apprenti électricien dont le frère Claude est agent d'affaires du syndicat. Le second a comparu hier devant la commission Cliche en même tem ps que six de ses clients, dont quatre étaient en chomage au moment de l'emprunt.

La Commission entreprenait hier l'exposé de sa preuve sur la pratique du prêt usuraire à la Fraternité des électriciens. Des leaders du syndicat, dont le gérant d'affaires, M. Roland fiset, doivent témoigner, aujourd'hui à ce sujte. Le quartier général de Bonin-Labonté est à la taverne Gervais, angle Christophe-Colomb et Mont-Royal.

Les clients qui ont peine à rembourser sont les plus rentables, car tout retard à s'acquitter du remboursement hebdomadaire est puni d'une amende appelée "top", dont le montant varie de $5 à $20 par semaine selon l'importance de l'emprunt. Pris dans l'engrenage, les clients finissent par ne plus payer que les tops, pendant que le remboursement de leur emprunt n'avance pas d'un cent.

Les clients

C'est ainsi qu'un ouvrier imprimeur dont l'emprunt était de $250 est subitement tombé en chômage et n'a rien payé de toute l'année où il fut sans emploi, pas même ses tops: les dûs se sont accumulés de telle sorte qu'il a versé au total $1,500 de tops et doit encore $750 sur son emprunt de $250.

Mais le témoigange le plus émouvant de la journée et sans doute été celui de Mme Béatrice Lefrançois. Son fils Marcel, chômeur, n'arrivait plus à rembourser quoi que ce soit après avoir payé $300 de tops sur un emprunt de$500.

Louis Bonin s'est alors rendu à son domicile à trois reprises et l'a prévenue que son fils "aurait des troubles" s'il ne payait pas. Mme Lefrançois a pris peur et s'est mise à verser $20 par semaine de tops pendant 18 semaines: la mère et le fils ont ainsi payé plus de $600 d'amendes et le fils devait encore $450 sur son emprunt de $500.

Mme Lefrançois, qui s'efforçait à sourire et parlait avec une grande douceur, na pu maîtriser son émotion quand elle a relaté la visite de Bonin. "Je pensais que ça baisserait, a-t-elle confié ingénuement en expliquant ses déboursés, mais ça montait."

Une étude faite au nom de la Commission par un comptable agréé démontre d'ailleurs que sur un échantillonnage de 24 clients du duo, 17 paient des tops, pour en moyenne 37 semaines.

Les prêts varient de $45 à $500 et sont remboursables rapidement, toujours en moins de six mois, par versements hebdomadaires. Les clients doivent rembourser $125 pour un emprunt de $125, ou $700 pour un emprunt de $500, en 5 ou 13 semaines: cepremier profit équivaut déjà à un intérêt annuel de 90% à 866%.

Mais les tops viennent augmenter l'intérêt et certains en paient durant 43, 80, 100 semaines pour des montants totaux de $860 à $1,500. Ce second profit équivaut à un supplément d'intérêt annuel d'au moins 20% dans la plupart des cas.

Marcel Labonté, dont le dossier judiciaire comporte une condamnation à trois ans de prison pour vol à main armée, a reconnu volontiers pratiquer le shylocking depuis trois ans. Il n'a voulu rien dire cependant sur d'autres shylocks qu'on lui citait et il a nié avoir jamais menacé ou frappé un client...

Or, les commissaires ont posé là-dessus suffisamment de questions pour que la suite de la preuve vienne contredire Labonté. Celui-ci affirme en outre qu'il a arrêté son commerce après une perquisition de la police en septembre, mais au moins deux clients ont affirmé lui avoir versé des tops jusqu'à cette semaine.

Les incendies et la grève des pompiers

L'enquête étudie les torts des pompiers et de la Ville

par Pierre Bertrand

Des mini-ententes spécifiques entre le Service d'incendie de la ville de Montréal et ceux des banlieues pendant la grève des pompiers ont été confirmées hier par le directeur du service d'incendie de Montréal, M. René Plaisance. La teneur du témoignage qu'il a fourni hier le commissaire George Allison cherchait à prouver que la Ville de Montréal avait pris toutes les mesures de sécurité qu'exigeaient les circonstances entre le 31 octobre et le 3 novembre, durée de la grève des pompiers de Montréal.

Alors que la première journée de l'enquête relative aux 16 incendies survenus à Montréal durant la grève était consacrée au cas de l'hôtel Lasalle, l'audience d'hier débutait par le témoignage de M. Plaisance et concernait tous les incendies. Le directeur du service d'incendie a déclaré que 50 officiers d'état-major de son service ont travaillé environ 48 heures consécutives et que ces derniers étaient secondés de 89 officiers "prêtés" par les banlieues.

Toujours selon son témoignage, il s'avère qu'environ trente minutes après le déclenchement de la grève des pompiers, jeudi après-midi le 31 octobre, une série d'ententes vervales par la voie téléphonique ont été conclues avec plusieurs services d'incendie des villes de banlieue pour assurer une protection adéquate des Montréalais.

Le directeur ajoute que dès 15.16 hres le 31 jusqu'à 7.30 hres le dimanche matin, tous les camions de pompiers appelée sur les lieux d'un incendie ont bénéficié de l'escorte policière pour prévenir les représailles de "certaines personnes".

Revenant à l'incendie de l'hôtel Lasalle, le procureur à l'enquête interrogea un lieutenant-détective de la police de la CUM, lequel a confirmé que son service ne possédait pour l'instant aucune preuve concernant un ou des suspects. Le seul élément révélé à l'enquête implique un ancien employé de l'hôtel, congédié à peine un mois avant l'incendie.

Selon le témoignage de la coordinatrice des services à l'hotel Lasalle, cet employé de 24 ans affirma à quelques reprises devant elle qu'il "tuerait le patron" et "mettrait le feu à la cabane". Confronté hier à ces affirmations, le jeune homme n'a pas nié avoir proféré de telles menaces mais il a ajouté qu'elles n'étaient que des "paroles en l'air". Invité aé raconter son emploi du temps le jour du sinistre, il a déclaré s'être fait réveiller à 13.00 hres par un appel téléphonique d'un ami. (L'incendie a débuté à ïï.? hres).

Le propriétaire de l'hôtel Lasalle, Marcelle Gauthier, a été tenu hier de faire part à l'enquête des états financiers de l'hôtel ainsi que des polices d'assurance-feu s'y rattachent. Depuis 1971, année où Marcel Gauthier et son frère sont devenus propriétaires de l'établissement, les profils ont connu une courbe ascendante. La dernière police d'assurance achetée par les propriétaires ne diffère de la précédente qu'à l'élément "cessation d'affaires" où la prime à payer a été doublée. Le propriétaire a estimé les dommages causés par l'incendie à $250,000.

La prochaine séance publique de l'enquête aura lieu jeudi après-midi et l'on y analysera un autre incendie impliquant cette fois des présumés actes de vandalisme de pompiers en grève.

La presse a trop parlé

Le procès de Laberge annulé par le juge

Sous le prétexte que les jurés au procès du syndicaliste Louis Laberge ont pu être influencés par des reportages tendancieux publiés ou diffusés ces derniers jours par des organes de presse, le juge Jacques Ducros de la cour des Sessions à Joliette a mis fin hier au procès de l'accusé. Un nouveau procès a été fixé pour le mois d'avril 1975 et aura lieu encore à Joliette.

La cour s'est estimée convaincue que ce qui a été écrit ou diffusé par les journalistes concernant la "preuve insuffisante ou faible" présentée devant elle justifiait la fin immédiate du procès, le renvoi des jurés et la convocation d'un nouveau procès. C'est l'avocat de la défense, Me Phil Cutler qui, en l'absence des jurés, avait indiqué à la cour que la preuve présentée s'avérait "faible". En publiant ce propos, lesu procès.

carrières
Suzanne Asselin
n'invente pas d'offres d'emploi
mais elle prend bien soin
de celles que vous lui confiez.
Composez 331-8961

Parfait, complet! $130.

Ce complet convient parfaitement à l'homme de la ville, à l'homme du jour, à un homme comme toi! De coupe impeccable, en gabardine pure laine, notre complet trois-pièces est élégant au bureau comme à la disco.
Le Château l'a conçu dans l'esprit de la mode: revers soulignés de piqûres, poches coupées et longue fente. Les coloris sont flatteurs: bleu sarcelle, brun, marine, vert foncé, beige, noir ou cannelle.
Tailles 34-44.
Cherchez la femme, elle est là et s'habille au complet: au Château!

LE CHÂTEAU



LE CHÂTEAU
MONTRÉAL, DOLLARD DES ORMEAUX, GREENFIELD PARK, LASALLE, LAVAL, CHICOUTIMI, TROIS-RIVIÈRES, SHERBROOKE, QUÉBEC, LÉVIS, STE-FOY, OTTAWA, HAWKESBURY, LONDON, WINDSOR, HAMILTON, TORONTO, BRAMALEA, MISSISSAUGA, ETOBICOKE, WINNIPEG, EDMONTON



BOURASSA À PARIS

Journée étourdissante pour celui qui a l'air d'un petit garçon

"Mais il a l'air d'un petit garçon". Ce concierge de Orly n'en revenait pas de voir ce premier ministre du Québec que, dominant d'une tête, le premier ministre français, M. Jacques Chirac, venait d'accueillir à sa sortie du Mystère 20.

Un mois après avoir fait connaissance avec M. Trudeau, présenté dans la presse comme un "play boy", les Français ont découvert, hier, celui que Le Monde a décrit, dans sa livraison de mercredi d'"anti-héros, avec ses airs d'étudiant sage ou de jeune technocrate".

Journée étourdissante pour M. Bourassa que la première de sa visite officielle. En quatre heures, il a été reçu en chef d'État à Orly, (tapis rouge, drapeaux, tricolores, unifoliés et fleurdelysés, garde républicaine) et il a rencontré à Matignon, le premier ministre Chirac et à l'Élysée le président, M. Valery Giscard D'Estaing, avant de participer à une invraisemblable entrevue en direct à RTL où un animateur a tenté de lui faire dire qu'il était séparatiste.

Ému

Aucun commentaire à Matignon, quelques phases cueillies par une forêt de micros à l'Elysée, M. Bourassa, visiblement ému, était peu loquace.

Pui, il s'est entretenu d'uranium enrichi avec le président de la république, mais il faut attendre les résultats des études préliminaires. La Loi 22? "C'est un geste historique considérée comme tel par les autorités françaises". Et soudain, cette phrase captée par des dixaines de magnétophones et des journalistes un peu stupéfaits: "Nous (M. Giscard D'Estaing et moi) avons discuté de nos campagnes électorales respectives".

Plus détendu sur les ondes de RTL, M. Bourassa a eu à répondre en dix minutes à une séeie de questions-pièges, dans le style choc de ce poste privé. "On vous dit fédéraliste mais pour fédérer il faut d'abord se séparer. Êtes-vous séparatiste?".

Alors que les journalistes québécois, heureusement hors-studio s'esclaffaient, M. Bourassa a pu rétorquer: "c'est exactement ce que je veux éviter. J'en parlais tantôt avec le président de la république". Et d'ajouter que l'Europe elle-même s'en va vers un parlement fédéral et que les Québécois, grâce au fédéralisme, paient le pétrole moins cher.

Courses folles

Spectateurs parfois ahuris, les journalistes québécois ont surtout été secoué, hier, par d'invraisemblables traversées de Paris à la suite de deux motards dans des courses folles dignes des meilleurs cascadeurs.

Faute de "briefing", ils se sont rabattus sur les journaux dans lesquels l'arrivée du premier ministre russe, M. Brejnev va reléguer le premier ministre québécois au second plan cès cet après-midi. Hier d'ailleurs, à l'Elysée, il a été reçu entre le premier ministre Belge, M. Léo Tindemans, et celui d'Angleterre, M. Harold Wilson.

Par ailleurs, une grève surprise des cameramen de l'ORTF a frustré M. Bourassa d'une émission télévisée d'une heure avec M. Jean-Louis Servan-Schreiber, et si, mardi, M. Charles Denis brandissait avec fierté le Quotidien de Paris qui publiait une pleine page avec M. Bourassa, il s'est abstenu, hier, de le faire, pour cause. C'est René Lévesque qui avait la vedette sous le titre: "Le Québec c'est la Rhodésie". On pouvait y lire ces propos du président du Parti québécois: Plus menteur que Bourassa, c'est difficile à trouver, cela en devient amusant. Le bill 22 tel qu'il est, n'est pas une réponse au problème linguistique..."

La mèche de cheveux

Ce n'est cependant pas l'impression que donnent les autres journaux parisiens. Ainsi France-Soir affirme que la Loi 22 "assure aux francophones le respect de leur identité et leur donne un pouvoir économique accru". Le Figaro, pour sa part, souligne que désormais "toutes les communications à l'intérieur des entreprises s'effectueront en français, de la simple note de service aux conventions collectives".

Toujours dans le Figaro, un court portrait de M. Bourassa qui commence ainsi: "Robert Bourassa a un problème: cette mèche de cheveux qui lui tombe sur le front et qui ajouté à sa silhouette de vieil adolescent. En 1970, lors de sa première campagne électorale, son coiffeur ne le quittait pas..."

Enfin Porte Maillot, en fin de journée, une équipe s'affairait toujours à ajouter des branches à l'arbre de Noeïl que M. Bourassa doit illuminer ce soir.



Jacques Guay

Cloutier avertit les étudiant:

Pas de représailles... mais pas de diplômes non plus

PAR Claude Grégoire

QUEBEC — Le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, a fait des menaces à peine voilées, hier, à l'endroit des étudiants en grève.

Bien qu'il soutienne que le mot "représailles" ne fait pas partie de son vocabulaire, M. Cloutier a brandi la spectre des échecs scolaires, des diplômes ratés et des sanctions que pourrait prendre chaque institution d'enseignement vis-à-vis les contestataires.

Le ministre, qui a admis que le débrayage des cégépiens et des universitaires a permis de faire avancer le système de prêts et bourses, a affirmé qu'il ne pouvait donner son accord à deux points majeurs des revendications étudiantes.

Il s'agit des contributions des parents dont les étudiants réclament l'abolition et des contributions des étudiants eux-mêmes à leurs études.

D'après les chiffres fournis par le ministre lors d'une conférence de presse, 16 des 37 institutions en greves auraient "réintégré les rangs".

Qualifiant les étudiants de "classe privilégiée", M. Cloutier a déclaré qu'ils n'ont aucun intérêt à poursuivre leur débrayage. "Ils risquent de se punir eux-mêmes" a-t-il expliqué en Chambre au député péquiste de Saint-Jacques, M. Claude Charron.

À ce dernier, qui lui demandait si des représailles les seraient exercées, le ministre a répété: "Ce sont les institutions locales qui ont la responsabilité des orientations pédagogiques..."

Si le ministère refuse catégoriquement de discuter de l'abolition éventuelle de la contribution des parents aux frais scolaires de leurs enfants, c'est qu'une telle mesure coûterait au gouvernement entre $150 et $200 millions, selon le ministre.

"C'est impossible: ce serait irresponsable de dire oui à une telle demande. Par contre, il sera plus facile de discuter de la contribution des étudiants" a précisé M. Cloutier.

Ce dernier s'est dit prêt à former "dès demain matin", c'est-à-dire aujourd'hui, un comité mixte composé de représentants du ministère et des étudiants pour étudier à fond le problème des prêts et bourses.

Il refuse de parler de "négociations" avec les étudiants, en parlant des rencontres qui ont eu lieu jusqu'ici avec le sous-ministre adjoint Jacques Girard et les a plutôt qualifiées de "discussions".

M. Cloutier a affirmé que son ministère est prêt à poursuivre les discussions sauf sur les deux points majeurs déjà indiqués.

Prétendant que le problème n'est pas "aussi dramatique qu'on le laisse croire", le ministre s'est tout de même dit prêt à réviser entièrement la philosophie des prêts et bourses.

Il envisage par exemple de dissocier les prêts des bourses, la création d'un crédit étudiant et d'un système de bourses spécialement pour les étudiants les plus démunis.

Le ministre croit que dans la crise actuelle, "Seuls les étudiants vont perdre" s'ils poursuivent le débrayage, et que la grande majorité veut étudier. Il a rappelé que les examens s'en viennent et qu'ils n'ont "qu'à retourner aux études".

Manifestation devant le parlement

Près de 1,000 étudiants des quatre Cegeps de la région de Québec ont assiégé le parlement hier en début de soirée, prenant tout le monde par surprise.

La manifestation, visant à démontrer le mécontentement des étudiants face au système de prêts et bourses, a toutefois été aussi brève que soudaine. Après avoir crié "Cloutier au poteau!" et après avoir brûlé en effigie le ministre de l'Éducation, les manifestants ont poursuivi leur défilé dans l'ordre à travers les rues de la capitale. Leur manifestation aura durée une vingtaine de minutes.

Les étudiants ont dénoncé les correctifs qu'a approtés le ministère récemment afin de tenter de résorber la crise des Cegeps et des universités.

Jeudi dernier, des centaines d'étudiants avaient manifesté devant le complexe "G" où est situé le ministère de l'Éducation.

Les Cegeps de Lévis-Lauzon, Sainte-Foy, Garneau et Limoilou étaient représentés hier, et les étudiants n'écartent pas la possibilité d'organiser une manifestation regroupant les institutions de tout le Québec.

Lévesque au "Quotidien de Paris":

Le Québec, c'est un peu la Rhodésie

(AFP) — Il y a une "situation vraiment rhodésienne" au Québec, a déclaré M. René Lévesque, président du Parti Québécois, dans une interview publiée hier par le journal français, "Le Quotidien de Paris".

Évoquant l'aspect "anglo-américain" du Québec, le président du Parti québécois a noté que les 500.000 à un million d'anglophones qui y vivent, sont non seulement le groupement le plus riche de tout le Canada, mais parmi les plus riches de toute l'Amérique du Nord. "Il y a là vraiment une situation rhodésienne, a-t-il estimé, le "blanc" qui s'enrichit de la main-d'oeuvre à bon marché des indigènes que nous sommes, et comme il s'agit en même temps d'un peuple, c'est explosif, forcément". "Ce que l'on voit surtout de Montréal, a-t-il poursuivi, c'est l'espèce de grappe de gratte-ciel, et cela c'est la partie rhodésienne de la ville".

Interrogé sur ce que représente le fait d'être québécois, M. Levesque a indiqué que la raison d'être des québécois, c'est avant tout d'avoir "voulu survivre". Nous sommes, a-t-il ajouté, "des nord-américains, avec cette particularité très importante d'avoir une autre langue que le continent et de charrier tout un bagage de souvenirs, d'espoirs déçus et maintenant d'espoirs renouvelés". Les petites entités, a noté M. Lévesque, "sentent très bien qu'aux alentours du XXI-ème siècle, elles vont être voyées dans un "melting pot" si elles n'ont pas au moins les armatures essentielles de contrôle intérieur de leur société".

Évoquant l'assertion du premier ministre de la province, M. Bourassa, selon laquelle un changement politique provoquerait un chaos économique, et notamment un déplacement des capitaux nord-américain, M. Lévesque a affirmé que dans le contexte nord-américain, "extrêmement rentable" du Québec, les détenteurs de capitaux ne fuieraient pas. Nous sommes, a-t-il indiqué, "un parti de gauche modéré, style social-démocratie scandinave et nous voulons reprendre en main l'économie en partant de choses aussi fondamentales et banales que le contrôle financier et le contrôle fiscal".

Étudiants: on consulte la base sur la poursuite de la lutte

par Pierre Bellemare

QUÉBEC (PC) — Après une assemblée-marathon tenue de lundi matin jusqu'à l'aube mardi, les leaders étudiants de 45 institutions universitaires, collégiales et privées ont résolu de livrer une lutte sans merci au gouvernement pour une réforme complète du régime de prêts et bourses.

Cependant, leur plan stratégique élaboré au CEGEP de Limoilou devra être entériné par la base étudiante pour vraiment porter fruit. Voici, en résumé, ce qui ressort de cette assemblée des quelque cent leaders régionaux. Déçus par le dernier weekend de négociations avec le ministère de l'Éducation, les dirigeants étudiants ont rejeté massivement les neuf propositions soumises par le sous-ministre.

L'assemblée a accepté d'intégrer officiellement les universités dans la bataille pour ainsi porter à 100,000 le nombre d'étudiants partie au "front commun". Par conséquent, deux représentants des universités Laval, de Sherbrooke, du Québec à Rimouski et d'Ottawa sont intégrés au "comité des sept".

Ce comité a reçu un véritable mandat en blanc des leaders régionaux qui l'ont en outre autorisé à accepter l'offre de la CEQ qui a offert ses conseillers juridiques et ses personnes-ressources. Un comité de communications sera également créé pour servir de courroie de transmission entre les négociateurs et la base au niveau régional.

Le défi, pour les dirigeants, est de maintenir le moral de leurs troupes, qui devraient poursuivre leur vague de débrayages et d'occupations, "de façon à acculer le MEQ au pied du mur en raison de la fin des sessions d'études d'ici Noël".

Consultations

La plupart des étudiants étaient consultés hier ou le seront aujourd'hui au cours d'assemblées générales dans toute la province. Selon toutes prévisions, le comité de négociation pourra soumettre une contre-proposition au ministère, aujourd'hui.

Les leaders comptent notamment sur l'appui que leur ont déjà manifesté des comités de parents et de professeurs, les centrales syndicales, ainsi que le député libéral de Matane, M. Marc-Yvan Côté.

À leur réunion ininterrompue de Limoilou, l'université Laval a largement contribué, par ses nombreuses résolutions, à la réévaluation des revendications premières, partant de la position du ministère exprimée par le "document Girard", non signé.

Les principales revendications à long terme visent à décentraliser le système de prêts-bourses, d'accroître en particulier l'aide aux étudiants-parents et aux étudiants dont les parents retirent des prestations sociales, d'indexer annuellement l'aide financière pour tous les étudiants, de réduire de $200 le montant maximum des prêts pour obtenir plus de bourses, etc.

Burns à la Chambre de commerce

par Marcelle Bourque

"En 1971, nous avons hérité du projet du siècle; en 1974, nous risquons de nous retrouver avec le scandale du siècle," disait hier M. Robert Burns, leader parlementaire de l'opposition, devant les membres de la Chambre de Commerce de Montréal. Il a fait le bilan d'un gouvernement "ayant contribué à la détérioration complète du climat politique au Québec" en accusant le monde des affaires de complicité.

M. Burns tient trois hommes responsables du "climat de décadence dans lequel nous vivons": Robert Bourassa, Jérôme Choquette et Jean Cournoyer.

La jungle du travail

Il s'en est surtout pris au ministre du Travail qui a réussi le tour de force "de n'avoir pour tout appui, dans tout le Québec, qu'une seule personne: le premier ministre."

Robert Burns a accusé le ministre Cournoyer de n'avoir qu'un souci: l'entretien de son image. Selon le leader de l'opposition, M. Cournoyer méprise ses fonctions parlementaires en pratiquant un absentéisme chronique à l'Assemblée nationale. Il a constamment peur d'agir, ne le fait jamais que poussé au pied du mur. Pour prouver ses avancés, M. Burns a rappelé les attitudes du ministre du travail dans le conflit de la United Aircraft et dans celui du pavillon St-Dominique de Québec.

Et Jean Cournoyer n'aurait pas peur des contradictions. "Ainsi pour la formule Rand: le ministre est en faveur...mais il préfère voter contre."

Ce ministre du travail a surpasseé tous ses prédécesseurs en faisant se liguer contre lui les voix patronale et syndicale, tout en essayant de se faire passer "pour un bon gars qu'on doit prendre en compassion." Il est, selon le député péquiste, le principal responsable du fait que le monde du travail soit devenu une jungle. Et pourtant, il jouit toujours de l'appui du premier ministre. Pourquoi?

Robert Burns explique d'abord que le premier ministre a, lui aussi et au premier chef, le culte de l'image de son gouvernement et de son parti. Pas question dans ces conditions de dénoncer un de ses premiers lieutenants.

Il explique ensuite que Robert Bourassa joue actuellement tout son prestige sur le projet de la Baie James. "Voilà où les amis du parti ont le maximum de profits à tirer; voilà où la présence d'un ministre bon garçon et pas regardant devient un atout précieux." Et Cournoyer est l'homme tout désigné pour offrir ses services quand "on a besoin de quelqu'un pour dire que l'embauche à la Baie James sera faite en accordant priorité du Nord-Ouest québécois et au Saguenay-Lac-St-Jean et quelqu'un d'autre pour voir qu'il y ait contraire une harmonieuse collusion entre les patrons et un syndicat."

Des complices

Aux dires de M. Burns, le gouvernement marche de scandale en scandale. Il s'en reporte aux révélations apportées par la Commission Cliche et l'enquête sur le crime organisé.

"Les gens qui donnent à ce parti, qu'ils soient banquiers de la pègre (William O'Bront) ou paisibles déjeuneurs de la Chambre de Commerce, ne font pas des dons, ils font des investissements. Ils permettent à un parti de gagner pour qu'en retour le parti leur assure le moyen de gagner."

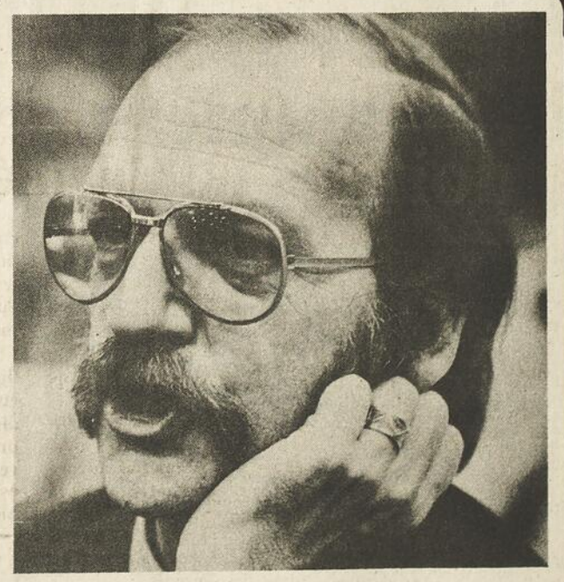
M. Burns accusait hier les hommes d'affaires d'être, à cause d'intérêts personnels, les complices de la détérioration du climat politique au Québec.

Il leur a posé certaines question. "Est-ce par essouflement ou par incrédulité que, devant la monumentale farce des coûts mobiles des travaux de la Baie James, d'abord 4 milliards, puis 8, maintenant 12, et on nous assure que ça n'ira pas plus loin que 20, que vous ayez assisté à cela en silence, vous qui exercez une vigilance aussi étroite sur le salaire minimum?"

"Un organisme comme le vôtre est généralement réputé contenir sa part de fournisseurs à la caisse électorale du Parti libéral," a dit M. Burns. "Peut-on espérer qu'une certaine gêne accompagne ceux dont le geste rejoint celui de M. William O'Bront?"

Et le député a invité ceux que la situation commence à mettre mal à l'aise à joindre les rangs "d'un parti sans attache."

"Vous êtes complices d'un gouvernement corrompu"



au jour le jour

À MONTRÉAL

- Déjeuner-causerie sous le thème Le Rôle de l'ACE: un aboutissement, à 12h, à la Maison du Commerce, 1080, Côte du Beaver Hall (salon Vieux-Montréal). Conférencier: M. Arthur J. O'Connor, vice-président de l'Association canadienne de l'Électricité.

- Dîner-causerie du Cercle de la Place d'Armes, à 17h30, dans les salons du Cercle. Conférencier: M. Roger Rousseau, président du COJO, présenté par le maire de Montréal, Jean Drapeau.

- Assemblée générale spéciale des membres de la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises, à 20h, au 493 ouest, rue Sherbrooke.

AILLEURS AU QUÉBEC

QUÉBEC
Québec: Ouverture de la conférence fédérale-provinciale sur le tourisme, à 18h30, au Château Frontenac. Conférencier: M. Claude Simard, ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

LE JOUR

a besoin de camelots dans QUÉBEC

composez

658-8920



LE JOUR

demande des camelots dans Ahuntsic, Cartierville, Nouveau-Bordeaux, St-Laurent, Montréal-Nord.

PROFITS APPRÉCIABLES!

332-3890

Trudeau et Ford veulent dissiper certains malentendus

WASHINGTON (AFP) — Le problème de l'énergie, sous l'angle en particulier des ventes de pétrole canadien aux États-Unis, figurera au premier plan des entretiens qu'auront aujourd'hui à la Maison-Blanche le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau et le président Gerald Ford, indique-t-on de source américaine.



Pierre Trudeau

Les conversations, ajoute-t-on, permettront surtout aux deux hommes d'État de faire connaissance et de renouer entre les deux gouvernements des relations qui s'étaient quelque peu distendues. Le dernier "sommet" américano-canadien remonte en effet au printemps 1972, lorsque l'ex-président Nixon s'était rendu en visite officielle à Ottawa. On souhaite de ce fait à Washington, que ce premier contact Ford-Trudeau permettra de dissiper certains malentendus.

La décision du Canada, principal fournisseur étranger de pétrole des États-Unis, de réduire ses exportations pour éviter un épuisement des réserves, a suscité évidemment certains remous à Washington.

Les problèmes d'environnement, intéressant les deux pays limitrophes, notamment dans la région des Grands Lacs, seront également abordés.

Cette "rencontre de travail" indique-t-on encore à Washington, fournira l'occasion au président Ford de mettre au courant M. Trudeau des résultats des conventions de Vladivostok et de procéder avec lui à un tour d'horizon général de la situation internationale, en particulier au Proche-Orient.

On ne prévoit pas actuellement que le secrétaire d'État Henry Kissinger s'entretienne séparément avec son homologue canadien, Alan McEachen, qui accompagne M. Trudeau. Les deux ministres des Affaires étrangères rejoindront le président et le premier ministre à la Maison-Blanche cet après-midi et participeront au diner offert par M. Ford à son hote canadien.



Gerald Ford

M. Trudeau tiendra une conférence de presse demain matin avant de regagner Ottawa.

Chrétien veut réduire de 10% l'accroissement des dépenses

OTTAWA (PC) — Le président du Conseil du Trésor, M. Jean Chrétien, a fait part hier de son intention de ralentir, pour le prochain exercice financier, l'augmentation des dépenses fédérales, dont le taux de croissance devrait passer de 24 pour cent qu'il était au cours des dernières années à 15 pour cent.

Alors que le montant des contributions fédérales doit continuer de monter, particulièrement en ce qui concerne les programmes issus de lois, par exemple ceux de l'indexation des allocations familiales et des pensions de vieillesse, et ceux des paiements de péréquation aux provinces, l'accroissement de la fonction publique pourrait fléchir de façon sensible l'an prochain.

C'est ce qu'a déclaré M. Chrétien, précisant notamment que le taux d'accroissement du nombre des cadres supérieurs dans la fonction publique serait sûrement réduit au regard des dernières années.

Alors qu'il comparaissait devant le comité des prévisions budgétaires étudiant le budget supplémentaire prévoyant des dépenses de l'ordre de $1,748 millions pour le présent exercice financier M. Chrétien a tenu par ailleurs à souligner que certains services fédéraux pourraient échapper à ce ralentissement du taux de croissance en personnel. Il a notamment fait allusion au ministère des Postes, au Service des contrôleurs du trafic aérien, ainsi qu'à la Gendarmerie Royale, dont les services doivent de toute évidence répondre à l'accroisseement démographique

Le bilinguisme

M. Chrétien a dû par ailleurs réaffirmer sa foi dans le bilinguisme, en réponse au député de Churchill, au Manitoba, M. Cecil Smith, qui doutait de l'urgence de prévoir la télé-radiodiffusion en langue française à Flin Flon, où la population francophone n'atteint que trois pour cent.

"La présence française au Canada ne doit pas seulement répondre aux besoins des francophones, mais aussi à ceux des anglophones qui désirent parfaire leur connaissance de l'autre langue", a soutenu M. Chrétien.

Plus de $1,200 millions des dépenses supplémentaires sont attribuables à l'inflation, a expliqué le président du Conseil du Trésor, précisant que le gouvernement avait doublé à $250 millions ses crédits à la subvention du lait et de la crème, en plus notamment de prévoir de nouvelles contributions de $125 millions aux provinces en vertu des programmes d'assurance-maladie et d'enseignement universitaire à coûts partagés.

Cinq nouveaux venus dans le cabinet Hatfield

FRÉDÉRICTON (PC) — Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield, a rendu publics hier les noms des membres de son nouveau cabinet. Trois membres de l'ancienne équipe quittent le Cabinet et cinq nouvelles personnes y accèdent.

M. Hatfield a annoncé le départ du ministre des Finances, M. Jean-Maurice Simard, et de ses collègues des Services sociaux et de la Justice, Mme Brenda Robertson et M. John Baxter, qui quittent pour raisons personnelles.

Les nouveaux venus sont: M. Roland Boudreau, aux Ressources naturelles, Leslie Hull, aux Services sociaux, Gerald Marrithew, à l'Éducation, Jean-Pierre Ouellette, à la Jeunesse et Malcoln MacLeod, à l'Agriculture.

Par ailleurs, plusieurs ministres changeront de portefeuilles: Ainsi, M. Paul Creaghan passe de la Croissance économique à la Justice, M. A.E. Star, des Ressources naturelles aux Finances et à la présidence de la Commission hydro-électrique, M. Stewart Brooks, de la Commission hydroélectrique à la présidence du Conseil du Trésor, M. George Horton, de l'Agriculture aux Approvisionnements et services, M. G.W.N. Cockburn des Pêcheries à la Santé et M. Lawrence Garvie de la Santé à la Croissance économique.

La grève des inspecteurs de céréales

Pénurie de pain et prix plus élevés à l'horizon

Si le gouvernement fédéral ne trouve pas une solution rapide au conflit qui l'oppose aux inspecteurs de céréales depuis le 23 novembre, l'Est du Canada sera probablement aux prises avec une sérieuse pénurie de pain et de pâtes, ainsi qu'une hausse certaine des prix.

Cette pénurie selon le président de l'Association professionnelle des meuniers pourrait avoir des conséquences plus graves que "tous les autres éléments qui ont perturbé l'économie agricole en 1974". Selon M, Giard, il faudrait au 15 décembre une réserve de 25 millions de boisseaux de céréales dans l'EST; or on ne comptait le 27 novembre dernier que 10 millions de boisseaux entreposés dans les élévateurs des ports du Québec.

À Québec, pour sa part, le ministre de l'Agriculture, M. Normand Toupin a admis que les approvisionnements de céréales du Québec "sont à des niveaux très bas, voire même dangereux". M. Toupin répondait à des questions du chef de l'Opposition, M. Jacques-Yvan Morin et de Fabien Roy, député de Beauce-sud.

M. Toupin a déclaré qu'il entendait téléphoner aujourd'hui à son homologue fédéral, M. Whelan afin de lui faire part de la situation particulière du Québec. Le ministre a rappelé que toutes les céréales partant de l'Ouest devaient être inspectées avant d'être dirigées vers le Québec, que la grève relève du fédéral et que la situation était imprévisible avant la grève des inspecteurs.

Si M. Whelan ne peut rien faire pour venir en aide au Québec, le ministre Toupin a évoqué la possibilité de saisir le cabinet québécois de cette situation d'urgence et de demander à la Commission canadienne du blé d'autoriser le transfert au Québec des céréales qui sont actuellement entreposées dans les Maritimes en attendant d'être dirigées vers des pays étrangers.

Pour sa part, le président des meuniers, M. Giard dont c'est la troisième demande d'intervention au gouvernement fédéral, a énuméré les priorités qui devraient être considérées par Ottawa: "Le règlement du conflit, l'organisation du transport du grain vers l'Est par chemin de fer avec préséance au marché domestique et le paiement d'un subside pour combler la différence de tous les coûts de transport résultant de la fermeture de la Voie maritime."

Les mêmes mises en garde ont été répétées hier par un porte parole de l'industrie canadienne qui a déclaré que si le grain ne commence pas à être livré immédiatement de Thunder Bay, on devra réduire la production de 50% dans les meuneries de l'Est. Ces pénuries pourraient provoquer une hausse des prix et du chômage dans cette industrie.

Pelletier clôture sa visite à Alger

ALGER (AFP) — Un communiqué a été publié à l'issue de la visite officielle effectuée en Algérie par M. Gérard Pelletier, ministre canadien des Télécommunications. Celui-ci a visité les installations algériennes de télécommunications ainsi que les complexes pétro-chimiques.

Au cours de son séjour à Alger, M. Pelletier a été reçu par le président boumédien et par M. Ismail Mahroug, ministre des Finances.

Une séance de travail a réuni enfin au ministère algérien des Postes et Télécommunications les délégations présidées par M. Gérard Pelletier, et M. Said Ait Messaoudene, séance au cours de laquelle ont été abordées: les relations dans le domaine des télécommunications sur le plan bilatéral et multilatéral et la possibilité de collaboration dans le domaine de l'équipement et de la coopération technique.

En quittant l'Algérie, M. Pelletier a remercié M. Said Ait Messaoudene, ministre algérien des P et T pour son accueil. Les deux ministres ont souligné les excellents rapports entre l'Algérie et le Canada et souhaité "que cette visite se traduise par un raffermissement des liens d'amitié et de coopération entre les deux pays."

Les emplois fédéraux

Mettre fin au favoritisme à l'endroit des vétérans de l'armée et de la GRC

OTTAWA (PC) — Le traitement préférentiel que reçoivent les vétérans des forces armées et les anciens membres du personnel de la GRC dans la fonction publique devrait être éliminé à l'avenir. C'est ce qu'a déclaré, hier, le directeur de la Commission de la fonction publique, M. John Carson.

S'adressant à un comité spécial conjoint du Sénat et des Communes, M. Carson, qui a fait toute une série de recommandations pour des changements dans les lois régissant la fonction publique, s'est prononcé pour l'égalité complète de tous les citoyens pour l'obtention de postes fédéraux.

En effet, en vertu de la Loi de la fonction publique, les vétérans des deux guerres mondiales, de la guerre de Corée, les personnes faisant partie actuellement du personnel des forces armées et de la GRC, les membres du personnel des ministres du cabinet, ainsi que d'autres personnes qui n'ont pas encore reçu leur nomination dans la fonction publique en vertu de la loi bénéficient d'un traitement de faveur quand ils postulent des emplois.

"Notre point de vue à ce sujet est que cette préférence ne concorde plus de nos jours avec le but du principe de mérite et que tous les Canadiens devraient jouir de chances égales pour se qualifier et être nommés à des postes dans leur fonction publique fédérale", a dit M. Carson.

"Notre seule qualification dans ce domaine devrait être que la citoyenneté canadienne continue à être une préférence, la seule préférence", a-t-il ajouté. "Ceci est parfaitement raisonnable... et suit de près la politique pratiquée par presque tous les autres pays, en ce qui a trait à l'enrôlement dans leurs fonctions publiques."

M. Carson a quand même admis que, dans le cas de nominations faites à l'intérieur de la fonction publique, il ne serait pas juste, dans plusieurs cas, pour les employés déjà soumis à la loi que des personnes qui ne le sont pas aient accès à ces postes.

OUTAOUAIS

Hull,
Gatineau,
Pointe-Gatineau,
Touraine,
Limbour,
Thurso

LE JOUR

a besoin de camelots!

composez **771-7894**

LE PARTI QUEBECOIS
région Montréal-Centre

***Poste:* PERMANENT RÉGIONAL**

FONCTIONS: Sous l'autorité du conseil exécutif régional:
— Maintient un secrétariat et est responsable des services offerts au comté;
— Est en contact continuel avec les comtés.
— Participe aux réunions du Conseil régional et du Conseil exécutif régional.
— Est responsable des congrès et assemblées au niveau de la région.
— Coordonne les opérations nationales au niveau de la région.

EXIGENCES:
— Être membre du Parti québécois
— Connaître les structures du Parti québécois
— Facilité au niveau des contacts individuels et du travail en équipe
— Sens de l'organisation
— Capacité d'assumer des périodes de travail intense
— Capacité d'exécuter du travail de secrétariat
— Posséder une voiture (de préférence)

CONDITIONS DE TRAVAIL:
— Poste à plein temps
— Traitement: $143. par semaine et autres avantages prévus par la convention collective
— À compter du 6 janvier 1975

Les candidatures doivent être communiquées par poste recommandée et accompagnée d'un curriculum vitae avant le 14 décembre à l'adresse suivante:

Parti Québécois
Région Montréal-Centre
a/s du Comité de Sélection
Case postale 4
Succursale N
Montréal 129, Qué.

carrières

Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 10h. a 5h.
331-8961

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU

OFFRE D'EMPLOI

POSTE:
ANIMATEUR ANALYSTE

ENDROIT:
Wakefield, Comté de Papineau, P.Q.

FONCTION:
Sous la direction et la coordination du coordonateur analyste:
—informe la population sur le C.L.S.C.
—forme des comités locaux et favorise la participation et l'expression de la population.
—participe à l'inventaire des ressources en son secteur et la cueillette des données relatives aux besoins.
—s'acquitte de la référence des usagers et voit à la satisfaction de chaque cas.

QUALIFICATIONS:
Expérience et formation pertinente dans le domaine social;
Formation académique acceptable;
Connaissance du milieu ou capacité d'adaptation en milieu rural;
Connaissance et aptitudes à s'exprimer en anglais, sera un aout.

EXIGENCES:
Usage d'une automobile avec compensation.
Grande disponibilité.

SALAIRES:
Selon les échelles du Ministère des Affaires Sociales du Québec.

DATE LIMITE:
Mercredi, le 18 décembre 1974.

INSCRIPTION:
Toute candidature accompagnée de curriculum vitae doit être adressée à:

M. Harold Kelly, président,
C.L.S.C. de la Vallée de la Gatineau,
C.P. 307,
Gracefield, Comté de Gatineau, P.Q.
J0X 1W0

Hydro-Québec
Direction Embauchage
C.P. 6106
Montréal, Qué.

INGÉNIEUR

CONCOURS: A/G-4-205-J-71

Fonctions:
Pour les ouvrages hydrauliques des aménagements hydroélectriques, thermiques et nucléaires:
—Participer aux études de conception; préparer ou faire préparer des plans et devis.
—Vérifier ou approuver les plans et devis préparés par d'autres.
—Participer à la préparation et présentation des rapports d'études.

Exigences:
—Être membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec (O.I.Q.) et détenir, si possible, une maîtrise en hydraulique appliquée aux aménagements hydroélectriques.
—Parler et écrire le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travai: Montréal

MÉDECIN

CONCOURS: C/P-4-126-J-71

Fonctions:
—L'entreprise confie à sa direction Santé des responsabilités précises en vue de protéger et de conserver la santé de ses travailleurs et de surveiller l'hygiène du milieu.

Exigences:
—Être membre en règle du Collège des médecins.
—S'intéresser à l'un des domaines suivants:
—médecine préventive, dépistage des maladies, médecine sociale, expertise médicale;
—hygiène sanitaire, toxicologie clinique.

Lieu de travail: Montréal

N.B. Les candidats intéressés sont priés de nous faire parvenir leur curriculum vitae, le plus complet possible, avant le 18 décembre 1974, en mentionnant le numéro du concours sur l'enveloppe.

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU

OFFRE D'EMPLOI

POSTE:
ANIMATEUR ANALYSTE

ENDROIT:
Gracefield

FONCTION:
Sous la direction et la coordination du coordonateur analyste:
—Informe la population sur le C.L.S.C.
—forme des comités locaux et favorise la participation et l'expression de la population.
—participe à l'inventaire des ressources en son secteur et la cueillette des données relatives aux besoins.
—s'acquitte de la référence des usagers et voit à la satisfaction de chaque cas.

QUALIFICATIONS:
Expérience et formation pertinente dans le domaine social;
Formation académique acceptable;
Connaissance du milieu ou capacité d'adaptation en milieu rural;
Connaissance et aptitudes à s'exprimer en anglais, sera un atout.

EXIGENCES:
Usage d'une automobile avec compensation.
Grande disponibilité.

SALAIRES:
Selon les échelles du Ministère des Affaires Sociales du Québec.

DATE LIMITE:
Mercredi, le 18 décembre 1974.

INSCRIPTION:
Toute candidature accompagnée de curriculum vitae doit être adressée à:

M. Harold Kelly, président,
C.L.S.C. de la Vallée de la Gatineau,
C.P. 307,
Gracefield, Comté de Gatineau, P.Q.
J0X 1W0

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU

OFFRE D'EMPLOI

POSTE:
COORDONNATEUR ANALYSTE.

ENDROIT:
Gracefield, comté de Gatineau, P.Q. et **point de service à Wakefield,** comté de Gatineau. P.Q.

FONCTION:
En collaboration et sous la direction du conseil d'administration;
—travail d'implantation du C.L.S.C. sur tout le territoire compris entre Hull-Ouest et Bouchette, P.Q. dans le comté de Gatineau.
—à l'aide de techniques de recherches en sciences humaines, élabore et exécute en collaboration avec deux animateurs analystes une méthode et un mécanisme pour dresser l'inventaire complet des ressources du milieu, identifier les besoins des secteurs dans les domaines sociaux et santé.
—analyse les résultats des études et procède à la formulation d'un programme réaliste d'activités par ordre prioritaire pour le C.L.S.C. après consultation de la population.
—dirige et coordonne le travail et les activités de la secrétaire et des animateurs analystes.

QUALIFICATIONS:
Diplôme universitaire en sciences humaines.
Capacité de travailler avec une équipe multidisciplinaire.
Bilingue

EXIGENCES:
Usage d'une automobile pour déplacement sous compensation.

SALAIRES:
Selon les échelles du Ministère des Affaires Sociales du Québec.

DATE LIMITE:
Mercredi 18 décembre 1974.
INSCRIPTION:
Toute candidature accompagnée de curriculum vitae doit être adressée à:
M. Harol Kelly, président,
C.L.S.C. de la Vallée de la Gatineau,
C.P. 307,
Gracefield, comté de Gatineau, P.Q.
JOX 1W0

le monde

Après la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao-Tomé

L'Angola indépendante en 75

Il n'aura fallu qu'un "printemps rose" à Lisbonne pour se débarasser d'un empire colonial vieux d'un demi-millénaire. La "Révolution du 25 avril" en plus d'abattre une dictature d'un demi-siècle a pu extirper, sans trop de difficultés le pays le plus archaïque d'Europe — le Portugal — du plus lourd et plus archaïque boulet colonial du monde. La Guinée-Bissau, est indépendante depuis cette année le Mozambique, Sao-Tomé et Principe le seront l'an prochain. Il ne restait plus que la "province portugaise" la plus riche, la plus peuplée de Portugais: l'Angola. Ce "Brésil de l'Afrique" semblait destiné à être un nouveau Congo...Pourtant, le processus de décolonisation semble avoir atteint cette "partie" du Portugal sur le continent africain. À l'ONU, hier, le ministre portugais de la coordination inetterterri annonçait que l'Angola serait l'an prochain une "nation libre et indépendante". Un gouvernement provisoire, comme au Mozambique, serait constitué. Il ne restera plus aux trois mouvements de libération angolais à s'entendre et à choisir la voie politico-économique que prendra l'Angola une fois qu'il aura rejoint l'immense club des pays indépendants...

NATIONS-UNIES, N.Y. (AFP) — Le ministre de la Coordination inter-territoriale du Portugal, M. Antonio de Almeida Santos, a déclaré hier, à l'Assemblée générale des Nations-Unies, que l'Angola serait dans le courant de l'année 1975 une nation indépendante et libre.

Il a annoncé la formation d'un gouvernement provisoire de l'Angola, composé de techniciens et assisté d'un corps collégial de secrétaires d'État sans portefeuille composé sur un pied d'égalité de représentants des trois mouvements de libération.

Des alliances et des tendances seront alors définies, a noté M. Almeida, et des programmes pour l'avenir pourront alors être tracés.

Le ministre portugais a ensuite réaffirmé que son pays ne nourrissait aucun dessein politique ou économique en ce qui concerne l'Angola de demain. "Nous sommes trop cohérents, et nous ne sommes pas assez riches, pour alimenter la moindre velléité néo-colonialiste", a-t-il dit.

Bilan

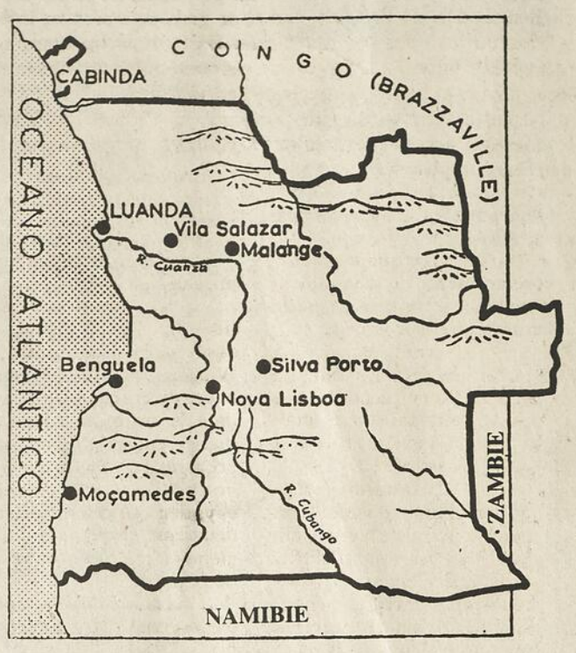
M. Almeida a ensuite dressé le bilan de l'oeuvre de décolonisation entreprise par le nouveau régime du Portugal.

Le Mozambique sera indépendant le 25 juin. La légitimité du Frelimo à prendre le pouvoir est indiscutable. La coopération entre les forces armées portugaises et celles du Frelimo est "impeccable". Le Mozambique dispose d'énormes richesses potentielles et deviendra sous peu un pays puissant. Le barrage de Cabora Bassa doit être considéré comme un "bienfait", face à la crise des carburants.

En Guinée-Bissau, Portugais et Guinéens entretiennent un dialogue de coopération qui a déjà porté ses fruits et continuera de la faire.

Sao-Tomé et Principe deviendra une nouvelle nation le 12 juillet 1975. C'est un pays viable qui pourrait avec le tourisme, grâce à la beauté de ses îles et la fraîcheur de ses montagnes, devenir une "Suisse de l'Atlantique". Mais les premiers pas du nouveau gouvernement seront hésitants et difficiles et il aura besoin, jusqu'à la restructuration de l'économie, d'une aide désintéressée.

Le Portugal souhaite que la date de l'indépendance du Cap Vert ne soit pas trop éloignée de celles fixées pour le Mozambique et pour Sao-Tomé courant 1975. Des conversations avec le Parti de l'indépendance PAIGO sont en cours.



Fin d'une chasse à l'homme

Lucio Cabanas ou le guérillero des pauvres

MEXICO (AP) — La chasse à l'homme à laquelle se livraient depuis cinq mois 20,000 soldats des unités d'élite mexicaines a pris fin avec la mort, vendredi, d'un chef de la guérilla, Lucio Cabanas, au cours d'une fusillade dans les monts de la Sierra Madre Del Sur, au nord d'Acapulco.

Lucio Cabanas, dont les exploits étaient devenus légendaires, était le chef de guérilla le plus actif d'Amérique latine. Certains le surnommaient "Robin des bois" parce qu'il volait les riches pour aider les pauvres. Il réclamait le renversement du gouvernement, qu'il voulait remplacer par un régime socialiste.

Les opérations lancées contre lui mobilisaient près de la moitié des forces armées mexicaines.

Cabanas, qui avait 36 ans, était instituteur lorsqu'il prit le maquis en 1967, après qu'une dispute pour des motifs futiles dans son école eut dégénéré et provoqué une effusion de sang.

Il devint le disciple d'un autre instituteur devenu rebelle, Genaro Vazquez Rojas, et c'est lui qui prit la direction des opérations lorsque Vazquez trouva la mort dans un accident de la route en 1972.

Enlèvement

En mai dernier, Cabanas enleva le sénateur Ruben Figueroa, un magnat des transports, qui tentait de négocier une trêve. Il exigea une rançon de $4 millions en espèces, des armes et la liberté pour de nombreux détenus, politiques et de droit commun. Mais, plutôt que de céder, le gouvernement lança 20,000 soldays à ses trousses et à la recherche du sénateur disparu.

Ce dernier fut détenu pendant cent jours. Le 8 septembre, la bande dirigée par Cabanas fut prise au piège et 17 de ses membres furent abattus. Le sénateur Figueroa recouvra la liberté mais Cabanas était parvenu à s'enfuir.

Le gouvernement jura alors de le prendre mort ou vif avant le 31 décembre.

Cabanas est mort à l'aube de vendredi dernier au cours d'une fusillade dans le ranch d'El Otatal, à une centaine de kolometres au nord d'Acapulco, près d'Atoyac, la localité où le rebelle avait été instituteur.

Dix autres membres de sa bande ont également été tués. Le lende-main, 17 autres ont été abattus au cours d'une nouvelle opération. L'armée, pour sa part, a perdu deux hommes et a eu cinq blessés au cours de ces deux opérations.



Lucio Cabanas
"volait les riches pour aider les pauvres"

Le Congrès et le commerce extérieur US

Kissinger livre une course contre la montre pour maintenir sa diplomatie mondiale

WASHINGTON (AFP) — M. Henry Kissinger a invité hier le Congrès à engager une course contre la montre pour voter la loi de commerce international, en expliquant que ce texte, "l'un des plus importants des dernières années", conditionne largement l'ensemble de sa stratégie mondiale, depus la détente avec Moscou jusqu'à Moyen-Orient et aux pénuries de pétrole et de nourriture.

Témoignant devant la commission sénatoriale des finances, le secrétaire d'État a demandé que le "trade bill", qui traîne depuis le printemps 1973 dans les méandres des procédures parlementairs, soit adopté avant la fin de l'année, afin d'éviter de tout avoir à recommencer à zéro au début de 1975 quand se réunira le nouveau Congrès.

Ce projet doit donner au président américain les pouvoirs de négociation nécessaires pour abaisser les barrières commerciales dans le monde capitaliste industrialisé, normaliser le commerce avec l'Union Soviétique et les pays socialistes, accroître les exportations des pays en voie de développement et lutter contre les cartels de pays producteurs de matières premières. Il doit aussi munir les États-Unis d'un arsenal de représailles commerciales contre les pays ou groupes de pays qui ne joueraient pas le jeu de la libéralisation.

Le projet de loi, initialement dû à M. Richard Nixon, est "un outil absolument essentiel pour maintenir les États-Unis en position de conduire avec efficacité l'ensemble de leurs relations, politiques et économiques", a souligné M. Kissinger.

Le chef de la diplomatie américaine s'est efforcé de désamorcer un véritable champ de mines constitué d'amendements qui menacent ce texte avant qu'il ne fasse l'objet d'un premier vote au sénat probablement le 9 décembre.

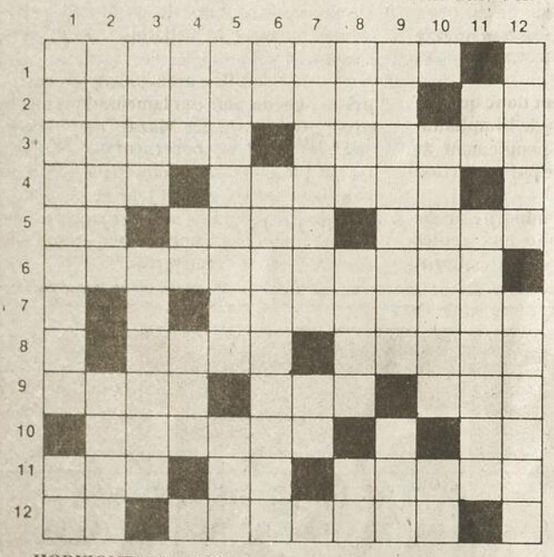
Les sénateurs qui l'interrogeaient et l'ont obligé de venir "plancher" à nouveau en fin d'après-midi ne lui ont pas caché leur scepticisme quant aux possibilités d'adoption de cette législation avant la fin de la session.

Ils ont concentré en premier lieu leurs questions sur un problème que M. Kissinger a reconnu n'aborder publiquement qu'avec réticence, de peur de provoquer la colère de M. Leonid Brejnev: le "deal" sur l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à l'Union Soviétique à condition que le Kremlin accepte de ne plus freiner l'émigration de ses ressortissants juifs.

Le secrétaire d'État a défendu la procédure "assez peu usuelle en politique internationale" qui a abouti en octobre à un compromis entre la Maison-Blanche et le sénateur démocrate Henry Jackson. Ce dernier semble, à en juger par l'audition d'hier, avoir trouvé des adversaires plus rigoureux que lui de toute "braderie" à Moscou.

Avec le Petit Robert, on trouve toujours ses mots.

No. 234 PAR GERMAIN



HORIZONTALEMENT

1—Qualifie un niveau de langage qu'emploie celui qui parle comme un dictionnaire...
2—C'est un bonhomme souvent exploité par les opportunistes en politique, car s'il est difficile à corrompre, il est souvent facile à leurrer... — Note.
3—Quoi?... Recommence pour voir! répète donc! fais-le encore! — Une mauvaise langue l'est toujours bien.
4—Choquant pour les oreilles délicates. — Bien des apprenties starlettes savent le faire avant de devenir comédiennes... (v. pr.)
5—Conj. — Fourrure de petit-gris. — Celui du jour ne dure jamais que quelques jours.
6—Mettrait tout sens dessus dessous.
7—Tout tombe à l'eau quand elles sont cuites!
8—Piquet de clôture ou poteau de supplice. — Fera vieillir.
9—Dans les revues, il est censé vous dire si vous êtes frigide, équilibré(e), ambitieux(se), intro ou extraverti(e), etc, etc, etc. — Causée par. — Argile.
10—Même un vieux singe ne lui apprendrait pas à faire des grimaces! — Drame.
11—On aime pas en faire pour rien, surtout dans une cellule! — Conj. — Potion calmante et adoucissante composée d'eau distillée et de sirop.
12—Pronom. — Qui n'est plus à la mode.

VERTICALEMENT

1—C'est une manière de vivre à laquelle il me semble bien légitime d'aspirer le plus possible, pensez pas vous?... — Aide à trouver la circonférence d'un magasin à rayons.
2—Elle aurait intérêt à réfléchir... si elle pouvait. (qual.) — De la même valeur.
3—Épreuve. — Ce qu'on fait quand la langue nous frouche... qua ce sa soubcule à la torsie...
4—Vulgaire paquet d'affaires. — A son voyage. — Sacrate-muae vostrum campum!
5—Celle des manières est la marque des gens qui ont de la classe. — C'est une tite fille!
6—Ah, ah... gueli-gueli!... — Dans une orthographe digne de l'Académie canadienne française, voici ce qu'on appelle aussi des sets carrés, des gigues et des steppettes.
7—Siphonner. — Article.
8—Article, mais dans un compte maintenant. — Matois. — Pronom.
9—Traîtres. — Il cause des drôles de démangeaisons dans la faune.
10—Honnêtes, justes. — Article.
11—Bougé. — Qui concerne la matrice.
12—Se tordent. — Garce, guidoune, putain!

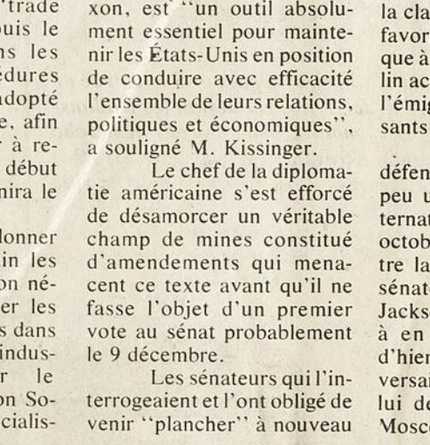
Solution: No. 233

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	I	M	P	E	R	M	E	A	B	L	E	S
2	N	O	I	R	A	U	D	E	■	I	L	■
3	C	U	C	U	L	■	I	R	O	N	I	E
4	A	S	■	P	L	U	T	E	S	■	T	U
5	N	■	E	T	I	R	E	■	E	P	E	E
6	D	E	N	I	E	E	■	R	■	A	■	S
7	E	N	■	O	M	E	L	E	T	T	E	■
8	S	O	N	N	E	■	E	D	I	T	E	S
9	C	R	U	■	N	A	V	I	R	E	■	O
10	E	M	E	T	T	E	U	R	■	■	M	I
11	N	E	■	R	■	D	R	E	S	S	E	R
12	T	■	V	I	D	E	E	■	A	I	R	S

Les noms propres, les abréviations et les symboles chimiques sont proscrits.

maison Beaudet INC.

ZENITH® 20" F 4002 W



Grande image de format familial dans un cabinet de couleur noyer américain veiné de format compact. Le centre de réglages est un riche mélange de métal brun pâle doucement teinté et de similicuir.

Cadeau idéal qui dure des années, des années, des années,...

PRIX SPÉCIAL
$449.00

maison Beaudet
8723, 10e ave. SAINT-MICHEL MONTRÉAL INC.
729-5217

Après une brève accalmie

L'Argentine à nouveau rongée par le cancer de la violence

BUENOS AIRES, (AFP) — Après une relative accalmie, qui a duré moins de trois semaines, une nouvelle vague de violence déferle sur l'Argentine sans pour autant troubler l'indifférence générale des rues de Buenos Aires. DImanche dernier un officier des services deviola a été assassiné dans sa voiture à Tucuman (1.430 km nord de Buenos Aires) et sa fille de trois ans tuée à côté de lui.

Lundi, au nord de Buenos Aires, à Olivos, on a découvert le corps d'un étudiant, criblé de balles.

Le même jour unprofesseur de chimie, Rodolfo Celso GIni, a été enlevé et tué à Huanquelen (450 km sud ouest de Buenos Aires) par "quatre inconnus" a déclaré la police.

Dans le même temps à Bariloche, station de montagne élégante des andes, (à 1.800 km de la capitale) trente et un médecins de l'hôpital de la ville menacés de mort par une organisation d'extrême-droite, ont donné leur démission et quitté la ville, après l'explosion dimanche de bombes devant les maisons de quatre de leurs collègues.

On rapproche de ces menaces et de ces attentats le fait que des munitions et des explosifs ont été découverts la semaine dernière par la police dans l'hopital ouns de police deviennent plus nombreuses, les arrestations se multiplient.

L'assassinat du capitaine Viola a été immédiatement suivi à Tucuman d'une "opération coup de poing" au cours de laquelle plus de cinq cents personnes ont été appréhendées.

À Buenos Aires, une dizaine de jeunes gens, presque tous étudiants, soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat le 11 octobre et le 7 novembre derniers d'un lieutenant et d'un colonel de l'armée, ont été arrêtés, des armes, des munitions de guerre ont été trouvés chez eux mais le principal coupable, Eduardo Modesto Praffen, argentin de 19 ans, membre du parti révolutionnaire des travailleurs, organisation politique hors-la-loi, de "l'armée révolutionnaire du peuple" a pris la fuite.

Devant cette recrudescenc de violence l'Église catholique s'est émue lundi et a condamné les meurtres commis.

"La paix et lordre politique, social et économique ne pourront être rétablis que par une obéissance à la volonté de Dieu. POur s'acheminer vers de nouveaux destins, le peuple ne veut pas suivre une route sanglante. Écoutez la voix de la paix, celle de notre peuple, de vos fils de votre histoire et de votre avenir. Nous ne demandons ni trêve ni armistice. Ce que nous demandons c'est une reconciliation et une paix entre frères."

Cet appel lancé par la conférence des évêques d'Argentine s'élève à un moment où la lutte sans pitié engagée entre les organismes clandestins et le pouvoir risque, estime-t-on en milieux informés, de durer encore longtemps.

Et pour l'instant, c'est le général Eduardo Carlo Sanchez, doyen de l'artillerie argentine qui l'affirmati dimanche dernier, fête de la Sainte-Barbe, il s'agit "d'une guerre subversive qui s'agrave, aux confins du péril, des responsabilités et du hasard."

La fin d'une carrière...

WASHINGTON (AFP) — "Membre très influent de la Chambre des représentants"; cette qualification suivait presque toujours irrémédiablement le nom de M. Wilbur Mills. Aujourd'hui, il n'est plus que le "président de la commission des voies et moyens" amputée de certains de ses pouvoirs. Demain, il ne sera peut-être plus que "congressman" de l'Arkansas.

Entre les deux, une soirée d'octobre qui se termine dans une voiture avec notamment Annabel Battistella, une stripteaseuse. Passablement émêchée, celle-ci se jette dans un bassin de la capitale lorsque la police arrête le véhicule.

Après l'incident, le représentant affirme sa bonne foi déclarant qu'il revenait simplement d'une soirée où sa femme aurait dû l'accompagner mais en avait été empechée. La morale était donc sauvé pour les électeurs qui le réélisaient en novembre.

Depuis, il se signale par les déclarations... peu politiques. Il conseille d'abord aux américains de ne pas boire de champagne en compagnie d'étrangers. Puis il apparaît à Boston sur la scène même où se produit Annabel, le "pétard argentin", sa "petite coqueluche". Il veut la lancer dans le cinéma comme, dit-il, il l'a fait pour Shirley Maclaine. Démenti de celle-ci qui, avec esprit, demande "par quels voies et moyens"?

M. Carl Albert, speaker de la chambre et ami de M. Mills, déclare que celui-ci est en mauvaise santé et que cela à "une influence sur tout son organisme". Il se sent obligé d'ajouter: "Je parle juste de sa condition physique".



Wilbur D Mills

le monde

Pour éviter un nouvel axe Le Caire-Moscou

Israël est prêt à retirer ses troupes du front du Sinaï

"La confrontation avec Israël est certaine mais l'Égypte désire la paix et déploie tous ses efforts pour y parvenir", a déclaré le premier ministre égyptien, M. Abdel Aziz Hegazi, au cours d'une conférence de presse tenue hier au Koweït, peu avant son départ pour Le Caire. Le premier ministre égyptien, parlant des relations entre Le Caire et Moscou, a souligné l'importance des prochains entretiens, en janvier, que doivent avoir MM. Brejnev et Sadate. "Cette rencontre, a-t-il précisé, aura une portée importante et conduira à établir la stratégie des relations égypto-soviétiques".

Qualifiant de "bonnes" les relations entre l'Égypte et l'Union soviétique. M. Hegazi a ajouté: "Les Arabes doivent beaucoup à l'Union soviétique et ne peuvent négliger les fournitures d'armes, l'entente et l'assistance politique apportée par ce pays".

M. Hegazi, d'autre part, a déclaré que l'Égypte "tentait de neutraliser les États-Unis par rapport au problème arabe", et qu'elle "n'avait aucun intérêt de voir un conflit naître entre elle et les États-Unis". Il s'est également félicité de la position de la France dans le conflit.

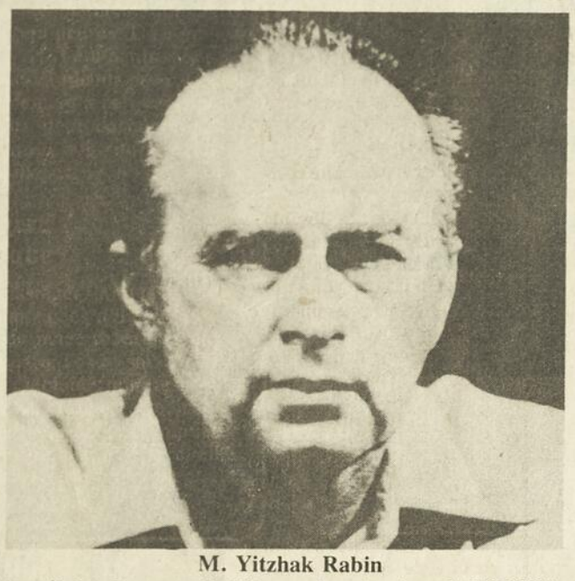
Par ailleurs, en ce qui concerne les problèmes atomiques, la presse israélienne, d'hier, reproduit sous de grands titres une information de Moscou, publiée par le *"Soviet Weekly"* annonçant que l'URSS a accepté de fournir à l'Égypte un réacteur nucléaire de quatre cent-soixante mégawatts. La presse israélienne relève qu'il n'est pas précisé, dans cette information de Moscou, si l'Union soviétique prendra les mesures nécessaires afin que le réacteur ne puisse pas être utilisé à des fins militaires.

TEL AVIV (Reuter, AFP) — Israël est disposé, sous certaines conditions, à retirer encore de nouvelles unités du front du Sinaï pour éviter que l'Égypte ne retombe sous l'influence de l'URSS, a déclaré M. Yitzhak Rabin dans une interview au journal Ha'Aretz.

"C'est notre intérêt direct d'empêcher le retour de l'Égypte dans le giron de l'Union soviétique, a dit le premier ministre. Comme on lui demandait quel prix Israël était prêt à payer pour ce faire, M. Rabin a répondu: "Je ne dirai pas que je ne suis pas prêt à un règlement militaire." Selon le quotidien, M. Rabin pose trois conditions à de nouveaux retraits de troupes que:

- Les forces égyptiennes n'occupent pas les nouveaux territoires évacués par Israël dans le Sinaï,
- Les passes stratégiques du Sinaï restent aux mains d'Israël,
- La mise en application de ce nouvel accord n'ait lieu qu'après le renouvellement du mandat des forces des Nations-Unies dans le Sinaï,
- Le renouvellement soit prévu pour une période excédant six mois. Selon le rédacteur politique de Ha'Aretz, les États-Unis se sont informés des propositions israéliennes au sujet de nouveaux retraits dans le Sinaï avant la visite de M. Leonid Brejnev au Caire le mois prochain.

Dans une interview publiée hier par le journal indépendant "Haaretz", M. Rabin précise que "cette tension naîtra au cours des contacts qu'aura Israël avec les États-Unis en vue de la conclusion d'un nouvel accord intérimaire entre Israël et l'Égypte". "Les Américains sont très intéressés à un tel accord et nous le sommes aussi. Mais il se peut que nous ne soyons pas prêts à payer le prix demandé par l'Égypte, prix que les Etats-Unis, quant à eux, pourraient considérer comme acceptable", poursuit le premier ministre.



M. Yitzhak Rabin
"empêcher le retour de l'Egypte dans le giron de l'URSS"

"Israël est prêt à payer un prix raisonnable pour un nouvel accord essentiellement militaire mais ayant aussi une portée politique" ajoute M. Rabin.

"Il faudrait aussi qu'Israël tente d'isoler le régime extrémiste syrien afin qu'il n'ait pas la possibilité de provoquer de nouvelles hostilités dans la région", poursuit M. Rabin en précisant que cet isolement est possible" si l'Égypte ne tombe pas sous l'influence directe de l'Union soviétique".

M. Rabin estime d'autre part que cet isolement est possible et "qu'il faudrait tenter de le faire en encourageant les initiatives américaines pour un accord entre Israël et l'Égypte. Dans les prochaines semaines, Israël devra décider des moyens de le faire, à un prix raisonnable et sans porter atteinte à sa propre sécurité."

Concessions

M. Yigal Allon, ministre israélien des Affaires étrangères, part dans le courant de la semaine pour les États-Unis où il aura des entretiens avec le secrétaire d'État Henry Kissinger lundi prochain.

Son homologue égyptien, M. Ismail Fahmi, est également attendu à Washington ultérieurement et ces divers contacts entrent dans le cadre des efforts actuellement poursuivis pour préparer la conclusion d'un nouvel accord israélo-égyptien qui constituerait la deuxième étape vers un règlement pacifique entre les deux pays.

La première étape a été le retrait d'Israël à huit-dix kilomètres du canal de Suez. Selon l'interview publiée ce mardi par Ha'Aretz, M. Allon a indiqué qu'Israël entendait conserver le contrôle de la partie centrale du Sinaï, mais il a dit en même temps que des concessions étaient possibles dans les secteurs nord et sud. Le premier ministre n'a pas donné de plus amples précisions.

M. Allon a d'autre part déclaré que le gouvernement égyptien s'était engagé à permettre le passage de bateaux battant pavillon israélien à travers le canal de Suez, après la signature d'un accord permanent entre les deux pays.

Judaïsation d'une ville universelle

Les murailles de Jérusalem

par Boni de Torhout
(envoyé spécial de l'AFP)

JÉRUSALEM — Une muraille de judaïsme plus solide que des fortifications s'élève progressivement autour de Jérusalem. Ces nouveaux murs sont constitués de batteries de grands immeubles d'habitation, construits dans la pierre ocre et grise qui abonde dans la région, sans recherche architecturale notable mais avec une volonté délibérée de ceindre la ville d'un nouveau peuplement juif.

Au moment où l'UNESCO vient de rayer Israël de la carte culturelle du monde, en lui reprochant de porter atteinte au patrimoine universel de Jérusalem, les causes et les effets de l'implantation croissante de l'élément juif prennent un intérêt accru.

Cette judaïsation, dont le maire de Jérusalem, Teddy Kollek, remarque en souriant qu'elle a commencé avec le roi David, obéit à un choix politique. Il paraît évident aux observateurs que le gouvernement israélien entend ainsi marquer la permanence de Jérusalem comme capitale de l'État hébreu et créeer un fait accompli qui, en tout état de cause, deviendra de plus en plus irréversible.

Il y a une autre raison, complémentaire, à ce développement urbain accéléré, c'est la demande croissante d'Israéliens, de nouveaux émigrants en particulier qui, pour des raisons affectives ou religieuses, veulent vivre dans la ville sainte. Actuellement cette demande n'est substantiellement satisfaite que pour les nouveaux émigrants qui viennent s'installer à Jérusalem au rythme de 2.000 par an.

C'est précisément ce caractère religieux, allié à la décision politique, qui donne sa dimension émotionnelle au développement de cette ville qui est sainte pour chacune des trois religions monothéistes. Il est impossible d'aborder la question du peuplement de Jérusalem sans tomber dans des arguments passionnels et des accusations réciproques de machiavélisme démographique.

Les Arabes, musulmans et chrétiens, disent qu'Israël veut faire de Jérusalem une ville totalement juive, avec des minorités tolérées peut-être même respectées et protégées, mais toujours moins importantes, jusqu'au jour ou l'accès des lieux saints ne dépendrait plus, dans la réalité des faits, que du bon vouloir des autorités israéliennes.

Dans les différentes hiérarchies chrétiennes, on suit ce processus de judaïsation avec inquiétude. On y voit non seulement le non-respect des dispositions des conventions de Genève et de La Haye sur le peuplement des territoires conquis par les armes, mais aussi le danger de l'amenuisement graduel des communautés chrétiennes, qu'elles soient orthodoxe, catholique ou maronite. C'est ainsi qu'en 1948, Jérusalem comptait 25.000 chrétiens contre 12.000 aujourd'hui, alors que dans le même temps la population juive passait de 60,000 environ à 232.000, c'est-à-dire qu'elle quadruplait presque. On compte qu'elle atteindra 330.000 en 1982.

Pour sa part, le nombre des musulmans passait de 40.000 à 68.000 soit une augmentation d'à peine plus de 50 pour cent en 25 ans pour une population dont le taux de croissance est pourtant l'un des plus élevés du monde.

Ces chiffres indiquent donc que parallèlement à l'accélération de l'implantation juive, la question du peuplement de Jérusalem a été caractérisée par un certain exode des Arabes.

Les membres de la minorité arabe n'attribuent pas cet exode aux seules conséquences de la guerre. Ils estiment qu'il est l'une des composantes de la politique israélienne.

Ils citent en exemples les expropriations de terrains intervenues à partir de 1970 autour de "government house" (siège de l'ONU) les destructions de maisons arabes dans le quartier de Nebi Samuel (tombe de Samuel) et la création d'une vaste esplanade devant le mur des lamentations obtenue en rasant une cinquantaine de maisons arabes.

Ce "plan de Jérusalem" a déjà suscité de nombreuses protestations, aussi bien aux Nations-Unies qu'en Israël même, M. Teddy Kollek, le maire de Jérusalem, n'a pas toujours, semble-t-il, été tenu au courant des projets du gouvernement et il aurait préféré un plan plus modeste, d'application plus lente et plus graduelle.

Le plan ambitieux finalement adopté se divise en deux. De 1967 à 1972, près de 16.000 appartements ont été construits à Jérusalem et aux alentours, dont un quartier de grands immeubles d'habitation pour les Arabes, comprenant 80 appartements achevés et 150 en construction. Pour la période 1973-1977, le plan prévoit la construction de 21.800 appartements pour les Juifs et de 3.600 appartements pour les Arabes. 20.000 autres logements sont prévus.

La plupart de ces habitations sont réparties en six nouveaux quartiers qui ceinturent la ville, sauf vers l'ouest dans la direction de Jéricho. Le nouveau quartier prévu pour les Arabes à Nusseibah est à l'intérieur de ce cercle qui sera totalement fermé avec la création à Maalei Adoumim (les degrés sanglants), à 14 kilomètres à l'ouest de Jérusalem, d'un complexe industriel, à une date qui n'est pas encore fixée. À ces chiffres et aux accusations des Arabes, le maire de Jérusalem répond: "Il est ridicule de parler de judaïsation. La ville s'étend, ce qui est naturel et où voulez-vous qu'elle s'étende si ce n'est en périphérie?" Il admet cependant qu'il existe effectivement au niveau gouvernemental une volonté politique d'implantation, tout en se hâtant d'ajouter: "S'il n'y avait pas à Jérusalem le moindre problème politique, ce sont aux mêmes endroits que l'on construirait, car ces sites ont une valeur urbaine évidente". Il ne cache pas qu'il ne partage pas les préoccupations du gouvernement et ajoute: "En somme, nous sommes financés pour de mauvaises raisons, mais nous (la municipalité) utilisons cet argent pour la bonne cause".

M. Kollek pour qui la ville est et demeurera la capitale d'Israël, ne s'en défend pas moins de chercher à limiter la croissance de la population arabe. "La preuve en est, dit-il, que l'écart actuel entre juifs et musulmans est de plus de 150.000 individus, tandis qu'il ne sera plus que de 115.000 dans vingt ans. En outre le taux de croissance de la population arabe est de 4,2 pour cent et celui de la population juive de 2.8 pour cent, ce qui fait que l'écart s'amenuise au lieu de croître".

"L'initiative des pays arabes à l'UNESCO semble, dans ce contexte, viser davantage la transformation démographique, sociale et politique de Jérusalem, en faveur d'Israël, que les atteintes qu'ils accusent les Israéliens de porter au patrimoine culturel et artistique de la ville sainte.

Les fouilles archéologiques entreprises près du mur des lamentations par le professeur Benjamin Mazar, de l'université hébraïque, ne concernent pas que l'antiquité judaïque. Des monuments arabes et chrétiens ont été mis au jour et M. Teddy Kollek affirme qu'ils seront conservés, en tenant compte de l'importance universelle des différentes découvertes.

Pour l'ancien directeur de l'UNESCO:

La politique urbaine d'Israël à Jérusalem est irrationnelle

Des contacts sont en cours, par voie diplomatique, entre les pays arabes en vue de porter, dans un proche avenir, le problème de la ville de Jérusalem devant les Nations-Unies, apprenait-on hier de source bien informée à Amman. L'objet de cette démarche auprès de l'ONU est destinée à mettre un terme aux travaux exécutés par Israël à Jérusalem et aux "infractions" commises par les autorités d'occupation dans la ville sainte, indique-t-on de même source.

MILAN (AFP) — M. René Maheu, ancien directeur général de l'UNESCO, (Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture) estime, hier dans une interview accordée à Rome au "Corriere della sera", que l'exclusion d'Israël des programmes régionaux de l'Organisation le 28 novembre" n'a qu'une portée limitée".

"Personne, précise-t-il, n'a exclu Israël des programmes internationaux et nationaux... Je pense toutefois que la décision finale de la conférence a été une erreur... Je dirais même que j'estime la décision illégale. Pour la comprendre, il faut toutefois rappeler le climat politique qui s'était crée quelques jours auparavant à l'ONU, à la suite de l'admission des Palestiniens, et qui ne pouvait que se répercuter sur l'UNESCO".

Enfin, M. Maheu rappelle que depuis six ans l'UNESCO s'efforce d'obtenir des garanties sur Jérusalem, de la part d'Israël qui occupe toute la ville. "La préservation du caractère particulier de Jérusalem fait partie des tâches statutaires de l'UNESCO".

"Je déplore par exemple les transformations qui ont été faites près du "mur des lamentations".

bref monde

Mme Papadopoulos remise en liberté

ATHÈNES, (AFP) — Mme Despina Papadopoulos, épouse du président déchu Georges Papadopoulos arrêtée dimanche dernier et incarcérée à la prison du Pirée, a été remise en liberté provisoire sur décision de la cour d'appel d'Athènes. Aucune caution n'a été demandée à Mme Papadopoulos, celle-ci ayant bloqué en banque les quelques 750,000 drachmes (24,000 dollars) que l'accusation lui reproche d'avoir détournées au détriment du trésor public.

Rencontre Cléridès-Denktash ce matin

NICOSIE, (AFP) — M. Glafcos Cléridès, président par intérim de Chypre, où la situation est qualifiée par certains observateurs "d'explosive", doit rencontrer ce matin le chef de la communauté turque de l'île, M. Ruaf Denktash. L'entretien, s'attend-on, porterait sur l'ouverture d'un dialogue politique en vue d'un règlement pacifique du problème chypriote. Pour la deuxième fois en vingt-quatre heures, M. Cléridès, qui, selon une source bien informée, aurait reçu d'un service de renseignements étranger des informations sur une nouvelle opération militaire à Chypre, a réuni hier soir son cabinet en séance extraordinaire. Lundi soir, à son retour d'Athènes, où il avait rencontré Mgr Makarios et M. Constantin Caramalis, premier ministre grec, M. Cléridès avait déjà réuni d'urgence le conseil des ministres afin d'examiner la situation.
d'examiner la situation.

Attentats au Pérou

LIMA (Reuter) — Le premier ministre péruvien, M. Edgardo Mercado jarrin, est sorti indemne lundi d'une tentative d'assassinat, a annoncé un communiqué du ministère de l'Intérieur à Lima. Des hommes ont tiré sur la voiture où se trouvait le premier ministre et les généraux Javier Tantalean Vanini, ministre de la Pêche, qui a été blessé à l'épaule, et Guillermo Arbulu, qui a été blessé à la tête par un éclat. Leurs blessures ne sont pas graves, a précisé le ministère qui a indiqué que les tireurs ont pu s'échapper.

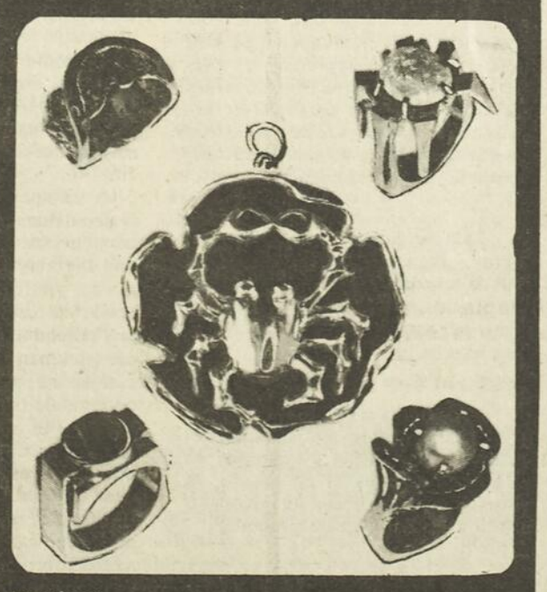
Manifestation estudiantine en Malaisie

KUALA LUMPUR, (AFP) — Cinq mille étudiants de Malaisie se sont heurtés violemment à la police, hier à Kuala Lumpur, au cours d'une manifestation antigouvernementale qui a durée sept heures. Un communiqué de la police indique que 1,135 étudiants, dont 77 jeunes filles, ont été arrêtés. Les étudiants protestaient contre l'incapacité du gouvernement à enrayer l'inflation, qui a entraîné, selon eux pour de nombreuses personnes misère et privation de nourriture, notamment pour les habitants des villages.

Les voyages de Kissinger: un danger météorologique

TOKYO (AP) — M. Henry Kissinger, dont les innombrables voyages ont été accompagnés d'une chute de pluie à Riad et d'une chute de neige à Jérusalem — choses fort rares — a fait mieux à Tokyo samedi dernier: un tremblement de terre. Quelques minutes avant 7h, le sol s'est mis à tanguer. Les portes d'armoires se sont ouvertes, les lits se sont déplacés. Un peu inquiète, Mme Kissinger, qui dormait à l'hôtel Okura, a réveillé son mari. "Je pense que c'est un tremblement de terre", a dit celui-ci avant de se rendormir.

L'atelier de bijoux
ANDRÉ GRATTON inc
6979 rue St-Hubert Montréal 328 273-2188



Boutique
VIROUETTE Enr. 935-3225
1611 ouest rue Ste-Catherine

Edifice Rock
À LOUER - ESPACE DE BUREAU
À Laval, sur le boulevard St-Martin, à l'angle de l'autoroute Papineau.
- Occupation, avril 1975
- Possibilité d'aménagement selon spécifications
- Surface de plancher libre de colonnes
- Stationnement intérieur
- Deux élévateurs rapides
- Air climatisé de première qualité
- 5 minutes du métro



LES IMMEUBLES CARREFOUR LTÉE
1590 EST, BOULEVARD ST-MARTIN
VILLE DE LAVAL, QUÉBEC
TÉl.: 667-5158

éditorial

Le cri du coeur de M. Bourassa

Le premier ministre du Québec a la fâcheuse habitude de réserver ses meilleures déclarations pour la presse étrangère. Il y a deux ans, revenant d'un voyage à Londres, il affirmait à bord d'un avion qui le ramenait en terre québécoise que le second mandat de son gouvernement serait marqué au coin de la "souveraineté culturelle". Lundi, il déclarait au QUOTIDIEN DE PARIS, dernier-né de la presse française, qu'il ne lui restait plus qu'un défi à relever: celui de l'indépendance.

Ce n'est pas la première fois que M. Bourassa s'identifie comme un "indépendantiste" sur les bords. Dans ses conversations privées, lorsqu'il cesse de jouer au premier ministre et qu'il se retrouve tel qu'en lui-même, le chef du parti libéral renoue facilement avec les fidélités de son enfance et l'idéal de sa jeunesse. Mal à l'aise dans un monde anglophone, maniant cette langue avec une étonnante difficulté pour un boursier Rhodes qui dût avoir quelques familiarités avec la langue de Shakespeare, humilié plus qu'on serait porté à le croire par l'ombre protectrice de son grand frère fédéral, Pierre-Elliot Trudeau, le chef du gouvernement québécois sera indépendantiste déclaré lorsque tous les autres auront fait le travail avant lui.

À cet égard, M. Bourassa ne diffère en rien des hommes politiques traditionnels qui bâtissent leur carrière sur un sens aigu de l'opportunisme. Lorsque l'indépendance deviendra rentable, le fédéralisme cessera de l'être. Et M. Bourassa trouvera d'aussi bonnes raisons pour être en faveur d'un Québec souverain, majeur, maître de ses décisions, qu'il n'en cherche aujourd'hui pour défendre l'adhésion de son régime à la tutelle centralisatrice d'Ottawa.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner outre mesure du cri du coeur qu'il vient de lancer à Paris en confiant à la presse française que le dernier défi de sa carrière pourrait bien être celui de l'indépendance du Québec. Le plus drôle est sans doute que M. Bourassa se croit lui-même lorsqu'il affirme de telles choses. Mal aimé par les sondages, à la tête d'un gouvernement qui est tombé en chute libre dans la faveur populaire depuis l'élection d'octobre 1973, le chef libéral sent qu'un coup de barre s'impose pour regagner quelques points dans l'estime de ses compatriotes francophones. Le séjour qu'il fait actuellement à Paris n'a d'autre sens que celui-là.

Soyons cependant de bon compte. Il n'est pas impossible que les calculs électoraux du premier ministre aillent dans le sens des intérêts du Québec et des Québécois. S'ils devaient déboucher, comme le laissent entendre les discours et les communiqués de presse, sur un accroissement réel de la coopération franco-québécoise et sur la multiplication des échanges dans les domaines de l'éducation, de la langue et de la culture, ce serait toujours ça de pris. L'intérêt supérieur du Québec commande qu'il ait avec la France les liens les plus directs et les plus étroits possibles. Tous deux sont les plus importantes parties d'une communauté linguistique et culturelle qui dépasse les frontières de l'hexagone et nos trente arpents de neige. Communauté qui constitue pour le Québec une rampe d'accès à l'universel, une possibilité unique de s'ouvrir au monde et de participer aux grands échanges des peuples et des nations.

Pour ma part, j'ai toujours tenu en horreur et en suspicion, cette sorte de xénophobie maladive et complexée qui sommeille dans la mémoire de notre histoire et qui nous fait voir la France sous le jour d'un impéralisme latent et calculateur. Sans pousser la naiveté, cependant jusqu'à croire au pur désintéressement de ceux-là avec qui nous sommes unis par les liens de la fraternité et du langage. Il entre toujours dans l'esprit des hommes une part indéfinissable d'intérêts, un moindre calcul dans les embrassades et les épanchements. La France a ici des intérêts, et l'intérêt de la France est qu'ils ne soient pas compromis. Tout comme le Québec au reste, qui souhaiterait que les frontières économiques françaises soit un peu plus poreuses afin d'y ouvrir de nouveaux marchés. Tout cela est dans l'ordre même des choses et nul ne se scandalisera que M. Bourassa chercher à entamer de bonnes affaires à Paris, encore que les perspectives de ce côté ne soient guère réjouissantes.

Ramené à de plus justes proportions, le séjour du premier ministre du Québec à Paris pourrait être de quelque utilité, en dehors des artifices de propagande qui l'entourent. Si M. Bourassa est un amant de la France et de la coopération franco-québécoise, comme il le claironne par les temps qui courent aux quatre vents de la mère-patrie, je suppose que de retour au Québec, il se fera lui-même l'ardent défenseur des programmes de coopération mis sur pied depuis plus d'une décennie entre les deux États. Car en ces choses, il y a souvent loin de la coupe aux lèvres. Vérité à Paris, erreur au Québec. Reçus comme des hommes d'État, momentanément grisés par les volutes de réceptions habituellement réservées aux grands de ce monde, il arrive que les premiers ministres du Québec se croient momentanément plus qu'ils ne sont. D'où les déclarations à l'emporte-pièce sur la souveraineté culturelle et le défi de l'indépendance.

Le choc du retour en est que plus brutal. Pendant trois jours, M. Bourassa vivra dans l'illusion de diriger un État, alors qu'il n'est en réalité que le premier ministre d'une province soumise.

Le cri du coeur n'aura duré qu'un temps. Le temps que M. Pierre-Elliott Trudeau rappelle le petit frère à son rôle de sous-traitant des décisions du gouvernement central.

M. Bourassa a raison. Là aussi, il y a un défi à relever.

Yves Michaud

commentaire

Bonne tutelle, mauvais tuteur

Décidément, certains dirigeants de la FTQ ont la nuque rebelle. Loin de comprendre les messages pourtant limpides qui leur tombent sur le râble présentement, ils parviennent avec une regrettable régularité à toujours interpréter ces missives de façon édulcorée. Quand on leur parle de faire peau neuve, ils en concluent qu'une greffe locale et superficielle suffira. Quand on leur suggère la mise en tutelle de la FTQ-Construction, ils consentent à jouer à la chaise musicale, rien de plus.

Ces réticences de la FTQ s'expliquent sans doute par le fait que les révélations qui auraient dû s'abattre sur la partie patronale et sur les hommes politiques se font trop attendre. Même si elle admet maintenant la nécessité d'une importante réforme à l'intérieur de ses cadres, la FTQ n'a pas le moindre désir de se jeter dans un feu purificateur pendant qu'entrepreneurs et politiciens continuent à se partager les scalps autour du brasier.

Le choix de M. Fernand Daoust comme tuteur de la FTQ-Construction se justifie mal. Non que M. Daoust ait fait l'objet de la moindre critique ou du plus petit soupçon. Bien au contraire, des témoins ont fait des pieds et des mains pour innocenter publiquement M. Daoust. Mais M. Daoust demeure, malgré tout, l'un de ceux dont dépendait déjà la surveillance de la FTQ-Construction. A titre de principal coordinateur des activités de la Fédération des travailleurs du Québec, M. Daoust porte, qu'il le veuille ou non, une part de responsabilité dans les mésaventures de la FTQ-Construction. S'il observe maintenant des malversations qu'il aurait dû voir déjà de son poste de secrétaire de la FTQ, comment pourrait-il, en toute équité, se montrer sévère? N'est-il appelé, tôt ou tard, à porter jugement sur sa propre lucidité?

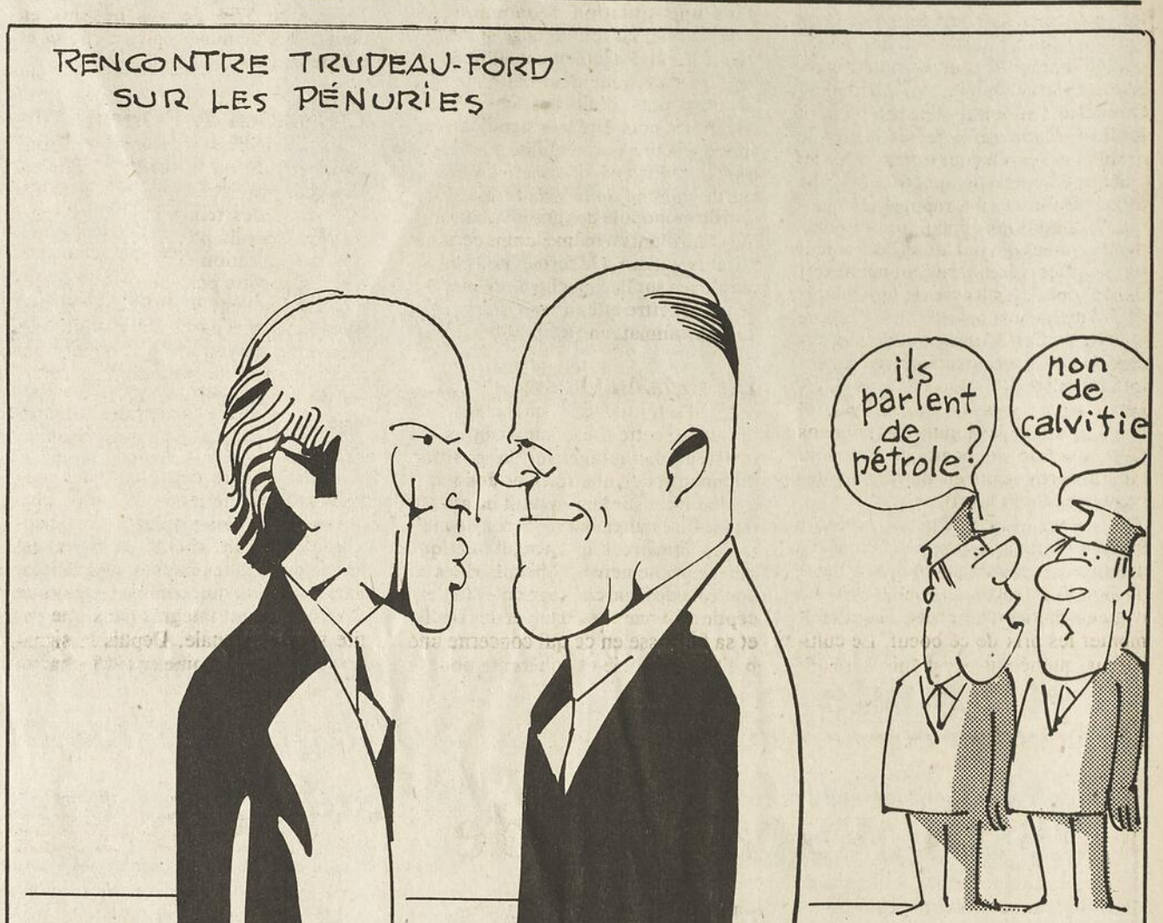
Certes, on nous dira que, jusqu'à la tutelle, la FTQ-Construction jouissait d'une large et farouche autonomie. On voudra en déduire que M. Daoust n'avait pas, avant cette mise sous protectorat, la possibilité d'y voir clair dans les activités de la FTQ-Construction. L'excuse, malheureusement, ne tient pas. Ou une centrale connaît ce qui se passe chez ses composantes, ou elle n'est qu'un paravent. En outre, même si l'autonomie de la FTQ-Construction lui permettait de dissimuler ses agissements aux plus hautes instances de la FTQ, pourquoi MM. Laberge et Daoust n'ont-ils pris le temps d'étudier les accusations de la CSN avant de les balayer d'un revers de main? Pourquoi la FTQ a-t-elle participé activement, toutes affaires cessantes, à une manifestation de foule qui n'avait pas précisément pour objectif de féliciter la commission Cliche? Non, l'autonomie de la FTQ-Construction ne pouvait pas rendre son comportement opaque aux yeux de la FTQ. Non, les dirigeants de la FTQ n'ont pas réagi de façon décente lorsque la CSN et la commission Cliche leur ont signalé des attitudes à donner le haut-le-coeur.

Le pire, c'est que les dirigeants de la FTQ ne comprennent pas davantage lorsque le rappel à l'ordre leur est servi non plus par des "adversaires" ou des enquêteurs, mais par leurs propres militants. En effet, lorsqu'on voit 89% des syndiqués conviés à étudier la tutelle approuver le geste, on devrait comprendre que les travailleurs en ont soupé de fouillis actuel. On devrait lire dans ces résultats la volonté ferme de voir la FTQ-Construction recouvrer sa crédibilité et sa force de négociation. Malheureusement, les dirigeants de la FTQ ont préféré, une fois de plus, se satisfaire de l'interprétation la plus agréable. Au lieu de comprendre qu'on les encourageait à une transformation radicale, ils ont affirmé béatement: "Nos syndiqués nous suivent". Ils n'ont même pas pris le temps de se demander quelle aurait été la réaction de leurs syndiqués si on leur avait dit carrément: "Nous n'avons pas le choix: ou bien nous ne remontons pas la côte, ou bien nous allons chercher un tuteur à l'extérieur de nos rangs".

Malgré les indéniables mérites de M. Daoust, on risque fort d'avoir seulement droit à une modeste enquête-maison. Chose certaine, même si M. Daoust va honnêtement et vigoureusement jusqu'au bout de son mandat, le public conservera d'indéracinables soupçons.

On aurait compris et on comprendrait encore que M. Fernand Daoust ou M. Jean Gérin-Lajoie prenne au plus tôt la relève d'un Louis Laberge démissionnaire, mais on ne voit pas le bien-fondé d'une tutelle de la construction assumée par un cadre supérieure de la FTQ.

Laurent Laplante



Les "farces" de Clémence à la CBC de Québec

Radio-Canada à Québec, (et sans doute aussi à Montréal et à Toronto) présentait le samedi matin 15 novembre, Clémence Desrochers dans ses monologues et chansons, devant un auditoire recruté, je ne sais comment. Etait-ce en direct ou en différé? Je n'en sais rien.

Quoi qu'il en soit, on peut difficilement imaginer une émission d'une sottise plus épaisse, d'une aussi morne uniformité dans le crétinisme. Pas la moindre trace d'esprit ou d'humour. Seul le joual, très appuyé, nous indiquait qu'il s'agissait d'une émission comique. A une histoire bête succédait une autre histoire encore plus bête. Après, il n'y avait plus que la mort. Mais elle n'était pas au rendez-vous. D'ailleurs, la Bêtise survit à la Mort.

Comme l'auditoire riait, fort peu à son gré, Clémence, craignant d'être incomprise, reprenait ses gags de plusieurs tonnes 2 ou 3 fois, pour les laisser lourdement tomber sur les pieds de ses auditeurs. Elle a réussi, de la sorte, à s'assurer un certain succès, à en juger par les applaudissements.

Dans l'espoir de faire rebondir l'action, elle a eu le culot de se réclamer de son père Alfred Desrochers, "un grand poète", nous a-t-elle affirmé péremptoirement! Comment pourrait-elle bien le savoir?

Qu'il existe chez nous comme ailleurs un nombre suffisant de demeurés pour justifier l'existence de pareilles cabotines et en assurer la subsistance, c'est hélas! un fait connu dont il n'y a pas lieu de s'étonner.

Mais que Radio-Canada garde à son emploi des réalisateurs assez dénués de sens critique pour infliger de telles rapsodies à toute une population, c'est pousser encore un peu plus loin les limites de l'incompétence professionnelle à laquelle Radio-Canada tente de nous habituer depuis quelques années, de dégringolades en dégringolades.

Maurice Lagacé
Québec

Au début, pas de prêtres?

Monsieur Oniel PERRIER,
LE JOUR,
387 rue LeBEAU,
Ville Saint-Laurent.

Permettez-moi de vous féliciter de votre texte publié dans Le Jour du 18 novembre 1974, en page 9, sous le titre "Jacques Couture, un Prophète". Non pas uniquement et principalement parce que vous parlez avec éloges de l'un de mes confrères; ou encore parce que vous rencontrez mes idées.

Mais tout simplement parce que vous énoncez des réflexions sérieuses sur un sujet sérieux, et surtout que vous les appuyez sur des motifs sérieux qui sont de nature à faire réfléchir.

Votre premier paragraphe pose pourtant une interrogation. Je puis me tromper, mais il m'apparaît présenter une certaine ambiguité. "Au début, pas de prêtres". Si l'on s'en tient au terme lui-même, pas de difficulté. Si on l'entend au sens que vous développez plus bas, à savoir constituant une catégorie à part, une caste, on pourrait comprendre que cela n'existait pas. Mais si l'on signifie par ce mot "prêtre" l'essentiel qu'il transmet, à savoir une personne ayant reçu une "ordination", l'habilitant à consacrer l'Eucharistie et lui conférant conséquemment une certaine responsabilité de rassemblement par rapport à une communauté chrétienne, en tant que chrétienne. Peut-on dire alors, avec certitude, que cela n'existait pas? C'est une question que je me pose!

Avec mes hommages,
Jean-Paul DALLAIRE, S.J.

L'assimilation en cours dans Ottawa-Hull

De la ville de Québec à Ottawa c'est franchement un beau voyage. Mais de la culture québécoise à la culture canadienne-anglaise c'est une autre histoire dans notre capitale nationale.

La vie de tous les jours s'y déroule suivant de petits événements qui à la fin forment une masse imposante. Le cas qui me frappe le plus c'est l'Université bilingue d'Ottawa, où suivant la définition des professeurs il est plus facile pour tes cours en français de bien savoir l'anglais car "ça aide à comprendre le professeur et le cours". En étudiant la littérature québécoise il y a tellement de volumes à voir les uns par dessus les autres que l'étudiant n'a pas le temps de comprendre et le professeur se dit dépassé par les événements?

On parle de la "loi 22" surtout en ce qui concerne l'éducation, ici en Ontario voyez-vous on a résolu ce problème, dans les "high school" on donne ton cours de français basé sur des manuels scolaires en anglais, une chance que pour le cours de français il est au moins existé un Molière car Shakespeare serait de mise.

Faire un tour dans la ville de Hull (française) et être accueillie par, et je cite, "Ottawa House", aller à place du centre (énormes édifices fédéraux) qu'on a construit comme par hasard dans le vieux Hull qui fût le coeur culturel de la ville, la réalité s'impose?

En parlant du rapport Fullerton qui veut la formation d'un territoire fédéral regroupant Ottawa Hull et la région, on s'offusque; danger d'assimilation, peu après on se surprend d'entendre parler vaguement d'une forte minorité canadienne-française dans le nord de l'Ontario, d'une majorité dans l'Outaouais, dans Vanier, peut-être l'assimilation est-elle déjà accomplie?

Moi et bien j'en tire mes conclusions à vous d'en tirer les vôtres.

Robert Châtelain
Ottawa

vous avez la parole

L'idéal est de défendre la publicité des médicaments

Une polémique plutôt violente grandit actuellement dans ce groupe quelque peu souffrant des pharmaciens. Le remède le plus accessible que je puisse personnellement concevoir, est celui qui né d'un compromis équilibré, pourrait satisfaire les deux parties en cause, soit le service et la clientèle.

Certains pharmaciens soulèvent d'abord qu'ils veulent redorer leur blason, redonnant à ce service le caractère "respectable" de profession sacro-sainte, en protégeant les intérêts de la population contre un véritable assaut psychologique de la vente sous pression pour mousser la consommation des médicaments: dans le genre "Trois pour le prix d'un" Ils ajoutent que la population ayant payé pour faire instruire ces messieurs, elle devrait être en mesure d'en recevoir des services plus spécialisés et exclusifs. Et que par cette petite révolution remède-miracle, tous seraient mieux servis. Ils assurent être pour cela, même prêts à sacrifier une certaine proportion de leurs profits, en échange d'une dignité professorale... accompagnée seulement de l'exclusivité de la distribution de tous les médicaments.

Et pour cette vilaine question de rémunération: ils affirment qu'aucun profit ne devrait être perçu sur ces produits, et que c'est tout simplement l'Etat poule aux oeufs d'or" qui devrait défrayer ces professionnels par un taux horaire fixe.

Ceci permettrait, disent-ils, d'uniformiser les prix sur toute l'étendue du Québec: car les gens des centres disposant de grandes pharmacies, comme certaines bien connues, paieraient selon eux, des prix trop bas, alors que les territoires éloignés seraient réduits alors à payer la marge des profits "minimum" des approvisionneurs. Mais quel serait donc ce prix uniforme, en ce temps d'inflation galopante et dans un cadre de monopole? Devinez! Pour ce qui est des pharmacies "big bazar" au moins elles sont rentables: au Québec, c'est tellement rare qu'on puisse établir des prix compétitifs dans un domaine de service aussi l'essentiel, qu'il faudrait peut-être y regarder à deux fois avant de démanteler une structure pour une fois bien établie et compétitive.

Pour satisfaire les deux parties en cause: pharmacies-clientèle, l'idéal ne serait-il pas de prohiber toute publicité commerciale de médicaments, laissant le soin aux pharmaciens de conseiller personnellement leurs clients; ceci en concervant la structure de base déjà établie. Puisque c'est avant tout un service, ne serait-ce pas avant tout à la clientèle de choisir?

Josée Morin
Sherbrooke

vous avez la parole

LE JOUR est votre journal. Écrivez-nous sur tous les sujets qui vous intéressent. À la machine à écrire de préférence. De cent à deux cents mots (1 à 2 pages). Pas plus. Histoire de donner une chance à tout le monde. Merci. Adressez vos lettres: Vous avez la parole, Journal LE JOUR, 387 boul. Lebeau, Montréal 379.

Les manuscrits ne seront pas rendus.

le fond des choses

L'agriculture québécoise: mort lente ou renouveau?

Jean-Claude THIBODEAU et Pierre-André JULIEN, qui s'interrogent ici sur l'avenir de l'agriculture québécoise, sont deux économistes de formation. M. Thibodeau a été mêlé de près aux travaux du BAEQ en matière agricole et il a préparé sa thèse de doctorat sur le concept d'auto-suffisance en matière agricole. De son côté, M. Julien s'intéresse surtout à la planification.

La dernière révolte des agriculteurs a ramené brutalement sur le tapis les problèmes lancinants de l'agriculture au Québec; problèmes de mise en marché, de mise en valeur des terres, de lutte contre la spéculation foncière, de diversification de la production agricole, etc. Comme premier geste, le gouvernement a accepté de verser un nouveau subside de $15 millions et d'étudier les problèmes du rattrapage des revenus et de l'indexation du prix des produits. Le subside constitue un palliatif de court terme qui ne dupe personne; mais les discussions qui vont suivre permettront peut-être au gouvernement de présenter enfin, suite aux multiples études qui ont été faites sur le sujet, une stratégie de long terme qui pourra remettre sur pied une agriculture périclitante. Cette stratégie ne pourra prévenir tous les aléas de la conjoncture de court terme; mais elle pourra en atténuer fortement les méfaits.

Le "court terme"

Dans cette situation qui a amené la "colère verte" des producteurs agricoles, il faut bien différencier les problèmes du court terme de ceux qui sont dus à l'absence d'une politique cohérente du gouvernement québécois. Par exemple, M. Ferdinand Ouellette rappelait dernièrement à Radio-Canada qu'il fallait situer le problème des éleveurs de bovins au Québec dans une perspective de court terme. En effet, il a rappelé les mauvaises conditions climatiques des dernières années qui ont affecté durement les récoltes céréalières mondiales et qui ont obligé les Russes et les Chinois à faire des achats massifs en Amérique du Nord. Cette rareté mondiale des céréales, s'ajoutant aux autres causes inflationnistes (hausse des prix énergétiques, des salaires, etc.) a évidemment influencé les inputs entrant dans la production du boeuf de première qualité (provenant en particulier des provinces de l'Ouest).

Pour M. Ouellette, le prix très élevé du boeuf de première qualité a amené les consommateurs à acheter du boeuf de seconde qualité issu du troupeau laitier québécois, ce qui a fait monter les prix de ce boeuf. Le cultivateur québécois s'est mis à réagir vis-à-vis de cette hausse en gardant plus de veaux que normalement pour les engraisser et les vendre à bon prix.

D'ailleurs, le comportement spéculatif des producteurs québécois avait son pendant à l'Ouest; la fermeture des frontières canadiennes vis-a-vis le boeuf américain engraissé aux hormones donna une autre impulsion à cette tendance. La récente réouverture des frontières liée à l'accroissement spéculatif de la production a fait flancher le prix du boeuf de première qualité et a ramené les consommateurs vers le boeuf de première qualité pour finalement contribuer à la baisse du prix du boeuf de seconde qualité. Par ailleurs, le nombre accrû de veaux en élevage a maintenu la pression sur le prix des céréales et des autres intrants. D'où les pertes encourues par les producteurs du Québec.

Cette explication conjoncturelle constitue à notre avis une très belle rationalisation économique. Elle suppose cependant que nous puissions vérifier l'évolution de la consommation du boeuf de différentes catégories chez les consommateurs et ainsi que nous puissions calculer les élasticités croisées des prix et des revenus. Or, dans une situation économique de court terme, où tout change si rapidement, il est extrêmement difficile de vérifier statistiquement ces concepts. D'autant plus, d'ailleurs, que ces explications, pour être très significatives, supposent une perméabilité du marché qu'il est difficile d'admettre dans le cas du marché de la viande. La situation de monopole des grands abattoirs, qui contrôlent en même temps certains intrants vendus à la ferme, nous laisse perplexes sur la capacité de ce marché de transmettre effectivement les choix du consommateur aux producteurs.

Les torts du Québec

De toute façon, quel que soit le mérite de cette thèse sur d'autres qui insistent davantage sur la position dominante des abattoirs et des intermédiaires et sur leur appétit insatiable de profits, toutes ont le mérite de mettre en lumière l'absence dramatique du gouvernement québécois dans le contrôle des marchés agricoles (à l'exception du marché du lait et des oeufs) et sa faiblesse en ce qui concerne une politique globale et cohérente pour le secteur agricole au Québec.

Il est tout à fait inadmissible qu'en 1974, après les nombreuses études sur le sujet, nous en soyons encore à parler de l'"étau coûts-prix" en agriculture et que nous devions expliquer la faillite graduelle de notre agriculture encore par des "effets de conjoncture".

L'explication est au contraire beaucoup plus simple: au Québec, nous n'avons jamais eu une politique cohérente et soutenue pour notre agriculture! En même temps que le Québec voulait s'orienter vers une certaine diversification de sa production, Ottawa subventionnait le lait et le transport des céréales pour maintenir et accentuer la spécialisation. Chaque fois que le Québec osait parler d'auto-suffisance plus poussée, Ottawa brandissait le spectre de la "balkanisation". Ainsi le Québec n'a jamais pû établir clairement des objectifs de production tendant à donner un meilleur taux d'autoapprovisionnement à notre marché.

Et pourtant, alors qu'au Québec nous ne couvrons que 38% de nos besoins en céréales (17% en maïs-grain), l'Ontario couvre 70% de ses besoins en maïs-grain et 75% en avoine. Alors que nous nous contentons de satisfaire à 25% de nos besoins en boeufs, l'Ontario le fait à 90%. Alors que l'Ontario exporte du porc et des oeufs, au Québec nous ne couvrons que 57% de nos besoins en oeufs, 73% de nos besoins en porcs et 6% de nos besoins en agneaux.

L'évolution de l'Orient

Bien plus frappante et étonnante encore est la situation dans les Prairies, provinces qui sont la cause historique des tendances du gouvernement fédéral à pousser les provinces à la spécialisation et à défendre coûte que coûte cette politique. Ces provinces, qui devaient être le grenier du Canada et d'une partie du monde, ont trouvé le moyen de diversifier leur production agricole au point d'exporter du boeuf, du porc, de la volaille, des oeufs et de s'auto-suffire en lait nature, en beurre, en poudre de lait.

D'ailleurs cette tendance à la recherche d'une auto-suffisance plus poussée dans les productions agricoles de base (lait, viande, céréales) est le fait de tous les pays industrialisés, même de ceux qui, comme les pays de la C.E.E., sont intégrés dans une entité supra-nationale. Depuis la signature du traité de Rome en 1958, chacun des pays de la C.E.E. a eu tendance à augmenter son auto-suffisance dans ces productions. Les flux d'échanges entre ces pays se sont accrus depuis 1958, mais ceci s'est fait au détriment des flux extérieurs et non pas à l'encontre des taux d'auto-approvisionnement de chacun d'eux; bien au contraire.

Devant ces faits, pourquoi le Québec se refuse-t-il à l'option de la diversification? Pourquoi le Québec se refuse-t-il à se donner une politique agricole globale ayant comme objectif à long terme un taux d'auto-approvisionnement plus élevé dans les productions agricoles de base? Nos conditions biophysiques, sans être exceptionnelles, sont suffisantes et se comparent à peu près à celles de l'Ontario. Nous disposons de 2 millions d'acres de sol de catégorie A dans la zone climatique de 3,400 degré-jours de croissance (suffisante pour le maïs-grain), nous possédons aussi de 10 à 12 millions d'acres de qualité dans des zones climatiques compatibles avec la production de fourrage. Notre marché de six millions d'habitants (concentré en grande partie dans une région entourée d'une zone agricole propre aux céréales), est suffisant pour justifier l'utilisation des techniques de production les plus modernes et pour profiter du maximum d'économies d'échelle tant au niveau de la production à la ferme, qu'à celui de la transformation.

Des propositions concrètes

Cette politique globale pour la survie de l'agriculture québécoise devrait:

1°Définir des objectifs d'auto-suffisance à plus ou moins long terme pour les productions animales, la production de céréales, la production de certains légumes.
2°Maximiser les complémentarités interrégionales.
—Plaine de Montréal: céréales, élevage (porc, volaille, oeufs, finition de boeufs), légumes et fruits.
—Région centrales (Mauricie, Cantons de l'Est, Outaouais, Québec) fourrages intensifs, lait nature, lait industriel.
—Régions périphériques (Bas Saint-Laurent, Lac Saint-Jean, Abitibi): fourrages extensifs, pâturages, production de veaux de boucherie, agneaux, lait industriel.
3°Zoner les sols agricoles dans la plaine de Montréal afin de protéger de 300,000 à 500,000 acres où actuellement l'agriculture se déstructure par l'effet des phénomènes d'attente engendrés par la spéculation foncière.
4°Mettre sur pied un organisme de contrôle de marché pour tous ces produits, et des mécanismes de fixation des prix tenant compte des besoins des consommateurs, des coûts de production, et des revenus satisfaisants pour les agriculteurs.
5°Favoriser les modes de tenures, les structures de productions et les conditions de crédits qui inciteront les jeunes agriculteurs et les fils d'agriculteurs à prendre la relève.
6°Contrôler suffisamment les importations pour empêcher que des quantités marginales ("dumping") viennent perturber les marchés et détruire en un tour de main les efforts consentis.
7°Mettre sur pied un vaste programme d'infrastructures (drainage, entreposage des produits, compostage, etc.).

Ces grands principes plus ou moins mis de l'avant dans différents rapports depuis 1960 (Rapport Intérimaire sur la Commercialisation des produits agricoles 1963, Esquisse du Plan: Agriculture, B.A.E.Q. 1965, Commission April 1968, Région Sud: Agriculture, C.R.U.R. 1972), sont maintenant repris par les Service des Etudes économiques du Ministère de l'Agriculture. Maintenant qu'on a fini de s'énerver avec les veaux, avant que la tempête des oeufs, du porc, du poulet, des légumes, des fruits ne vienne ou ne revienne, avant que notre patrimoine agricole ne passe aux mains des étrangers, avant surtout que le Québec ne devienne une vaste friche parsemée de surfaces de béton enrubannées dans l'asphalte et les fils électriques, il est à souhaiter que les agriculteurs en tête, appuyés en cela par toute la population du Québec, amènent le ministre de l'Agriculture et surtout le Conseil des Ministres à faire en sorte que le rapport préparé par le Service des Etudes économiques du Ministère de l'Agriculture dépasse le stade des lettres d'intention pour devenir rapidement la Politique Agricole du Québec.

Idéologies et contre-idéologies

par Jacques Poisson

1. De nouveaux concepts pour nous situer

Dans les colloques, comme dans les entretiens de tous les jours, le devenir québécois est un sujet privilégié. Mais plus nous parlons de notre patrie, moins il nous est facile de la percevoir. Pourquoi en est-il ainsi? Est-ce qu'une attention trop appuyée se brouille fatalement? Ou serait-ce que notre vocabulaire et notre équipement conceptuel ne nous permettent plus de faire le point?

Les deux hypothèses sont à retenir.

En traduction, par exemple, on sait que trop de lenteur brise le rythme de la phrase et, par conséquent, celui de la vie. L'idéologie nationale se heurterait-elle à une difficulté analogue? Alors il nous faudrait des poètes pour brûler les étapes, pour survoler les ornières de la pensée.

Les sciences humaines peuvent aussi nous offrir le coup de fouet nécessaire, à supposer que notre âge homérique tarde longtemps encore.

L'anthropologie américaine, élargie par les sociologues français gravitant autour de Georges Gurvitch, met à notre disposition un ensemble de concepts propre à revivifier le nationalisme québécois, à préciser sa démarche et à rajeunir son langage.

Notons d'abord le terme **acculturation,** qui est défini dans le **Trésor de la langue française:**

> "Modifications qui se produisent dans un groupe culturel (concernant sa manière d'agir, de percevoir, de juger, de travailler, de penser, de parler) par suite du contact permanent avec un groupe (généralement plus large) appartenant à une autre culture".

On objectera que le mot **assimilation,** - plus français, mieux formé et moins ethnocentrique, - nous suffisait pour désigner le phénomène acculturatif et que la méconnaissance d'un vocable spécialisé ne nous gênait aucunement. L'objection est juste pour ce qui est de la langue commune, mais elle perd sa pertinence dès que nous cherchons à cerner de près la réalité. En anthropologie culturelle, l'assimilation n'est qu'une phase de l'acculturation.

Quoi qu'il en soit, le processus est étudié depuis 1936 dans une multitude d'articles et de monographies. La recherche a été stimulée par le **Mémorandum sur l'acculturation,** publié cette année-là par Redfield, Linton et Herskovits.

Le nationalisme québécois aurait gagné à suivre de près ce mouvement. Ainsi le concept de la **réinterprétation** (du trait culturel emprunté) eût facilité l'analyse de l'idéologie joualisante et du succès foudroyant (et symptomatique) qu'elle a connu. Or, ceux qui ont flairé dans le joualisme un fait d'acculturation, ou de déculturation, se sont référés pour la plupart, en l'abordant, à des critères et à des préférences d'un tout autre ordre. Trop souvent nous nous fondions, comme par réflexe, sur des considérations esthétiques, alors que nous aurions dû faire appel à la sociologie, à l'ethnologie ou, du côté américain, à l'anthropologie culturelle.

Les adeptes du joual, somme toute, n'ont fait que **réinterpréter** un trait de la **culture donneuse,** soit en l'occurrence un mythe voulant que la banque anglaise, contrairement au français présenté comme repoussoir, soit exempte de tout dirigisme. Notons au passage que cette idée ne résiste pas à un instant d'analyse. L'anglais est hautement normalisé, comme notre langue, et il suffit pour le sentir de se faire réviser par des "rewriters" anglophones. D'ailleurs, le **Webster** est un monument de réglementation qui prévoit jusqu'aux coupures des mots en bout de ligne. Néanmoins, c'est en reprenant à leur compte le thème de **l'anglais émancipé,** et en le réinterprétant, que des intellectuels de chez nous, touchés par l'acculturation, ont élaboré la théorie francophone du joualisme. On voit par là que l'acculturation est complexe, et non dépourvue d'un dynamisme réactionnel. À ce propos, il convient de citer ici le sociologue français Roger Bastide:

> "Gurvitch ne fait plus de la culture un ensemble de traits culturels, qui peuvent être acceptés ou repoussés, voire réinterprétés, lorsqu'ils passent d'un groupe à un autre; il nous introduit dans le dynamisme de la création; il nous place dans un présent agissant. Marx l'avait fait avant lui, mais il avait substitué le point de vue matérialiste au point de vue idéaliste; en montrant l'importance des conditions économiques, sociales, géographiques, et de la lutte des classes, il nous poussait à voir dans l'acculturation non pas le produit du contact de deux cultures, mais en dessous de la rencontre des civilisations, le jeu dialectique des infra-structures qui en détermine les effets".

Ce passage est tiré du **Traité de sociologie** (tome 2, p. 317), publié sous la direction de Georges Gurvitch aux Presses universitaires de France.

Bien d'autres concepts seraient extrêmement féconds dans nos analyses, notamment ceux de **contre-acculturation** et d'**acculturation planifiée.** Les Québécois qui défendent notre caractère français, au sens large du terme, pratiquent la contre-acculturation à l'endroit des États-Unis, foyer principal de notre acculturation, et du Canada anglais, annexe culturelle des États-Unis. Quant à l'attitude des non-résistants, les mots **acceptation** ou **adaptation** servent à la désigner. À titre d'exemple, **le Devoir** serait passé, sous M. Ryan, de la **contre-acculturation** dilettante à une attitude de collaboration (consciente ou inconsciente) avec le parti de l'**acculturation planifiée** ou de l'acculturation libre, selon l'hypothèse que chacun peut estimer le plus vraisemblable. Pour émettre un jugement ou une opinion sur ce point, il faudrait avoir analysé à la lumière de l'anthropologie culturelle toutes les positions prises par M. Ryan depuis qu'il dirige l'ancien organe du nationalisme.

Ce qui importe dans l'immédiat, c'est de savoir que le concept d'**acculturation planifiée** a été élaboré non par des Québécois atteints de paranoïa, comme il serait classique que le parti de l'adaptation le laisse entendre, mais par une discipline ethnologique qu'on ne saurait écarter à la légère.

D'après l'ouvrage mentionné plus haut, l'anthropologie culturelle américaine aurait été la première à donner la théorie de l'acculturation, à en circonscrire le domaine, à en classer les problèmes et, enfin, à la conceptualiser.

Est-ce que l'acculturation planifiée est mise en oeuvre contre le Québec?

Voilà une hypothèse à peine concevable pour la plupart d'entre nous, tant nous avons l'habitude de nous représenter l'Amérique anglo-saxonne comme une terre d'élection du libéralisme.

S'il est extrêmement délicat de trancher en ce domaine, sachons pour le moins que l'encyclopédie Universalis considère l'acculturation planifiée comme une loi générale de notre époque.

Nos recherches et nos investigations auraient donc pour objet de déterminer si le jeu dialectique entre la puissance acculturante (les États-Unis) et le groupe menacé d'acculturation (les Québécois) fait exception à la loi d'airain qui régit les rapports internationaux.

Dans la négative, la contre-acculturation planifiée serait notre voie de salut.

C'est peut-être à ce défi exaltant que pensait l'historien-philosophe Arnold Toynbee quand il a prédit un grand avenir au peuple québécois.

Quoi qu'en dise le consul

Pas de vacances de rêves à Haïti

Madame Jeannette Bertrand,
Monsieur Jean Lajeunesse,
Animateurs,
Télé-Métropole
Montréal, Québec.

Par la présente, je voudrais répondre aux allégations de Monsieur le Consul d'Haïti, Pierre Chavenet, à l'effet qu'Haïti est un pays de vacances de rêves.

En janvier dernier, j'y étais...Je n'y ai vu que désolation. J'ai vu un peuple humilié physiquement, annihilé moralement. Il est sans espoir et ça, ça se voit. On a vidé son coeur et son corps. On ne lui donne que religion (développement maximum du mécanisme de la peur) et duvaliérisme. Du reste, il n'y en a que pour Duvalier: où que vous soyez les affiches en papier ou en néon vous rappelle son existence! Son "marketing" est supérieur à celui employé par les Canadiens de Montréal pour vendre leurs billets de saison quand ils ont la coupe Stanley sur les bras!

Mais mon propos est plutôt de répondre, point par point, à ces odieux mensonges.

Le premier: La Perle des Antilles. Ça pourrait l'être. Mais la désolation pré-citée, la maladie et la sécheresse du pays lui ravissent ce titre. Actuellement, elle n'est pas une perle, elle n'est que coquille séchée se fermant sur ses habitants.

Le deuxième: les plages! Quand on les trouve et qu'elles sont accessibles, elles sont infestées de lézards et autres bibites de même acabit. Je doute que le touriste québécois dans sa société du plus-propreté y trouve son compte. J'ai moi-même logée à Ibo Beach (Beach est un mot nettement français, voyons! puriste, va!) et je vous jure qu'il n'y a pas de plage là! Ce n'est qu'un rempart de ciment d'où on descend à la mer à l'aide d'un escalier rouillé. De plus, à cet endroit, la mer est violente et brouillée. Tellement risqué qu'on a construit deux piscines et une patageuse pour les enfants. D'eau salée, me direz-vous, mais quand même. Si on vient à la Perle ce n'est pas pour ses piscines!

Le troisième: Et j'en arrive au fait français...Mon Dieu, comment l'expliquer. On a tellement réduit ce peuple à l'ignorance, à la mendicité: on l'a tellement livré à lui-même, qu'il s'est développé un phénomène normal. Il s'est articulé une langue à lui que les Blancs ne comprennent pas, pas plus que les Haïtiens de la haute. C'est le créole "créolisé"! Donc ceux qui parlent français-français ce sont les banquiers et employés de banques, les médecins, les avocats, les infirmières, les Soeurs, les commerçants...et les chauffeurs de taxi. Les autres? NIL. Le français est un barème qui vous situe dans l'échelle de la société. Nos garçons de table à Ibo, bien qu'extrêmement gentils n'utilisaient tout de même qu'un vocabulaire plus que réduit. Quand au séjour à Port-au-Prince, c'est proprement scandaleux. À l'Hôtel Splendide où j'habitais, la "réceptioniste" parlait français. Le personnel? Le créole et rien d'autre. Du reste, c'est un hôtel bien curieux que celui-là! Le pain, le fromage, les oeufs étaient comptés. Quand aux fruits, courez après et dépêchez-vous. Si vous avez le bonheur d'attraper au vol une figue (banane) profitez-en. C'est le seul fruit qu'on vous servira de la journée. L'Haïtien ne manque que peu de fruits; ils sont tous exportés et ceux qui restent sont aux prix d'ici. Avec la différence que leurs salaires ne sont pas d'ici!

Le quatrième: Il dit que les Haïtiens vivent dans la bonne humeur, le sourire et la joie, qu'ils dansent et qu'ils rigolent. Où, bon Dieu, où? La danse? Quant ils marchent, ils dansent, c'est vrai; mais c'est quand la maladie ne les a pas trop courbés. J'en ai vu aussi par petits groupes, chez les très jeunes, dans le coin d'une petite rue qui dansaient sur un rythme régulier qui les menait dans une sorte d'extase. Mais pas dans la joie. Plutôt dans une sorte d'impuissance. Quand à la rigolade, vous repasserez. J'arrivais d'un pays, la Martinique, où la, j'ai vu des gens qui rigolaient. Mais en Haïti, point. Certes ils s'amusent quand ils vous voient faire des maladresses ou autres. Certes, ils se chamaillent entre eux, mais c'est rare. Le peuple haïtien est un peuple grave qui n'a pas le goût de rire, trop occupé qu'il est à essayer de gagner, même avec un peu de nonchalance, quelques sous pour pouvoir au moins manger.

Le cinquième: La nourriture. On manque peut-être bien à la cour du Seigneur Duvalier mais quand on est un touriste moyen on n'y a pas accès. À l'hôtel d'Ibo BEACH, c'était à peu près raisonnable; la table était relativement généreuse. Au Splendide: proprement immangeable. Si je vous disait qu'on avait le même type de boeuf bouilli le premier soir, rebouilli le deuxième soir, re-rebouilli en carrés cette fois le troisième soir et que le quatrième on s'enfuyait de l'hôtel, le croirez-vous? Et les deux seuls restaurants assez bons chez qui on se réfugiait étaient chez Gérard à Pétionville et un autre au centre-ville dont j'ai malheureusement oublié le nom. Oh! bien sûr, je me suis arrêtée dans un de ces petits restaurants à l'allure "snack bar" pour y déguster la cuisine typique: le cabri, les fèves (principale source de protéines dans l'alimentation haïtienne), etc. Mais une fois le pied passé le seuil, même mon chat aurait fui avec un haut-le-coeur tant la malpropreté était repoussante. J'y ai mangé quand même: à Rome on mange en Romains. Les Haïtiens en sont restés ébahis...

Le sixième: Quand monsieur Chavenet dit et je cite: Les Duvaliéristes ont conscience que le pays appartient à tout le monde". Non là, vraiment c'est trop!!! Cela m'a fait bondir! Tellement que j'ai pris plume et papier. Il faut être culotté pour s'accaparer des ondes de la télévision, lors que des réfugiés Haïtiens vivent en plein drame, pour affirmer une chose pareille. C'est de l'inconscience bien payée! C'est proprement odieux! Mais passons, j'en aurais trop à dire...

Le septième: L'artisanat. J'ai eu un mal de "chien" à trouver des objets de bois d'acajou. Il n'y a plus d'acajou en Haïti. Maintenant il est importé de Cuba ou d'ailleurs. On vous passe n'importe quoi que ce soit au Marché de Fer, dans les magasins de brocantes ici et là on vous en raconte! Ils auraient au moins appris une chose: l'art du commerce. Et ça leur vient des Arméniens encore. C'est pas d'hier! Ils sont vraiment de ceux qui vendraient un frigo aux Esquimaux. Le seul et le meilleur endroit pour l'artisanat c'est la Centrale d'Artisanat d'Haïti. Vous êtes au moins sûr de la qualité. Quant aux peintures... c'est la même histoire. Il faut être connaisseur. Encore là, on tente de vous passer n'importe quoi. Les peintres intéressants sont introuvables ou presque. Les autres toiles ne sont que mauvaises reproductions d'oeuvres intéressantes d'il y a cinquante ans. Et ce sur des anciennes poches de sucre ou farine! Donc, attention!

Le huitième. "Les rues sont à se développer". Où, seigneur, où???. En Haïti, il n'y avait aucun chantier en marche fin janvier. Sinon la construction d'un hôtel américain. "Avec un ascenseur "mamoiselle"! Vous savez, il y aura un ascenseur! C'est "extaordinai-e"! me disait ce chauffeur de taxi (en commun) extasié. Les quelques routes sont dangereuses. Point. En terre. Sauf dans la ville de Port-au-Prince. Mais elles sont dans un tel état que vous devez regarder où vous posez le pied de peur qu'il ne se retourne à tout bout de champ. A part, bien sûr, les égouts que vous frôlez à longueur de promenade. Et je ne parle pas des odeurs... Je n'ai rien vu qui se construisait ou se démolissait. Rien. Pas étonnant que chaque poste d'essence offre son service de "serrage" avant celui de service d'entretien et de lubrification!

Voilà. Si je vous ai écris cela, c'est pour contester la parole de monsieur le Consul. Je ne pouvais pas accepter cela.

Et je dis: n'allez pas en Haiti. Parce que vous devenez à votre tour un misérable exploiteur. Car les devises que vous y apportez ne sont pas pour ce peuple mais contre lui. Rien ne lui est donné. On s'en sert pour l'exploiter davantage, l'avilir encore. Il faut les boycotter jusqu'au changement de ce régime dictatorial. Inhumain.

Je songe toujours à ces militaires qui nous accueillent. Gentils parce que nous sommes québécois. Mais militaires!.

Françoise Lemaître-Auger
Montréal, Qué.

L'exploitation du consommateur

Depuis environ une quinzaine d'années, les consommateurs n'ont pas cessés de se faire avoir par les marchands de bois, soit de produits bruts ou finis.

Malheureusement personne au gouvernement fédéral ou provincial, n'a relevé ces incidents qui pourtant frustrent le consommateur pour des millions de dollars par année.

En 1955-57-59 si vous achetiez un morceau de bois 2"x4" ce morceau fini avait 1 3/4"x3 3/4" depuis ce temps ce morceau n'a cessé de diminuer et son prix d'augmenter pour en arriver aujourd'hui à 1 1/2"3 1/2" la même chose pour les morceaux de 2"x3", 2"x6", etc...la foulure de 3/4"x1 3/4" fini, est devenu 1/2"x1 1/2" donc le volume de toutes ces pièces de bois diminue mais pas le prix et l'acheteur d'une nouvelle maison s'en trouve affecté, sa maison étant moins solide. Il n'existe aucune réglementation à cet effet et ça continuera lors de l'installation de la mesure métrique, la pinte de lait perdra 8 onces et le gallon d'essence perdra 32 onces, quand au prix je doute que ça baisse donc en résumé vive l'exploitation du consommateur cette bonne vieille poire.

Michel Letarte

les placements

toronto

L'or chûte de quatre points

TORONTO (PC) — Les aurifères ont fait un plongeon mardi à la Bourse de Toronto à la suite d'une nouvelle selon laquelle les États-Unis projettent de commencer à vendre de l'or l'an prochain. D'autre valeurs ont également regressé de façon considérable mardi à Toronto.

Le nombre de transactions sur l'ensemble régressé de façon considérable mardi à Toronto.

Le nombre de transactions sur l'ensemble du marché a été ordinaire.

. Le secrétaire au Trésor aux États-Unies, William Simon, a annoncé que le gouvernement américain projetait de vendre de l'or à compter du 6 janvier. Ce jour-là, le gouvernement américain offrira au public d'acheter un total de deux millions d'onces d'or.

À Toronto, l'indice de l'or a fait mardi un plongeon de 40.4 et est tombé à 367.08, son plus bas niveau depuis le 11 septembre, alors qu'il était tombé de 45.7. Campbell Red Lake recule de 3 3-4 et tombé à $29, Dome Mines, de 3 3-4 et tombé à $44 3-4, Giant Yellowknife, de 2 et tombe à $10 1-2, Camflo de 1 3-4 et tombé à $12 et Dickenson, de 1 et tombé à $7 1-4.

Ventes	Haut	Bas	Ferm	Chang
Abby Glen	2425	225	215	215	−1
Abitibi	19335	$10½	10	10⅛	− ⅜
Abitbi 7½p	200	$41	41	41	− 2
Acklands	1050	$11½	11½	11½	+ ⅛
Acres Ltd	200	$5⅞	5¾	5⅞	+ ⅛
Acres A pr	300	$32½	32	32	
Acres wt	220	5	5	5	
Advocate	200	106	106	106	
Afton Min	100	275	275	275	
Agnc E	12701	$5¾	5	5⅛	− ⅞
Agra Ind	950	450	450	450	−10
Ahed M	z100	43	43	43	
Akaitcho	2000	165	145	145	−16
Albany	5500	23	22	23	
Alt East G	2150	375	360	360	−30
Alta Gas A	7944	$9¼	9	9⅛	+ ⅛
Alta G C p	160	$54½	54½	54½	− ½
Alcan	10344	$19¾	19⅝	19⅝	− ¼
Algo Cent	1400	$9¼	9¼	9¼	
Algma	11639	$23⅛	22¾	23⅛	
Allarco Dv	300	$7¾	7	7	− ⅛
Alliance B	600	450	450	450	−25
Alminex	1500	440	430	435	− 5
Alpa Ind	1700	$9¼	8¾	9¼	+ ½
Alum 4 pr	z60	$16	16	16	
Alum 4½ p	100	$31½	31½	31½	
Am Bonza	3400	160	150	150	−10
Am Larder	500	40	40	40	− 8
Am Leduc	3000	4½	4½	4½	
Andres W	700	$7½	7½	7½	
Ang CT 315	200	$30	29½	29½	− 1
Ang U Dev	7850	52	51	51	− 6
Anthes B p	z10	$65	65	65	
Aquitaine	609	$13¼	13	13	
Asamera	600	$7⅛	7	7⅛	− ⅛
Asbestos	z50	$15½	15⅛	15⅛	
Ashland C	300	$5⅝	5⅝	5⅝	− ⅛
Asoc Porc	613	115	110	110	− 5
Atco A	3440	$11⅜	11¼	11¼	− ½
Atl C Cop	1000	37	37	37	− 1
Ato Hard A	100	$8⅝	8⅝	8⅝	+ ⅜
Bad Boy	600	300	300	300	
Ballndery	4000	51	47	47	− 8
Banister C	3000	$5⅛	5⅛	5⅛	− ⅛
Bankeno	7100	155	148	148	− 7
Bank Mtl	6541	$12	11¾	11⅞	
Bank N S	6465	$34¼	33½	34	− ¼
Barex	2000	10	10	10	+ 1
Bary Expl	1000	41	40	41	+ 1
Baton B	7900	470	460	460	+25
Becker B p	100	325	325	325	− 5
Bell Can	12200	$43½	43¼	43¼	− ⅜
Bell A pr	z90	$43¾	43	43	
Bell B pr	z10	$43¾	43¾	43¾	
Bell C pr	800	$25⅜	25¼	25⅜	+ ⅜
Bell D pr	6164	$48½	48¼	48⅜	− ⅛
Beth Cop A	800	$9¾	9	9	
Bl Hawk	3000	38	38	38	+ 2
Blkwod A	200	375	375	375	− 5
Block Bros	900	350	345	350	
Bovis Cor	4495	103	95	95	− 5
Bow Valy	8930	$11½	11	11	− ⅜
Bow Vly pr	400	$12	12	12	− ½
BP Can	2582	$8½	8⅛	8⅛	− ⅜
Bral R	13902	141	130	140	
Bramalea	1390	430	425	425	−10
Brameda	3400	28	25	25	− 3
Brascan A	6276	$10⅝	10⅜	10⅜	− ¼
Brenda M	2100	330	320	330	−10
Bright A	325	$6½	6½	6½	
Brinco	695	$6⅞	6⅞	6⅞	− ⅛
BC Forest	650	$11⅝	11⅝	11⅝	− ⅜
BC Frest p	100	$30	30	30	
BC Sugar A	614	$19¾	19½	19¾	+ ⅜
B Phone	z7	$47½	47½	47½	
BCPh 4½ p	z25	$43¾	43¾	43¾	
BCPh 4¾ p	z25	$46	46	46	
BCPh 6 pr	z10	$59	59	59	
Br Reef	18000	34	32	32	−3½
Brunswk	5659	385	370	375	−20
Budd Auto	1635	380	370	370	−15
Bulora Cor	4400	135	131	132	−15
Burns Fds	618	$8⅝ C	8¼	8¼	− ⅜
Cad Frvw	570	$10⅝	10½	10⅝	+
CAE Ind	200	$6⅞	6⅞	6⅞	
Cal Pow	2150	$19⅜	19¼	19¼	− ¼
Cal P 5.40 p	z90	$63½	62½	62½	
Calvert	500	12	12	12	
Camfl	21800	$13¾	11⅜	12	−1¾
Cam Chib	1200	390	375	390	+15
Con Textle	1500	175	175	175	− 5
Con Distrb	1960	$7⅛	7	7	− ¼
Cons Gas	4330	$13⅞	13¾	13¾	
Con Glass	150	11	11	11	− ¼
Conwest	100	225	225	225	− 4
Cooper C	450	285	280	285	− 5
Cop Fields	1900	80	80	80	− 5
Corby vt	390	$14⅜	14¼	14⅜	+ ⅛
Cornat Ind	240	410	410	410	−10
Coseka R	4200	140	131	131	− 9
Costain R	440	6	6	6	− ½
Costin R w	100	165	165	165	−35
Courvan	5000	20	18	18	
Craigmt	3200	330	320	330	+ 5
Crwn Life	100	$46¾	46¾	46¾	+ 2
C Zelrba A	z50	$15⅜	15⅜	15⅜	
Crow Nest	150	$16	16	16	− ¾
Crush Intl	100	490	490	490	
Cuvier M	z400	75 D to G	75	75	
Dale R	106	$7½	7½	7½	
Dalmy A	100	450	450	450	
Decca R	2800	185	175	185	+ 5
D Eldona	3000	23	22	22	− 2
Delta Ben	150	180	180	180	
Denison	1004	$37½	36¾	36¾	− 1
Dicken	30850	$8⅛	7	7¼	− 1
Discov	14300	201	150	160	
Distl Seag	6463	$32¼	31¼	31¼	−1¼
Doman I	1500	475	460	460	−15
Dome	6650	$47⅞	44	446	83¾
Dome Pete	3625	$16⅞	15¾	15⅞	− ⅞
D Bridge	185	$17	17	17	+ ⅛
D Citrus	100	400	400	400	
D Explor	2000	17	17	17	− 3
Dofasco	9880	$20½	19¾	20	− ¾
Dom Lime	100	$6	6	6	
Dom Store	4856	$15¼	14⅞	15⅛	+ ¼
D Textie	1500	$7	6⅞	7	− ⅛
Dmtr	50190	$21¼	21	21	− ½
Donlee M	400	265	265	265	−30
Douglas L	880	425	425	425	+25
DRG Ltd A	100	$6¼	6¼	6¼	− ⅛
Dunraie	z334	16½	16½	16½	
Du Pont	415	$19	19	19	− ½
Dylex A	1455	390	380	380	−10
Dynasty	1000	$7	6⅝	6¾	
Estn Can S	650	$10¼	10¼	10¼	
Estn Prov	100	300	300	300	−60
East Mai	7945	360	325	340	−45
East Sul A	800	180	170	170	−20
Econ Inv	200	$9¼	9¼	9¼	
Ego M	16325	70	64	64	− 7
E-L Fin	300	350	350	350	
Electro A	1100	410	410	410	
Electro K	500	61	61	61	− 4
Elect Asoc	3750	45	40	40	− 5
Elks Stors	100	$7¼	7¼	7¼	− ¼
Emco	100	475	475	475	+10
Emp Life	286	$5½	5½	5½	− ½
Extndcar	625	400	390	390	−10
Falcon C	5440	$6¾	6½	6¾	+ ⅛
Falcon	5467	$25⅝	24⅞	25	−1¾
Fed Pion	z15	$11¾	11¾	11¾	
Fields S	2000	$9¼	9	9¼	+ ⅛
F City Fin	200	$6	6	6	− ½
Fleetwod	900	440	400	400	−100
Foodcrp L	1600	99	95	99	− 1
Foodex S	1900	220	200	200	−30
Ford Cnda	110	$55	55	55	−5¾
Francana	450	$8	8	8	
Fraser A	134	$22	22	22	
GH Steel	300	$7¼	7¼	7¼	
Gen Distrb	500	$8⅛	8	8⅛	+ ¼
GMC	286	$29¼	29¼	29¼	− ¼
Genstar L	801	$14¾	14½	14½	+ ⅛
Gesco Dis	400	280	260	280	−20
Getty Oil	600	$13⅞	13⅞	13⅞	−27⅛
Gnt Masct	9150	42	38	41½	+1½
Giant Yk	1013	$11¼	10½	10½	− 2
Gibraltar	1550	$5	485	485	−15
Glendale	1700	150	150	150	− 5
Goldund M	z200	39	39	39	
Goldray	3000	34	34	34	
Gozlan	z25	$5¼	5¼	5¼	
Graft G	z50	$21	21	21	
Granduc	1000	121	121	121	− 4
Gt Oil Sds	204	$5¼	5¼	5¼	+ ¼
GL Nickl	1400	50	50	50	− 5
GL Paper	1000	$17¼	17¼	17¼	
Gt West S	700	345	330	345	+15

Indices de la Bourse de Toronto

	Ind.	Aurif.	Mét.	Pét.
Fermeture	152.86	367.08	58.69	113.09
La veille	154.87	407.56	60.49	116.16
Sem. dern.	154.64	428.61	61.52	112.76
Mois dern.	163.64	479.03	68.07	148.36
L'an dern.	203.46	348.73	89.15	254.10
Haut 1974	228.78	622.04	109.23	274.81
Bas 1974	150.11	284.96	60.13	109.69

Camp RL	7790	$32⅛	28⅞	29	−3¾
Campau A	150	395	395	395	+ 5
Can Cem L	300	$9	8¾	9	
C Geother	4000	34	30	34	+ 2
Can Malt A	200	$24½	24½	24½	+ ⅛
C Nor West	3600	225	210	225	−15
C Pakrs C	100	$17	17	17	+ ¼
Can Perm	450	$16½	16½	16½	+ ⅛
CS Pete	4900	185	176	178	− 4
CSL pr	428	460	460	460	+ 5
C Tung	400	250	250	250	− 5
C Arrow	10000	22	22	22	
C Cablesy	1830	$10	9¾	9¾	− ¼
C Cable w	1300	115	110	110	
Cdn Cel	800	400	395	395	+ 5
C Curtis	1900	26	26	26	− 3
C Ex Gas	6750	161	155	155	−15
C Found	100	160	160	160	− 5
CGE pr	300	$18	18	18	− 1
CG Invest	200	$14¾	14¾	14¾	
C Homestd	4100	235	230	230	−10
C Hydr	1800	415	410	410	−10
C Imp Bank	3856	$20⅜	19¾	19¾	− ½
C Ind Gas	3450	465	450	450	−25
CIL	20675	$16½	16½	16½	
C Int Pow	z90	$12¼	12¼	12¼	
C Maf	14000	23	21	22	+ 1
C Marconi	150	290	290	290	
C Memoial	1600	85	85	85	− 5
C Merrill	1200	230	225	230	−20
C Ocdental	100	$8	8	8	
CP Inve	1600	$12⅜	a7.23⅜		− ⅛
CP Inve pr	z58	$24½	24⅛	24⅛	
CP Ltd	16530	$13⅜	13	13	− ½
CPL A p	1810	$9⅛	9	9	8 1
C Reser	46320	175	150	150	−30
Cdn Salt	150	$12½	12½	12½	
Cdn Sup O	2500	$26	26	26	
Cdn Tire	z25	$34¼	34¼	34¼	
Cdn Tire A	3445	$36½	35⅝	36	− 1
C Utilties	700	$7⅝	7⅜	7⅜	+ ⅛
C Util w	200	125	125	125	− 5
Canron	100	$17⅛	17⅛	17⅛	− ⅜
Canron pr	z10	$90	90	90	
Capit Div	500	31	31	31	
Cara	500	375	365	365	−20
Carl OK	3801	203	201	201	− 3
Carl OK A p	300	$16½	16½	16½	
Carma D	z1	$9¼	9¼	9¼	
Cassiar	2882	270	260	260	−20
Celanese	800	375	360	365	−15
Celan 175 p	150	$17⅛	17⅛	17⅛	
Ctl Fund A	100	$9¾	9¾	9¾	− ⅝
Cent Pat	500	76	76	76	− 4
CFCN	100	490	490	490	
Chestrvile	5500	9	9	9	− ½
Chib Kay	3000	9	9	9	
Chieftan D	500	450	435	445	+20
Chimo	3500	88	80	80	−10
Chromaco	200	135	135	135	+20
Chrysler	5070	$7⅝	7⅜	7⅜	− ¼
CHUM B	500	$5¾	5¾	5¾	
Coch W	11100	125	100	104	−21
Coles Book	250	460	460	460	+ 5
Co Met	14000	6	6	6	− 1
Cominco	1430	$22⅞	22½	22⅞	+ ⅛
Com Cap	250	146	146	146	− 4
C Holiday I	500	325	325	325	−15
CHIns A p	200	$17½	17½	17½	
Computel	750	$5	5	5	
Comtech	1000	300	300	300	
Coniagas	800	130	130	130	− 6
Conn Chm	100	350	350	350	
Con Bath	695	$24⅛	24	24	−1⅛
Con Bath p	432	$16	16	16	
Con Bath w	3500	14	14	14	
C Bath 68 w	300	$9	8¾	8¾	− ¼
Con Bldg	2500	214	206	206	− 3
Con Fardy	1000	65	65	65	− 5
C Durham	4000	60	55	55	8 6
C Marben	9400	33	32	33	
C Morisn	2300	101	100	100	− 1
Cons Prof	2000	48	48	48	− 2
C Rambler	4100	200	185	190	−15
C Rexpr	10000	16	16	16	− 1
Grey G	z50	265	265	265	
Greyhnd C	500	35	35	35	
Greyhnd	100	$12	12	12	
GSW Cl A	200	450	445	450	−15
Guar Trst	425	475	475	475	
Gulf Can	2080	$20½	19¾	20	− ½
Gulfstrem	1000	14 H to L	14	14	− ½
Hambro C	200	172	172	172	− 3
H Group	100	340	340	340	−20
Ham Tr	200	$9¾	9¾	9¾	− ¼
Ham Tr pr	300	$17	17	17	+ 2
H Crp A	20280	425	415	425	
Harris J S	3225	440	430	430	−25
HWood B	2000	63	63	63	+ 8
Hawker S	874	410	405	405	− 5
Hayes D A	200	430	425	430	+10
Highmont	500	70	70	70	− 5
Holinger A	675	$23	23	23	
Homco A	100	210	210	210	−40
Home A	3400	$16	15½	15½	− ⅛
H Bramor	200	270	270	270	
Houston O	3700	113	105	105	− 2
Hoden DH	100	$5¼	5¼	5¼	
Hud A	16350	$13⅜	12⅞	13	− ¼
Hud Bay B	z50	$13	13	13	
H Bay Co	1238	$11⅜	11	11	− ½
HB Oil Gas	575	$17⅜	17	17¼	− ¼
Huron Eri	8782	$25¾	25¼	25½	+ ½
Husky Oil	1925	$12¼	12	12	− ½
Husky E w	320	365	365	365	+ 5
Hydra Ex	8310	54	50	50	− 6
IAC	3145	$17⅞	17¾	17¾	− ⅛
Imasco A	980	$22½	22½	22½	+ ¼
Imp Oil A	8971	$21¼	20⅝	20⅝	− ⅝
Indal Can	600	$8⅝	8½	8⅝	+ ⅛
Indusmin	1600	$7¾	7⅝	7⅝	+ ⅛
Ind Adhes	500	$12	12	12	
Inland Gas	1550	$7⅞	7¾	7¾	
Intrmetco	100	375	375	375	− 5
IBM	z66	$166	161	161	
I Chemly	6631	255	238	244	−16
Int Mogul	9550	200	185	200	
I Mogul A	600	$7⅛	6½	6¾	−1⅛
Inco A	9091	$20½	20¼	20⅜	− ⅛
Int Obaska	1000	11	11	11	8 4
Int Div	1200	215	215	215	
IPipe	11870	$10¼	10	10¼	
Int Pipe w	1700	163	140	140	−20
Ipsco	230	$11⅝	11⅝	11⅝	− ¼
Inter Tech	1000	9	9	9	− 1
Inv Grp A	2330	$5¾	5⅝	5⅝	− ¼
Inv Grp 5 p	415	$13⅛	12¾	12¾	− ⅝
Iron Bay T	600	435	425	425	−20
Irwin T A	1300	180	180	180	
Iso	1600	70	68	68	− 2
IU Intl	4720	$9¼	9	9	− ⅛
Ivaco Ind	200	$10¾	10¾	10¾	
IWC Com	9900	102	100	100	− 1
Jannock	800	$5¼	5¼	5¼	+ ⅛
Jannock D	100	$5⅛	5⅛	5⅛	− ¼
Jannock B	1966	$10⅞	10¾	10¾	− ¼
Jelex	15000	12½	12	12	− ½
Jorex Ltd	3000	19	15	15	− 4
Joutel	2500	41	41	41	
Kaiser Re	2200	410	395	400	
Kaiser w	9000	170	165	170	+ 5
Kam Kotia	7700	60	53	53	− 6
Kaps Tran	1860	140	130	130	−15
Keen Ind	900	330	325	330	
Keeprite B	700	$5	485	490	−10
Kelly D A	100	440	440	440	−10
Kelsey H	200	$5½	5½	5½	
Kenting	z50	415	415	415	
Kerr A A	8100	$10⅛	9⅝	9⅝	− ⅝
K Anacon	875	16½	16½	16½	−1½
KT Mining	1000	1	1	1	
Koffler	200	275	275	275	− 5
K-Tel Intl	1200	165	160	160	−40
Labatt A	841	$13⅞	13¾	13⅞	− ⅛
Labatt A p	250	$14	14	14	
Lacnx	16000	60	58	58	− 2
Laidlaw T	2200	335	320	320	− 5
LOnt Cem	200	290	286	286	− 4
L Shore	300	410	400	400	−30

monnaies

MONTRÉAL (PC) — Voici les taux des devises tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne:

Afrique du Sud (rand)	1.4450
Allemagne (mark)	.4060
Australie (dollar)	1.308
Autriche (schilling)	.0562
Belgique (franc)	.0269
Bermudes (dollar)	1.01
Brésil (cruzeiro)	1.383
Bulgarie (lev)	1.0273
Chine (yuan)	.5250
Danemark (couronne)	.1755
Espagne (pesera)	.0177
États-Unis (dollar)	.9915
France (franc)	.2185
Hongrie (forint)	.0413
Inde (roupie)	.1270
Italie (lire)	.001530
Japon (yen)	.003340
Mexique (peso)	.0805
Norvège, (couronne)	.1880
Pays-Bas (florin)	.3950
Pologne (zloty)	.0494
Portugal (escudo)	.0410
Roumanie (leu)	.2014
Royaume-Uni (livre-ster.)	2.3200
Suède (couronne)	.2360
Suisse (franc)b	.3785
Tchécoslovaquie (couronne)	.1900
Union soviétique (rouble)	1.3026
Vénézuéla (bolivar)	.2311
Yougoslavie (dinar)	.0591

new-york

Nouvelle chûte

NEW YORK (AFP-AP) — Nouvelle chute des cours hier à Wall Street, où l'indice des industrielles, en baisse de plus de six points à la culture, a terminé la journée en-dessous de la barre des 600 points, comme il l'avait déjà fait au début d'octobre.

L'activité, toujours modérée, s'est cependant quelque peu accrue par rapport à la veille. Plusieurs facteurs-accentuation de la récession économique, incertitude sur la ratification par les mineurs d'un nouveau contrat de travail et redressement des taux d'intérêt à court terme ont à nouveau contribué à déprimer le marché.

L'indice Dow Jones recule de 6.41 et tombe à 596.61, son plus bas niveau depuis le 4 octobre, jour où il étaît tombé à 584.56.

Le virement se situe à 13.62 millions d'actions.

Au comportement des valeurs, on note 287 gains, 1087 pertes et 426 valeurs stables.

Ventes	Haut	Bas	Ferm	Chang
Addrsso	179	3⅞	3½	3½	− ⅜
Alcan Al	4 158	20	19¾	19¾	− ½
Alleg Cp	2 14	7⅛	7	7	.....
Allis Ch	4 91	7¼	6⅞	6⅞	− ⅜
Alcoa	6 379	30¾	29¾	29⅞	−1⅛
Ambac	4 11	6¾	6½	6½	− ¼
Am Hes	2 183	15¼	14⅜	14½	− ⅝
Am Airl	12 473	6¼	5⅞	5⅞	− ⅛
A Brnd	6 65	30⅞	30½	30¾	− ⅛
Am Can	5 75	25⅞	25½	25⅝	.....
A Cyan	7 352	21¼	20¾	21	− ½
A Home	24 664	34⅜	33½	33½	−1⅛
Am Mot	4 383	3⅞	3¾	3¾	− ⅛
ASmlt R	3 334	15¾	15	15	− ⅝
Am Stand	3 89	8⅛	8	8⅛	.....
Am TT	8 1603	42⅛	41¾	41⅞	− ⅜
Ampx Cp	3 34	3	2⅞	2⅞	.....
Anacon	3 93	15⅛	14¾	14¾	− ⅛
Armco St	4 131	21⅞	21	21	− ¾
Armst Ck	8 89	19	18½	18½	−1
ASA Ltd	768	73	66⅜	67⅛	−5⅝
Atl Rich	11 326	90¼	88¾	89½	−1
Avco Cp	7 30	2¾	2⅝	2⅝	− ⅛
Avnet Inc	2 86	4⅝	4½	4½	− ⅛
Avon Pd	14 449	30	29½	29⅜	− ⅛
Babck W	5 66	13⅛	12⅝	12⅞	+ ⅜
Bath Ind	3 422	5	4¾	4¾	− ⅜
Beckmn	9 6	20	19¾	19¾	− ¼
Beech A	4 23	7½	7¼	7¼	− ⅜
Bel How	3 54	10⅛	10	10	− ⅛
Benfl Cp	5 47	15½	14⅞	14⅞	− ⅝
Beth Stl	4 214	25¾	25⅛	25⅝	+ ⅛
Boeing	6 383	17⅞	17⅜	17⅝	− ⅞
Boise Cas	3 203	10⅞	10½	10⅝	− ⅛
Borden	7 88	19¼	18⅝	18⅞	.....
Borg War	4 102	13⅛	12¾	12⅞	− ½
Bos Ed	6 81	14⅝	14⅜	14⅜	− ⅛
Brist My	13 294	46¼	44⅞	44⅞	−2¼
Brunswk	4 335	9½	8¾	9	− ⅝
Bucy Er	15 96	33⅝	33	33⅝	− ⅜
Burl Ind	4 131	15	14½	15	.....
Burrghs	23 261	77⅞	76	76	−2½
Callah M	8 87	9¼	8½	8½	− ⅝
Cmp RL	17 666	32¾	28⅝	28⅞	−4
Camp Sp	10 71	27	26	26	− ⅞
Cdn Pac	5 153	13⅜	13	13⅜	− ⅛
CringOk	2	17⅛	17⅛	17⅛	− ⅛
Cater Tr	13 205	50	49	49	−1¼
CBS	8 309	31	30¼	30¼	− ¾
Celanese	4 315	25⅜	25	25¼	− ¼
Cenco Inc	21 53	4	3¾	3¾	− ¼
Chessi	5 36	52⅛	51	51	−1⅜
ChrsCrft	80	13¼	15⅜	15⅜	− ⅛
Chrysir	4 637	7¾	7½	7½	− ¼
CIT Fin	8 72	32	31½	31½	− ½
Cities Sv	6 149	43¾	42⅞	43½	− ½
Clark Eq	4 189	20¼	19½	19½	− ¾
Clark Oil	2 29	8⅞	8½	8½	+ ⅛
Clorox Co	8 103	7¾	7	7¼	+ ¼
Coca Col	13 315	51	49⅛	50½	− ½
Comi Sol	7 2	33⅛	33⅛	33⅛	− ¼
Comsat	7 62	29¼	28½	28¾	− ⅛
Con Edis	3 498	6¾	6½	6½	− ⅜
Cont Can	6 94	23½	23⅛	23¼	− ⅜
Cont Cp	7 132	31¼	30⅝	31	− ⅜
Cont Dat	5 283	11½	11	11⅛	− ⅝
Copp Rng	2 27	21½	21	21½	.....
Copw Cp	3 7	21¼	21⅛	21⅛	− ¼
CPC Int	9 93	32	31⅛	31¼	− ⅞
Crane Co	3 77	30½	29¾	30⅛	− ⅝
Crw Zell	5 134	22¾	21⅞	22¾	+ ⅜
Curtis Wr	6 38	6⅞	6⅝	6¾	.....
Dart Ind	4 79	13⅜	12⅝	13⅜	+ ⅝
Deere Co	7 377	38⅜	37½	37½	−1¾
Denn Mf	3 22	11⅝	11¼	11¼	− ½
Dexter C	5 10	9⅛	9	9⅛	− ¼
Digital Eq	14 249	55¾	54½	55⅛	− ⅝
Disney W	13 315	22	21	21⅝	.....
Dr Peppr	14 312	7¾	7	7⅜	.....
Dome M	12 462	48	44	45¾	−3⅛
Dow Ch	10 890	54⅞	53⅜	54	.....
duPont	8 497	88¼	87	87¼	−1⅜
Eas Kod	17 509	62½	61¼	61¾	− ¼
Eaton	4 78	21½	20⅛	20¼	−1⅜
EIP NG	4 75	10⅝	10¼	10⅜	.....
Eltra Cp	5 12

l'économie

Textes de
Jean Chartier

Québec 1970-1974: une performance médiocre qui paraissait bien

1975: la reprise des investissements au Canada remettra les choses à leur place

Confronté aux allégations du ministre Guy Saint-Pierre, à l'effet que la proportion des investissements canadiens dévolus au Québec s'est haussé progressivement depuis l'accession au pouvoir du gouvernement Bourassa, le président du Conseil économique du Canada, M. André Raynauld, a déclaré hier que ce phénomène tient au fait que les investissements canadiens se sont maintenus à un bas niveau depuis 1970, ce qui se modifiera selon lui dès 1975 et ce, pour une période s'étendant au moins jusqu'à 1980.

M. Raynauld a comparé la situation les quatre dernières années avec celle des quatre années précédentes. De 1966 à 1970, alors que le Canada traversait une période d'investissements massifs, le Québec prenait du retard, a-t-il dit. C'est typique de toutes les phases cycliques que l'on connaît au Canada.

Depuis 1970, étant donné que le Canada traverse une période de ralentissement du côté des investissements, le Québec reprend du poil de la bête comparativement. Mais il ne faut pas se leurrer. Cela ne saurait durer. Ce comportement tient à la structure industrielle que connaît le Québec. L'industrie alimentaire ne ralentit pas ses investissements aussi facilement que peut le faire une industrie de biens durables. C'est pourquoi, lorsque les producteurs de réfrigérateurs et de produits électriques agrandissent leurs installations ou les modernisent, la hausse des investissements est beaucoup plus rapide. Le Québec, pourrait-on dire, reprend alors sont trou.

Évidemment, enchaîne le président de l'organisme officiel d'analyse économique prévisionnelle pour le Canada, l'on ne saurait se faire une idée définitive sur les investissements. Mais, à court terme, il apparaît que les intentions d'investissements pour 1975 se situent déjà à un niveau 30 pour cent plus élevé que ce n'était le cas en 1974. Évidemment, ajoute-t-il, les financiers ont toujours le loisir de réviser leurs points de vue. Cela est survenu récemment dans le pétrole.

Mais de toute façon, enchaîne-t-il, les investissements massifs ne sont pas prévus seulement dans le secteur énergétique. L'industrie du transport, comme l'ont souligné plusieurs industriels lors de la Conférence économique canadienne, ne saurait suffire à la demande au cours des prochaines années si l'on s'en tient aux équipements actuels. M. Raynauld a même émis l'avis lors de son discours inaugural que le Canada ne pourrait éviter au cours des prochaines années une recrudescence des investissements étrangers.

Les investissements effectués au Québec au cours de la décennie 50 représentaient approximativement 27 pour cent des investissements canadiens. Au cours des années 60, ce pourcentage avait diminué. Il n'y a pas de raison, estime M. Raynauld, pour que le "pattern" soit maintenant différent. Il y a des phénomènes qui reviennent de façon cyclique au Québec et il faut bien les comprendre. La seule exception demeure le secteur financier.

Au fond, conclut M. Raynauld, même si le Canada entrera tout probablement en récession au cours de l'hiver, les intentions d'investir demeurent très bonnes pour 1975 et c'est pour cette raison que le gouvernement fédéral n'a pas présenté d'incitations plus fermes à l'investissement dans son dernier budget.

Interrogé sur les annonces récentes de blocage d'investissements dans le secteur pétrolier, le président du Conseil économique du Canada rappelle la position de son organisme.



M. André Raynauld, président du Conseil économique du Canada

Un regroupement hétéroclite dont le Québec est absent

La conférence économique canadienne, c'est d'abord et avant tout l'affaire des industriels et des hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral. Le président du Conseil du patronat du Québec, M. Charles Perreault, n'en croit pas moins que les discussions s'orientent dans de multiples directions et qu'il est impossible d'obtenir un consensus dans de telles conditions.

L'an dernier, la première conférence économique canadienne devait porter sur 17 thèmes et les présidents de compagnie invités de même que les dirigeants d'organisme s'étaient regroupés comme des "lobbystes" de l'avis de plusieurs. Les organisateurs voulaient favoriser cette année, les confrontations mais celles-ci n'ont guère mené à des travaux concluants.

Plusieurs ont relevé la faible représentation syndicale dans une telle conférence et d'autres ont remarqué que les industriels et les universitaires étaient sur des longueurs d'onde inévitablement différentes.

Maints observateurs ont déploré la faible participation québécoise aux débats. Les délégués du gouvernement du Québec se sont fait particulièrement rares. Un observateur a fait ressortir que les délégués sur l'énergie venaient tous de l'Ouest et du monde des affaires à l'exception de M. Boyd de l'Hydro-Québec. Personne n'a défendu une éventuelle politique québécoise du pétrole. Dans ces conditions, dit-on, il n'est pas étonnant que le Conseil économique du Canada recommande l'instauration à moyen terme d'un seul prix du pétrole pour tout le Canada.

Interrogé sur l'utilité d'un tel congrès, le vice-président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, M. Pierre Saint-Martin mentionne d'abord qu'il faisait partie de l'atelier sur les pénuries de matériaux. "Nous avons parlé un peu, dit-il, des pénuries de grains et de la trop grande abondance de viande en provenance de l'Ouest mais les conclusions sur le problème du transport n'ont pas vraiment été définitives. M. Saint-Martin était le seul cultivateur québécois à cette conférence. On comptait quelques représentants des milieux agricoles de l'Alberta mais les discussions n'ont pas été concluantes pour eux non-plus.

L'on se rend compte de l'ambiguïté d'une telle conférence, ou consultation para-gouvernementale pourrait-on dire, lorsque l'on voit le président de l'Alberta Gas Trunk présider le comité sur l'énergie et faire pression pour que le Conseil économique du Canada endosse le point de vue des industriels sur une éventuelle politique énergétique.

Pour sa part, le président de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Montréal, M. Rodrigue Tremblay, a présenté une communication aux congressistes sur la productivité industrielle canadienne qu'il a comparé avec la situation prévalant aux États-Unis. M. Tremblay a notamment signalé que l'écart du niveau de vie entre les Américains, de 1951 à 1973 s'était progressivement estompé de 30 pour cent à 15 pour cent. Il se sert de cet indicateur comme d'un signe du fait que la productivité industrielle s'est améliorée de ce côté des frontières. M. Tremblay n'en reconnaît pas moins que les différences de salaires demeurent très vives entre Chicago et Montréal. Il juge cependant que l'on aurait intérêt à comparer la productivité d'un État américain avec celle du Québec plutôt que de se servir de la seule ville de Montréal. L'écart entre la productivité industrielle canadienne et américaine se manifeste au premier chef au Québec et c'est ici qu'elle doit d'abord augmenter.

La grande bataille viendra de l'Ouest

Les travailleurs ne gagneront pas en 1975 la lutte pour l'indexation

Le président du Congrès du travail du Canada, M. Joe Morris, a déclaré hier que l'on peut s'attendre à des négociations très dures au cours de l'année qui vient mais il ne croit pas que les travailleurs canadiens puissent obtenir, comme cela est arrivé dans certains pays d'Europe, une charte qui leur accorderait à tous une indexation de l'ordre de 10 pour cent afin de compenser les wffets de l'inflation.

M. Morris s'attend à ce que les luttes les plus dures se livrent dans l'Ouest pour l'obtention de nouveaux contrats de travail. Dans les industries forestieres particulièrement, les conventions collectivesvriers

Evidemment, dans l'industrie lourde, les luttes se feront aussi très vives. C'est là que les travailleurs sont les mieux organisées. Il mentionne particulièrement les travailleurs de l'acier et de l'automobile de l'Ontario.

Lorsqu'on lui demande si les problème syndicaux que l'on connaîtancières a vigueur des revendications des travailleurs québécois et celle des autres travailleurs canadiens, M. Morris répond qu'il ne croit pas que des différences importantes de comportement seront visibles sur le front canadien.

Pas de répit

Récemment, le président de Conference Board, M. Arthur Smith, déclarait qu'en 1975, l'inflation allait persister mais que les sources d'inflation se modifieraient. Ce ne sont plus tellement les producteurs de matières premières qui vont enregistrer des gains, selon lui. Ceux-ci vont plutôt reculer. Cependant, les manufacturiers de produits finis entretiendront la poussée inflationniste et il est certain que les travailleurs vont se faire tranchants dans leurs revendications.

Dimanche soir, le président du Conseil économique du Canada, M. André Raynauld, jetait à nouveau de l'huile sur le feu en déclarant que l'inflation se raviverait en 1976 parce que les investissements vont être houssés massivement au Canada, ce qui contribuera à entretenir le coût de l'argent cher.

En conséquence, les travailleurs canadiens disposent de raisons supplémentaires pour tenir ferme leur bout du bâton. M. Morris ajoute finalement que les profits exhorbitants que les compagnies ont enregistré l'an dernier et cette année ne laisseront pas le choix aux compagnies. Aux États-Unis, la lutte est déjà engagée. Les 120,000 mineurs du charbon ont ouverts la voie et il est certain qu'ils seront imités au cours de 1976 par de nombreuses unions dont les contrats viendront à expiration.

La mise à pied

Le seul leader syndical québécois présent à la Conférence économique canadienne, M. Paul-Émile Dalpé, mentionne quant à lui que bon nombre des travailleurs affiliés à sa centrale ont obtenu l'indexation de leurs salaires au cours de la présente année.

M. Dalpé voit plutôt des difficultés du côté des ée. Des quelque 8000 ouvriers qui sont affiliés à la Fédération des travailleurs du textile de la Centrale des syndicats démocratiques, dit-il, 2,000 ont été mis à pied récemment.

Lorsqu'on lui souligne que la situation était pourtant très bonne en 1973 pour la Dominion Textile du côté des profits, M. Dalpé répond que la situation semble avoir bien changé puisque les commandes se font rares depuis quelque temps. Cela est vrai tout autant pour les usines de la Dominion Textiles à Sherbrooke, Magog et Drummondville que pour celles de la Consolidated Textiles à Saint-Hyacinthe, ou Grand-Mère et les manufacturiers de Victoriaville.

bref économie

Les trappistes d'Oka vendent leur fromagerie

MONTRÉAL (PC) — Un groupe d'hommes d'affaires de Montréal, ayant à sa tête MM. Roger Lachapelle et J.-Claude Hébert, s'est porté acquéreur de la célèbre fromagerie des pères Trappistes, à Oka, en date du 1er décembre 1974.

MM. Lachapelle et Hébert ont précisé que la transaction conclue avec la direction de l'abbaye Cistercienne Notre-Dame du Lac comportait non seulement l'acquisition du terrain, des bâtiments, de l'équipement, de la marque de commerce et du savoir-faire de la fromagerie, mais surtout une disposition prévoyant que la fabrication du fromage continuera à être effectuée sous l'étroite surveillance des Trappistes.

La fabrication du fromage à la Trappe d'Oka remonte à l'année 1893. La texture, la saveur distinctive et la constance de qualité en ont fait l'un des fromages canadiens les plus connus et appréciés parmi les dégustateurs internationaux.

Hausse de tarifs des télécommunications CN-CP

OTTAWA (PC) — La Commission canadienne des Transports a approuvé la semaine dernière une hausse de 11 pour cent des tarifs de télécommunications du CN-CP, pour les messages télégraphiques publics.

La Commission a toutefois rejeté une demande pour une hausse additionnelle de neuf pour cent. L'augmentation approuvée est la première depuis octobre 1971.

La Commission a aussi approuvé diverses hausses sur les échanges de services, les services aux radiodiffuseurs, les télex, les services par câble privé et les services de presse pour la transmission des messages d'intérêt public.

Ainsi, un télégramme de 15 mots entre Montréal et Vancouver coûtera maintenant $3.35 au lieu de $3. Les services aux radiodiffuseurs seront augmentés de 10 pour cent, tandis que le service de presse sera facturé au tiers du trarif public, plutôt qu'au sixième.

En ce qui concerne les tarifs pour les services de presse, la Commission a affirmé que les tarifs ne devaient plus être aussi réduits, surtout que les services d'information pouvaient maintenant utiliser d'autres par télex ou services privés.

Le Japon aussi est entré en récession cette année

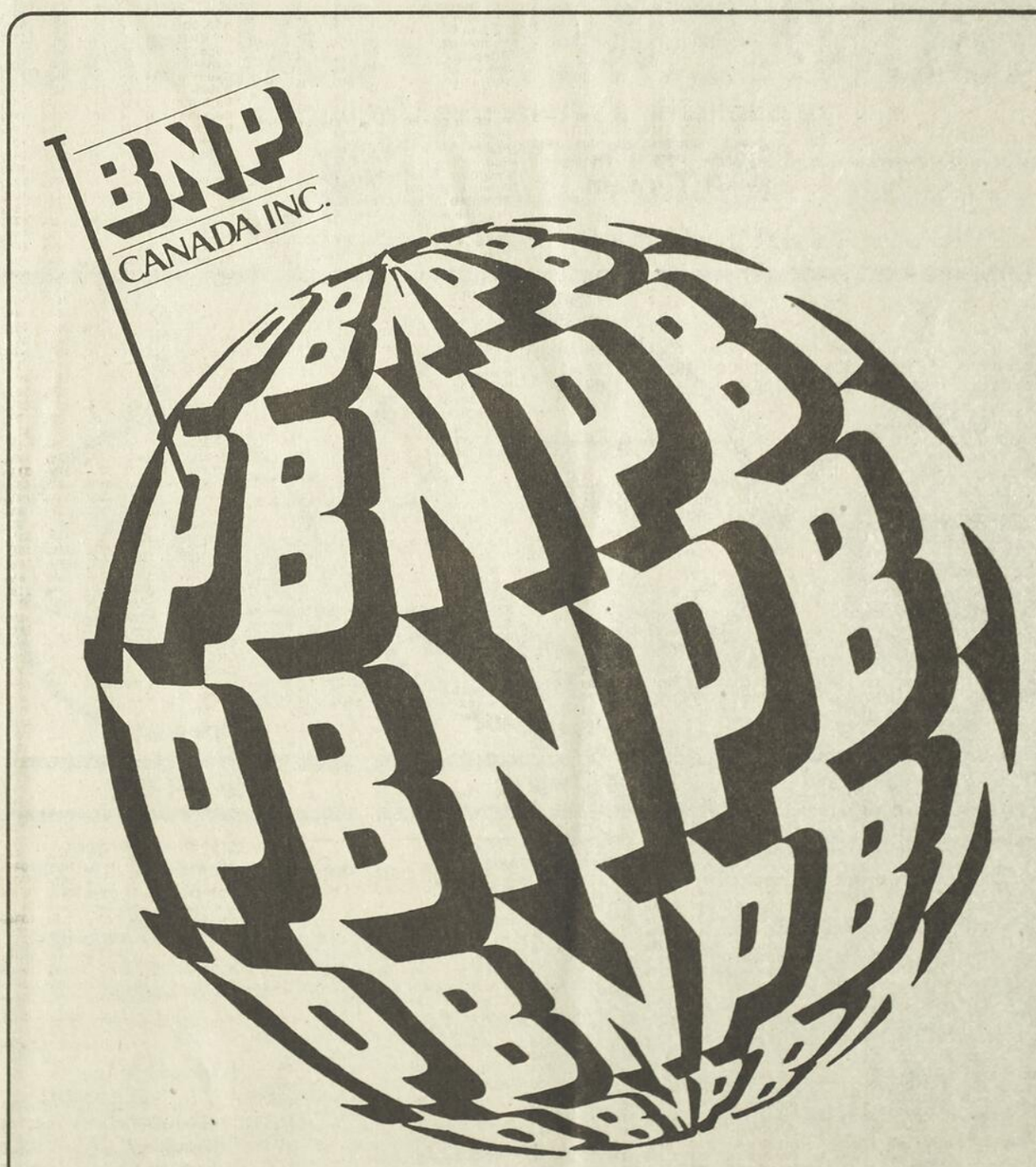
TOKYO (Reuter) — L'économie japonaise risque de connaître un taux de récession de 2.7 pour cent au cours de l'année budgétaire se terminant en mars prochain si la tendance actuelle se poursuit, a annoncé, mardi, l'agence de planification économique.

L'agence précise qu'au cours du troisième trimestre de cette année, le produit national brut a connu, en termes réels, une contraction de 0.2 pour cent.

Le gisement découvert au Brésil produirait 800,000 barils/jour

(AFP) — Le gisement pétrolifère découvert la semaine dernière à 80 km au large des côtes de l'état de Rio de Janeiro au Brésil pourrait produire plus de 800,000 barils par jour, soit autant que l'actuelle consommation en pétrole du pays, annonce-t-on de source proche de la présidence à Brasilia.

Le Brésil ne produit actuellement que 200,000 barils par jour, la majorité provenant des gisements du nord-est du pays, et sa consommation qui atteint quelque 800,000 barils augmente de 10% par an en moyenne. 80% du pétrole importé provient du Moyen-Orient.



SFCI change de nom

Etablie au Canada depuis 1961, la S.F.C.I. Ltée,
Société Financière pour le Commerce et l'Industrie,
est maintenant désignée sous le nom de

BNP CANADA INC.

Montréal·Québec·Toronto
du groupe de la Banque Nationale de Paris

la radio fm

Geneviève Bujold ne veut plus vivre que dans son élément



La vedette canadienne de renommée internationale Geneviève Bujold était bien connue pour ses exigences et son intransigeance. Que ce soit dans *Kamouraska* ou dans les films antérieurs qu'elle a tournés, toujours la comédienne a accepté d'y jouer grâce à l'excellence des scénarios et à l'importance des rôles qu'on lui a confiés. Dut-elle ne tourner que de rares fois, tout devait être sacrifié à la haute idée qu'elle se faisait de sa carrière.

Aujourd'hui Geneviève Bujold condamne sévèrement cette attitude qu'elle trouve trop rigide, pas assez ouverte, peut-être un peu prétentieuse. Depuis *Earthquake* — le film américain qu'elle vient de tourner — sa vie aborde un tournant décisif. Comédienne avant tout et jusqu'au bout des ongles, Geneviève Bujold ne veut plus que vivre dans son élément et elle acceptera tout film, toute pièce de théâtre, tout rôle qui lui plairont vraiment.

Interrogée à Sorrente — lors des Rencontres internationales du cinéma — par Gilles Sainte-Marie pour l'émission L'ART AUJOURD'HUI, de Radio-Canada, la grande actrice nous révèle qu'elle vit actuellement à Malibu en Californie où elle peut enfin satisfaire à satiété son appétit de sable, de mer et de soleil. Elle explique à l'interviewer de quelle façon s'est opérée cette transformation totale de sa personnalité de même que l'idée qu'elle se fait de sa carrière.

C'est après la mort de sa mère, survenue il y a quelques mois, que Geneviève Bujold s'est enfin rendu compte qu'elle n'était pas entièrement elle-même et qu'enfermée en une sorte de carcan elle n'avait pas su découvrir que l'essentiel est de vivre avec intensité. Elle prétend désormais faire tout ce qui lui plaît vraiment quand la tentation lui en vient. Elle s'est émancipée enfin du sentiment d'autorité, de surveillance, de sujétion...

L'idée que Geneviève Bujold se fait maintenant du cinéma: une sorte de fête amorcée par une équipe et continuée ensuite par les spectateurs qui, au fond, désirent beaucoup plus voir la vie que la mort.

Geneviève Bujold ne renonce pas au choix et à la qualité; mais elle en a élargi les critères. Plus elle saura vivre en femme complètement épanouie, plus profondes, dit-elle, seront ses interprétations de comédienne.

Ce compte-rendu forcément schématique ne donne qu'un faible aperçu des nombreuses révélations que Geneviève Bujold a faites sur elle-même. Les auditeurs désireux d'en savoir plus ne manqueront donc pas d'écouter L'ART AUJOURD'HUI au réseau FM de Radio-Canada mardi prochain à 20 heures.

vie et culture

Pour fêter le centenaire de la paroisse

Concert Vivaldi-Mozart à l'Eglise St-Jean Baptiste

Cette année marque le centenaire de fondation de la paroisse St-Jean-Baptiste de Montréal. Le concert Mozart-Vivaldi que présentera le Choeur Laval samedi le 7 décembre coincidera avec l'ouverture des fêtes du centenaire de cette paroisse. Le nom des Lefebvre a été associé à la paroisse St-Jean-Baptiste durant plus d'un demi-siècle puisque Germain Lefebvre fut le Maître de Chapelle de cette paroisse durant 21 ans, soit de 1946 à 1967, après avoir succédé à son père qui, lui, l'avait été de 1915 à 1946, soit durant 31 ans.

Germain Lefebvre est né à Montréal d'une famille de musiciens. Dès l'âge de 5 ans il commence des études de piano et de chant. Il mena de pair ses études classiques et ses études musicales et durant trois ans eut comme professeur de chant Salvador Issaurel. Lorsqu'il remplaca son père comme maître de chapelle à la paroisse St-Jean-Baptiste en 1946, il devint le plus jeune directeur de chorale. Il chante aussi comme soliste et choriste sur la scène, à la radio et à la télévision. Il a pris des cours d'interprétation de langue allemande et aussi sur l'art de diriger un groupe choral.

En septembre 1968 il fonde le Choeur Laval, choeur qui groupe plus de 100 voix mixtes et qui s'est acquis une réputation des plus enviables par ses nombreux concerts dans les hôpitaux, les églises, à la télévision, à Terre des Hommes et à la Place des Arts de Montréal.

Germain Lefebvre dirigera le Choeur Laval lors du concert Mozart-Vivaldi samedi le 7 décembre à 20 heures 30 à l'église St-Jean-Baptiste.

Le choeur chantera le "Gloria" d'Antonio Vivaldi et la "Messe du couronnement" de Mozart.

Il sera accompagné d'un orchestre et de quatre solistes de réputation internationale: Bernice Robichaud, soprano, Marcelle Monette-Dumontet, mezzo-soprano, Robert Peters, ténor et Roland Gosselin, basse. Marcelle Gratton sera à l'orgue.

Courrier du cinéma

Petites nouvelles d'ailleurs pour vous changer les idées

Emmanuelle saisie

ROME (Reuter) — Sur ordre d'un magistrat de Naples, toutes les copies du film français "Emmanuelle", qui relate en détails les aventures érotiques d'une Européenne en Thailande, ont été confisquées en Italie, trois jours après sa présentation sur les écrans italiens. À Rome 50,000 spectateurs ont pu voir le film avant qu'il ne soit interdit mais beaucoup avaient été déçus par l'absence de nombreuses scènes coupées par la censure. Même la version expurgée du film retraçant les aventures sexuelles d'une jeune femme de diplomate français à Bangkok n'a pu trouver grâce devant le juge de Naples. Parmi les personnes qui ne pourront voir le film figure l'auteur du livre dont est tiré le film, Emmanuelle Arsan, femme d'un fonctionnaire français de l'UNESCO qui vit à Rome. L'Italie s'était déjà illustrée par une série de procès intentés pour "immoralité" au film "Le dernier tango à Paris".

Tass critique Ingrid

MOSCOU (AFP) — L'Agence Tass a violemment critiqué mercredi l'actrice suédoise Ingrid Bergman pour avoir participer à Londres à une campagne pour la libération d'une trentaine de Juifs soviétiques actuellement emprisonnés. "Bien des personnes, à commencer par des pairs et des généraux britanniques, et pour finir par Ingrid Bergman vieillie, se sont vu confier des rôles dans ce spectacle anti-soviétique, monté par les sionistes", écrit l'Agence Tass. L'agence soviétique, qui insiste sur le concours offert aux "Sionistes" par des "comédiennes vieillies, friandes de publicité", fait valoir qu'il est de "notoriété publique" que l'URSS "n'empêche pas le départ pour Israël de personnes de nationalité juive pour des raisons familiales, religieuses ou d'une autre sorte". Toutefois, ajoute l'agence, les problèmes ayant trait au départ de l'Union Soviétique est une affaire intérieure de l'URSS réglée par les lois soviétiques".

Les premières prises de vues américano-soviétiques

Les prises de vues de "L'Oiseau bleu", film d'après le conte de Maurice Maeterlinck et première production cinématographique américano-soviétique, débuteront le 26 décembre prochain à Leningrad, a annoncé à Berlin-Ouest M. David Raphael, président de la 20th Century Fox." La mise en scène sera assurée par George Cukor (My Fair Lady); Elizabeth Taylor, Jane Fonda et Shirley MacLaine figurent déjà parmi les acteurs américains choisis.

Horaires Télévision

2 CBFT (R-C), Montréal
4 CFCM (TVA), Québec
(4) CBOT (CBC), Ottawa
5 CKMI, Québec
6 CBMT (CBC), Montréal
(6) CJPM (TVA), Chicoutimi
7 CHLT (TVA) Sherbrooke
8 CJSS (CTV), Cornwall
9 CBOFT (R-C) Hull
(9) CKSH (R-C), Sherbrooke
9C Câble TV, Montréal
9NC National Cablevision, Montréal
10 CFTM (TVA), Montréal
11 CBVT (R-C), Québec
(11) TCQ (câble), Québec
12 CFCF (CTV), Montréal
(12) CKRS, Jonquière
13 CKTM, Trois-Rivières
(13) CJOH (CTV), Ottawa
(30) CFVO, Hull

matinée

9.00
4 au bout du fil
(4) The friendly giant (Enfant)
6 Quebec school telecasts
(6) Les bouts d'chou (Enfant)
8 12 (13) Kareen's yoga

9.15
2 9 (9) 11 (12) 13 Les oraliens (Education)
(4) Ontario school telecasts
7 Filmatin: "Agent secret 003", It. 1965. Film d'espionnage.
10 36-24-36 (Culture physique)
(30) Ciné-matin: "L'échange" (Foreign Exchange) E.-U. 1970. Film d'espionnage.

9.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Les 100 tours de centour (Education)
5 Quebec school telecasts
(6) Ciné-matin: "Toute change autour de moi", Fr. 1954. Comédie musicale.
8 (13) Pay cards (Jeu)
10 Pour vous mesdames
12 The community (Information)

9.45
2 9 (9) 11 (12) 13 En mouvement

10.00
2 9 (9) 11 (12) 13 You-hou (Enfant)
8 (13) It's your move (Jeu)
12 Pay cards (Jeu)

10.15
2 9 (9) 11 (12) 13 Les contes de la rive (Enfant)

10.30
2 (9) 11 (12) Personnalité féminine
4 Pour vous mesdames
(4) 5 6 Mr. Dressup (Enfant)
8 (13) Quest (Religion)
9 Cours scolaires de l'Ontario
12 McGowan & Co.
13 Rue principale

10.45
(30) La santé à l'horizon

11.00
2 (9) 11 (12) 13 Les recettes de Juliette
(4) 5 6 Sesame street
(6) Jinny (Comédie)
7 10 (30) Personnalités (Jeu)
12 Definition (Jeu)

11.10
8 (13) The A.M. show

11.30
2 11 Les enquêteurs associés
4 Leçons de beauté (Conseils)
(6) Dessins animés
7 10 La famille stone (Comédie)
9 Les recettes de Juliette
(9) 13 Rue principale
12 The art of cooking
(30) Le saint (Suspense)

11.45
4 Dessins animés
(6) A votre service

11.50
4 Les informations

11.55
8 (13) News

après-midi

12.00
2 9 11 D'Iberville (Aventure)
4 De tout de tous
(4) 5 6 Elwood glover's luncheon date (Interview)
7 Informa 7
8 (13) Flintstones & friends
10 Les p'tits bonshommes
12 The flintstones

12.15
(6) Nouvelles du midi
7 Dessins animés

12.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Les coqueluches (Variétés)
(6) Rond-point
7 10 (30) Les tannants
12 Matinee with George Balcan: "Maroc 7", G.-B. 1967. Drame policier.

1.00
4 La fête (Variétés)
(4) Four for the road
5 Robin hood (Aventure)
6 Dr. Kildare (Drame)
8 (13) Definition (Jeu)

1.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Le téléjournal
(4) Coronation street
5 Peter Gunn (Policier)
(6) (30) Pour vous mesdames
7 Le justicier (Western)
8 (13) The bold ones (Drame)
10 Au jour le jour

1.35
2 9 (9) 11 (12) 13 Femme d'aujourd'hui

2.00
4 Cinéma: "Pouic-pouic", Fr. 1963. Comédie.
(4) 5 6 Love american style (Comédie)

2.30
2 9 (9) 11 Cinéma: "Yalta ou le partage du monde", Fr. Documentaire.
(4) 5 6 The edge of night (Téléroman)
7 Ciné-mercredi: "L'extravagante mission", Fr. 1945. Comédie.
8 12 (13) Somerset (Téléroman)
10 Ciné-mercredi: "Les téméraires" (The Raiders) E.-U. 1963. Western.
(12) Ne coupez pas
13 Conseil express

3.00
(4) 5 6 Juliette & friends
8 12 (13) Another world
(6) Personnalités (Jeu)
13 Personnalité féminine
(30) Les joyeux naufragés

3.30
4 Patofville (Enfant)
(4) 5 6 Take 30 (Actualité)
(6) Adèle (Comédie)
8 12 (13) What's the good word? (Jeu)
(12) A communiquer
13 D'Iberville (Aventure)
(30) Le cirque (Enfant)

4.00
2 9 (9) 11 (12) 13 Bobino (Enfant)
4 Au sous-sol d'André
(4) 5 6 Family court
(6) 7 10 (30) Patofville (Enfant)
8 12 (13) He knows she knows (Jeu)
9NC Sesame street

4.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Picotine (Enfant)
(4) 5 6 Dr. Zonk and the Zunkins (Enfant)
(6) La soeur volante (Comédie)
7 Cineapero: "Pour quelques dollars de plus" (2e partie).
8 (13) The Lucy show (Comédie)
10 Jinny (Comédie)
12 The Flintstones
(30) Ciné 4h30: "Plus de vacances pour le bon Dieu", Fr. 1950. Etude de moeurs.

5.00
2 9 11 Le monde merveilleux de Disney
4 Le Père Noel
(4) 5 6 Film fun
(6) Les tannants (Variétés)
8 (13) Mannix (Policier)
(9) 13 Cinéma de 5 heures: "Les fous du roi", E.-U. 1949. Drame social de R. Rossen avec Broderick Crawford, Mercedès McCambridge et John Ireland.
9NC Couple service
10 Le fugitif (Drame)
12 Truth or consequences (Jeu)
(12) Cinéma pour rire: "Têtes de pioche", (Brokiheads) E.-U. 1938.

5.15
4Dessins animés

5.30
4 Jinny (Comédie)
(4) 5 6 The partridge family (Comédie)
9NC Secourisme au foyer
12 It's your move (Jeu)

5.55
4 Votre foyer madame

soirée

6.00
2 Le comportement animal (Documentaire)
4 7 10 (30) Parle parle, jase jase...
(4) Generation
5 6 The city at six
(6) Studio Six (Interview)
8 (13) Newsline
9 Tout à l'heure
9NC On s'amuse a dessiner
11 Sport detente
12 Pulse (Information)

6.30
2 11 Actualités 24
(4) This day (Information)
5 Around the city with Bob
(6) Parle parle, jase jase...
9NC Un plus un égale trois
(11) Le philatelie
(12) Information première

6.40
(12) Actualités nationales

7.00
4 Aujourd'hui le 4 décembre (Information)
5 6 Bon appétit! (Cuisine)
7 Le théâtre des étoiles
8 (13) Country way
9 Le téléjournal
(9) Le 9 vous informe
9NC (13) Q (11) S 3 (2) Radio-Québec; Sans point ni couture.
10 Le 10 vous informe
(11) Pour faire changement.
12 That's my mama
(12) Les célébrités de la lutte
13 Le 13 vous informe
(30) Le quotidien (Information)

7.15
9NC (13) Q (11) S 3 (2) Radio-Québec

7.30
2 9 (9) 11: Consommateurs avertis
4 (6) 7 10 (30) Le ranch a Willie (Musique Western)
(4) 5 6 Keith Hampshire's music machine (Variétés)
8 (13) Banjo parlor (Variétés)
9NC (13) Q (11) S 3 (2) Radio-Québec
22 To tell the truth (Panel)

8.00
2 8 9 (9) 11 12 (12) 13 (13): Ligue nationale. Du Forum de Montréal, les Bruins de Boston vs les Canadiens.
4:Les Grandes Productions: "Un de nos espions a disparu", E.-U. 1966. Film d'espionnage.
(6) Les grandes productions: "Batman", E.-U. 1966. Aventures.
7 Les grandes productions: "Guet-apens à Therena", All. 1966. Drame policier.
9NC (13) Q (11) S 3 (2) Radio-Québec
10 Les grandes productions: "Tueurs au karate", E.-U. 1966. Film d'espionnage.
(30) Les grandes productions: "Le dossier Anderson", (The Anderson Tapes) E.-U. 1971. Drame policier.

8.30
(4) 5 6 Musicamera
9NC (13) Q (11) S 3 (2) Radio-Québec

9.00
9NC (13) Q (11) S 3 (2) Radio-Québec

9.30
(4) 5 6 A third testament

10.00
24 Monsieur country, Claude Patry (Variétés)
9NC Le plateau Mont-Royal

CE SOIR:

Lise reçoit à 23h: John Littleton, Danièle Ouimet, Ludmilla Tchérina.

Jeannette Bertrand et Jean Lajeunesse reçoivent à 18h: Claude Péloquin qui nous parlera de sa galerie d'art, Jean Morin et Claude Lavergne nous parleront d'Haïti. M. Devillard et Francine Gosselin.

10.30
2 9 (9) 11 (12) 13 Le téléjournal
4 (6) 7 10 (30) Les nouvelles TVA
(4) 5 6 First person singular
8 (13) Task force
9NC A l'écoute des astres
12 As it is (Affaires publiques)

10.45
2 9 (9) 11 (12) Nouvelles du sport et météo
13 Le 13 vous informe

11.00
2 9 (9) 11 (12) 13 Appelez-moi Lise (Variétés)
4 Ciné-4: "Deux sur la balançoire".
(4) 5 6 8 12 (13) News
(6) En fin de soirée: "La dame de l'aube" Esp. 1966. Drame fantastique.
7 Sans pantoufles: "Baroud à la Jamaïque" Esp. 1968. Comédie policière.
9NC Le monde de monsieur danse
10 Le couleur du temps
(30) Le fugitif (Drame)

11.15
10 Sans pantoufles: "On demande le colonel", Fr. 1955. Comédie.

11.20
8 (13) Sportsline
12 Pulse (Information)

11.22
(4) 5 6 Viewpoint (Information)

11.30
(4) CBOT tonight (Information)
5 After eleven: "The birds and the bees", E.-U. 1956. Comédie.
6 Montreal Tonight
8 (13) Simply Charlotte (Magazine.)
9NC La coupe grey 1970.

11.50
(4) Such is life.

11.55
6 Ciné-six: "Beaux gestes", E.-U. 1966. Aventures.

12.00
2 9 11 (12) Cinema: "Donne-moi tes yeux", Fr. 1943. Drame réalisé et interprété par Sacha Guitry.
8 (13) Midnight at the movies: "Stop me before I kill", G.-B. 1960. Drame policier.
(9) Ciné-soir: "La patrouille des sept damnés", It. 1969. Drame de guerre.
12 Feature movie: "Cool million", E.-U. 1972. Drame policier.
13 Ciné-soir: "L'Eden et après", Fr. 1970. Drame psychologique.

12.05
9NC Roller Derby

12.45
10 Le 10 vous informe

1.30
2 Le téléjournal

à l'occasion des fêtes, offrez un

ABONNEMENT-CADEAU

au quotidien national des Québécois

LE JOUR

et participez à notre concours



2ième PRIX

Un téléviseur couleur HITACHI, 20", 100% transistorisé

Une gracieuseté de

MODULE ELECTRONIQUE,
8989 Lajeunesse, 384-5430

1er PRIX

Gagnez un voyage d'une semaine à la Martinique pour 2 personnes à l'Hôtel Latitude entre le 30 janvier et le 20 mars 1975

Une gracieuseté de

Pour réservations VOYAGES Interglobe LTEE
811 est ave LAURIER (Métro Laurier) Tel (514) 274-1877

EN PRIME

Pour tout abonnement ou renouvellement d'un an ($52) le souscripteur recevra GRATUITEMENT le premier agenda historique

Memini 1975 des Québécois

Conçu et réalisé par les Éditions Boréal Express avec la collaboration du Journal LE JOUR

Règlements du concours

- 3 chances de gagner en offrant un abonnement d'un an ($52)
- 2 chances de gagner en offrant un abonnement de 6 mois ($30)
- 1 chance de gagner en offrant un abonnement de 3 mois ($15)

Un certificat-cadeau portant votre nom sera envoyé aux personnes à qui l'abonnement sera offert.

Faites parvenir le coupon suivant entre le 15 novembre 1974 et le 3 janvier 1975 à:

Journal LE JOUR, 387 boul. Lebeau, Montréal 379

Les employés du journal et les membres de leur famille ne sont pas éligibles.

Je désire offrir un abonnement postal de:
ou je désire m'abonner pour:

☐ 3 mois $15
☐ 6 mois $30
☐ 12 mois $52

☐ nouvel abonnement
☐ renouvellement

abonnements-cadeaux

A: NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____

souscripteur

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ TEL _____

Un S.O.S. de la Fédération des Centres culturels du Québec

Une Fédération à la recherche d'un ministère

par Jean-Pierre Tadros

Si Hardy s'émeut ainsi facilement lorsqu'il s'agit de distribution de films, il fait preuve par contre d'une plus grande magnanimité lorsque nos organismes culturels sont à attendre les argents des subventions qu'on est en droit d'attendre de son ministère dit des Affaires culturelles.

Et là, on a l'embarras du choix. Je pourrai par exemple vous reparler à nouveau de la Cinémathèque québécoise qui attend depuis le 1er avril la subvention accordée par les Affaires culturelles. Et je pourrai alors vous rappeler que cette Cinémathèque n'a pu continuer à fonctionner que grâce au Conseil des Arts du Canada, qui n'a pas à se faire prier pour verser les montants des subventions qu'il accorde.

Mais aujourd'hui, je vous raconterai une autre histoire. Une histoire qui délaissera le problème du cinéma, pour aborder celui, tout aussi critique, des Centres culturels québécois.

Une fédération à la recherche d'un ministère

Ces centres culturels sont regroupés à l'intérieur d'une fédération. Une Fédération qui, depuis 1964, recevait des subventions du fédéral. Lorsque la dite Fédération a demandé des argents au Québec, via le ministère des Affaires culturelles, il leur fut répondu que Québec ne la subventionnerait qu'à condition qu'elle abandonne ses subventions du fédéral. Ce qu'elle fit; et depuis 1967 la Fédération des Centres culturels du Québec n'est subventionnée que par le Québec.

Mais, assez curieusement, depuis le 1er avril 1974, plus rien. La dernière subvention date en effet de septembre 1973; elle totalisait à peine $50,000 et s'appliquait à l'année financière 1973-74.

Depuis, donc, plus rien. La Fédération a multiplié ses demandes auprès du gouvernement du Québec, et plus particulièrement des Affaires culturelles. On lui a demandé chaque fois d'ajouter certaines pièces au dossier (la même tactique s'est appliquée pendant douze ans en ce qui concerne le cinéma). Et puis, à partir du mois de septembre, le ministère a cessé de donner signe de vie; c'est-à-dire qu'il ne s'est même plus donné la peine d'envoyer des accusés de réception aux nombreuses missives que lui faisait parvenir la Fédération.

De son côté, M. Hardy qui se dit entièrement disposé à rencontrer les groupes et associations qui en feraient la demande, n'a même pas daigné envoyer un accusé de réception à la demande de rendez-vous que lui adressait la Fédération.

Alors, la Fédération, qui regroupe 70 organismes, n'a plus pour seul personnel permanent qu'une secrétaire administrative. Les autres personnes travaillent bénévolement (la seule façon de survivre au Québec lorsqu'on refuse les argents d'Ottawa!). La Fédération se voit de plus dans l'obligation de demander à ses membres une cotisation annuelle de $50.

Le président de cette Fédération, M. Philippe Sauvageau, trouve l'attitude des Affaires culturelles absolument "indécente". C'est le moins que l'on puisse dire. Mais qu'importe, naturellement, puisque notre gouvernement aime à se gargariser de "souveraineté culturelle".

La réalité, cependant, c'est que le ministre Hardy a décidé de mettre au pas cette Fédération, c'est-à-dire de la contrôler étroitement. Ici, comme en ce qui concerne le cinéma et tous les autres organismes culturels qui pâtissent de l'inaction du gouvernement, se cache la volonté dirigiste d'un ministre qui a bien décidé de faire main basse sur la Culture québécoise. Et Hardy s'y prépare.

Des lendemains réjouissants nous attendent donc.

À la recherche d'une solution de rechange, et avant de penser repasser entre les mains d'Ottawa, la Fédération envisage la possibilité de demander une aide au Haut-Commissariat à la jeunesse et au sport qui dépend du ministère de l'Éducation. Mais Hardy se laissera-t-il damer le pion par un ministère concurrent?

Une association avec la France

Depuis le début de novembre, un dialogue soutenu s'est établi entre la Fédération des centres culturels du Québec et un organisme français similaire, l'Association technique pour l'action culturelle.

Ce dialogue porte présentement sur l'échange d'information spécialisée; il doit déboucher, dès le printemps prochain, sur l'échange d'animateurs et d'artistes, comédiens et autres professionnels de la culture.

Cet accord entre la Fédération et l'ATAC fait suite à une rencontre entre les membres du Conseil d'administration de la Fédération et deux délégués de l'ATAC qui participaient à la mission Jumelage et Échanges culturels France-Québec, réalisée grâce à la collaboration des gouvernements français et québécois.

Au cours de cette réunion tenue à Alma, au Lac Saint-Jean, les participants ont examiné les buts, objectifs, programmes et réalisations des deux organismes.

L'exemple français

Fondée en février 1966, l'Association technique pour l'action culturelle est une société privée qui regroupe les directeurs de Maisons de la Culture, de centres d'animation culturelle, de troupes théâtrales, de théâtres nationaux, de centres et de compagnies dramatiques, régulièrement subventionnés par le Secrétariat à la Culture.

À l'origine, l'Association comprenait 7 membres, tous directeurs de Maisons de la Culture et avait pour but de "favoriser la coordination des échanges des activités de ses membres, renforcer leurs relations avec les milieux artistiques et culturels et avec le public et, d'une manière plus générale, répondre à toutes leurs demandes d'assistance technique dans le cadre de leur action".

En 1972, l'ATAC regroupait plus de 100 adhérents, elle prit alors une nouvelle orientation se fixant six missions prioritaires:

1. -Mission technique: mettre au service des membres des moyens techniques existants à Paris, tels, studio d'enregistrement, imprimerie, secrétariat, etc.
2. -Mission d'action culturelle par la création de centres de recherches et de consultation sur les problèmes de l'Action culturelle par la réalisation de colloques et de sessions d'études.
3. -Mission de formation des animateurs.
4. -Mission dramaturgique par la création d'un bureau d'auteurs et d'un comité de lecture.
5. -Mission auprès de l'Office de la Radio Télévision française sur l'institution de relations plus étroites.
6. -Mission dans le domaine du cinéma.

L'ATAC offre également à ses membres les services suivants: — Information — Bourse d'emploi — Groupe de travail enfant — Documentation — Programmation — Fichier comédiens (comprenant la liste de plus de 1,000 comédiens, metteurs en scène, techniciens de la scène et autres à travers la France).

En 1974, l'ATAC compte 16 permanents pour desservir ses 104 membres auxquels elle ne demande que $2. par année pour frais d'inscription. Cela s'explique du fait que l'ATAC reçoit chaque année, du gouvernement français, une subvention de plus de $350,000.

À Denis Hardy de jouer!



Danielle Licari, après les "Parapluies" et St-Preux

Dans les "Parapluies de Cherbourg", on entendait sa belle voix, mais on ne la voyait pas. Sans qu'on puisse la voir plus, son disque du concerto pour une voix de Saint-Preux nous la faisait pourtant mieux connaître. Ce mois de décembre, enfin, nous donnera l'occasion de la voir. À Shawinigan le 7, à Jonquière le 8, à Québec le 9, à Montréal le 10, à Sherbrooke le 11 et à Rimouski le 12 — une petite tournée du Québec que Danielle Licari fait en compagnie d'un orchestre d'une dizaine de musiciens.

...et un S.O.S. de la Société des poètes

La poésie n'est pas une "affaire culturelle"!

M. Jean-Louis Dugré, président de la Société des Poètes canadiens français, dont l'organisme est à son tour victime d'un délaissement total de la part de notre gouvernement de "souveraineté culturelle", nous adresse cet "appel suppliant" et nous prie de le publier à titre de contribution à son Opération-sauvetage. Pour l'exécutif de la Société, il s'agit aujourd'hui de surmonter des difficultés de plus en plus insurmontables ou, simplement, de sombrer à son poste.

Vérité connue de tous, la poésie n'a jamais été "rentable"! Au cours des siècles, sauf exceptions notoires, les poètes ont toujours été des crève-la-faim, des "cassés", des rêveurs qui pensent davantage au clair de lune qu'au compte de banque. Des poètes riches de leur vivant, on n'en connaît pas! Quand ils sont décédés ou disparus, leurs droits d'auteur s'accumulent ou se perpétuent mais avant leur mort ou leur gloire? C'est de peine et de misère qu'ils ont réussi ou non, à publier leurs oeuvres! Et pourtant la poésie n'est-elle pas aussi importante que le sport, les loisirs, la détente, le profit, les voyages, dans notre vie de tous les jours?

La Société des Poètes canadiens-français fondée en 1923 et qui a célébré l'an dernier son 50e anniversaire, n'est pas malheureusement plus riche que ses membres au nombre de 200, répartis dans tous les coins de la province. Elle a survécu péniblement aux orages et aux problèmes inhérents à ce genre d'organisme sans but lucratif dont les sociétaires travaillent bénévolement, grâce à l'acharnement d'un exécutif tenace et optimiste et aussi, avouons-le, à une subvention gouvernementale insuffisante mais qui s'est maintenue fidèlement au cours des dernières années.

Où les priorités?

En 74 cependant, le Ministère des Affaires culturelles a fait la sourde oreille aux nombreuses demandes de la Société et a refusé la subvention dont ses états financiers ont un urgent besoin. Et pourtant le Gouvernement du Québec a multiplié, depuis plus de 12 mois, ses slogans retentissants sur le principe de "la souveraineté culturelle", sur son désir et même sa volonté de donner un appui réel et soutenu aux priorités artistiques de la collectivité!

La publication trimestrielle de la revue "Poésie", expédiée dans 27 pays de la francophonie (ambassades, universités, maisons de la culture) de même qu'aux membres de la Société et à ses abonnés spéciaux, a besoin de cette aide du Ministère! Chaque numéro coûte près de $400.00 et le prix du papier et les nouveaux tarifs demandés par les imprimeurs, feront que la parution du numéro Hiver 1975 ne pourra avoir lieu, tel que prévu! Nous tenons à souligner que la subvention du MAC était insuffisante mais elle a permis que la diffusion de la revue Poésie soit ininterrompue depuis février 1966 alors qu'elle fut lancée officiellement au Musée du Québec, sous la présidence de M. Guy Frégault, sous-ministre des Affaires Culturelles.

Ne serait-il pas regrettable de rompre ce lien fragile entre les poètes et leurs lecteurs québécois ou étrangers?

Au cours de la Superfrancofête du mois d'août dernier, on n'a parlé et vécu que de relations culturelles, on a invité les créateurs du monde entier à rencontrer les artistes québécois. Faudrait-il, quelques mois plus tard, renier cet élan d'échange et de fraternité? La culture n'est pas une question d'événement spectaculaire qui dure une ou deux semaines pour le plaisir des populations mais doit être quotidienne comme le pain et s'insérer dans le petit train de vie normal d'une collectivité.

Les revues exclusivement consacrées à la poésie, sans aucune publicité qui les soutienne, sont rarissimes. C'est pourquoi elles doivent être protégées et conservées, soutenues par les deniers de nos gouvernements. La poésie n'est pas une bonne "affaire" sur le plan gros sous ou profits; elle a toujours besoin d'être aidée, récupérée par des organismes conscients de sa valeur et de son importance car elle est, qu'on le veuille ou non, une "affaire" culturelle! La Société des Poètes Canadiens-français a également comme objectif immédiat la création d'un Prix littéraire dit Prix de la Société qui serait attribué, chaque année, au gagnant d'un concours ouvert à tous les poètes. Tenant compte des moyens plutôt restreints de notre Société, ce prix serait de $200.00 ou plus et pourrait être accompagné d'un autre Prix pour le concours Poésie-Jeunesse comme ceux qui ont été réalisés avec succès dans le passé.

La Société des Poètes Canadiens-français
917, Mgr Grandin, Suite 300, Sainte-Foy, Québec.

galerie la relève
est heureuse de vous inviter au vernissage de l'exposition des oeuvres récentes de
Gilles Bossé
mercredi le 4 décembre à 20 heures
3611, rue Saint-Denis 845-3898

Staccato (musique) inc.
CENTRE D'ACHATS DUVERNAY
LAVAL, QUÉBEC
LE PLUS GRAND CHOIX DE DISQUES FRANCAIS EN AMERIQUE
ACCEPTONS TOUTE COMMANDE POSTALE

La Compagnie Jean Duceppe inc.
en collaboration avec CBMT présente
LE SEA HORSE
Mise en scène: LOUIS-GEORGES CARRIER
D'EDWARD J. MOORE
traduction RENÉ DIONNE
avec
Denyse Filiatrault
et Jacques Godin


"Le meilleur spectacle "OFF BROADWAY" cette saison"
Decors: HUGO WUTRICH • Costumes: ALISON GREEN • Éclairages: MICHEL BEAULIEU
19 DÉCEMBRE AU 19 JANVIER
THÉÂTRE PORT-ROYAL
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tél: 842-2112

où irons-nous?

ARLEQUIN: 1004 Ste-Catherine E., 288-2934: "Kong Fu le Magnifique" et "Wang Yu & miss Karaté se déchainent".

ATWATER I: Plaza Alexis Nehon (niveau du métro) 935-4246: "Airport '75": 1.00, 3.00, 5.10, 7.15, 9.20.

ATWATER II: Plaza Alexis Nehon (étage mode) 931-3313: "The Sting": 7.20, 9.30. Sam. et dim.: 12.20, 2.30, 4.50, 7.20, 9.30.

AVENUE: 1224 Green Av., Westmount, 937-2747. "Black Windmill": 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00.

BERRI: 1280 St-Denis, 878-2424. "Emmanuelle": 12.00, 1.45, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

BEAVER: 5117 Avenue du Parc, 844-1932. "Clamdiggers daughter": 1.15, 4.05, 6.55, 9.45 et "Sensous Suzanne": 12.00, 2.50, 5.40.

CANADIEN: 1204 Ste-Catherine E., 523-5180. "Le grand bazar" et "Frères karaté à Bangkok".

CHAMPLAIN: 1815 Ste-Catherine E., 524-1685. "Serpico": 12.15, 4.50, 9.25. "Billy Halliday chante le blues": 2.30, 7.10.

CHATEAU I: 6956 St-Denis, 271-4400: "Decameron II": 12.45, 4.10, 7.35. "Decameron III" 2.30, 5.55, 9.20.

CHATEAU II: 6956 St-Denis 271-4400. "Les orgies de Frankenstein" et "Le château des messes noires".

CINÉMA CHEVALIER: 1590 rue St-Denis: "Le trio infernal": 12.25, 2.45, 5.05, 7.25, 9.45.

CINÉMA 2001: 855 Décarie, 277-2001. Mercredi, Jeudi et Vendredi: "Les 400 coups", "Antoine et Colette", "Baisers volés", "Domicile conjugal". Dès 6.00.

CINÉMA 7e ART: 3180 Bélanger est, 722-0302. "Les choses de l'amour": 7.30 "Mort à Venise": 9.40.

CINÉMA DE PARIS: 896 Ste-Catherine O., 861-2996. "Les Beaux Dimanches": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

CINÉMA LE PIERROT: 1590 St-Denis, 845-3222. "La nuit américaine": 1.00, 3.00, 5.05, 7.10, 9.15.

CINÉMA V: 5550 Sherbrooke O., 489-5559. SALON ROUGE: "Les Beaux Dimanches": 7.30, 9.30. SALON BLEU: "Your wife, that unknown human being": 7.30, 9.30.

CLAREMONT: 5038 Sherbrooke O., "Abdication": 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.

CRÉMAZIE: 8610 St-Denis, 388-4210. "L'Arnaque": 7.55. "Sentimentalement vôtre": 6.20, 10.00.

DAUPHIN (McLaren): 2396 E. Beaubien, 721-6060. "Mon nom est personne": 7.20, 9.30.

DAUPHIN (Renoir): 2396 E. Beaubien, 721-6060. "Toute une vie": 7.00, 9.30.

ÉLYSÉE: 35 Milson, 842-6053. SALLE RENAIS: "AMARCORD": 7.15, 9.30. SALLE EINSTEIN: "Montreal Main": 7.15, 9.30.

ÉLECTRA: 114 est, rue Ste-Catherine. 522-9177: "Tango des matelas" et "Astrologie sexuelle".

EVE: 1229 St-Laurent, 861-3151. "Ride mister" et "Memories within miss Aggie."

FESTIVAL: 1296 Ste-Catherine E., 525-8600. "Viva la muerte": 7.30, 9.30.

FLEUR DE LYS: 858 Ste-Catherine E., 288-3303. "Les Beaux Dimanches": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

GRANADA: 4353 Ste-Catherine E., 255-2428. "Decameron II": 1.20, 4.30, 7.40. "Decameron III": 3.00, 6.15, 9.25.

GREENFIELD 2: 519 Boul. Taschereau, 671-6229. "Pension du libre amour", et "Carotte mécanique".

GREENFIELD I: 519 Boul. Taschereau 671-6129. "Exorcisme et messes noires" et "Le puceau se déchaine".

JEAN-TALON: 4225 Jean-Talon E. 725-7000. "Les Beaux Dimanches": 7.30, 9.30.

KENT: 6100 Sherbrooke O., 489-9707. "The apprenticeship of Duddy Kravitz": 12.45, 2.50, 5.00, 7.05, 9.15.

LAVAL I: 1600 Le Corbusier, 688-8200. "Donnez-nous notre amour quotidien" et "Faut pas jouer avec les vierges".

LAVAL II: 1600 Le Corbusier: 688-8200. "Les orgies de Frankenstein" et "Le château des messes noires".

LOEWS: 954 Ste-Catherine O., 866-5851. "Longuest yard": 12.45, 2.50, 4.55, 7.00, 9.00.

MAISONNEUVE: 3001 Sherbrooke E., 525-2174. "Les Beaux Dimanches": 7.30, 9.30.

MERCIER: 4260 Ste-Catherine 255-6224. "L'exorciste": 7.15, 9.30.

MIDI-MINUIT: 4462 rue St-Denis: "Tango des matelas" et "Astrologue sexuelle".

MONKLAND: 5505 av. Monkland, 484-3570. "Papillon": 1.10, 5.10, 9.25. "Internecine project": 3.35, 7.40.

OUTREMONT: 1248 Bernard O., 277-4245. Mercredi et jeudi: "Dorothea": 7.00 "W.R. Mysteries of the organism": 9.30.

PARC (Verdun): 720 Av. de l'Église, 768-2509. "Rapport sur la vie sexuelle dela ménagère", "Les aventures intimes des hommes mariés".

PIGALLE: 318 Ste-Catherine O., 861-2807. "Donnez-nous notre amour quotidien" et "Faut pas jouer avec les vierges".

PLACE DU CANADA: Entrée Via Hôtel Château Champlain, 861-4595. "Odessa file": 7.15, 9.20.

PLACE VILLE-MARIE LARGE: 577 Dorchester O., 866-2644. "Groove type": 12.10, 1.50, 3.25, 5.05, 6.40, 8.20, 10.00.

LACE VILLE-MARIE: Little 577 Dorchester O., 866-2644. "Chinatown": 1.40, 4.10, 6.40, 9.10.

PLAZA: 6505 St-Hubert, 274-6155. "Le grand bazar" et "Frères Karaté à Bangkok".

PUSSYCAT: 4015 St-Laurent 845-5215. "Female moonshiners": 1.15, 4.00, 6.45, 9.30. "The doctor and his women": 12.00, 2.50, 5.35, 8.25.

SALLE EMILE-LEGAULT, 613 boul. Ste-Croix, Ville St-Laurent, 744-1182. Relâche.

SÉVILLE: 2155 Ste-Catherine O., 932-1139. "Earth quake": 12.30, 2.50, 5.00,7.15, 9.30.

SNOWDON: 5225 boul. Décarie 482-1322. "Gone with the wind": 12.00, 3.55, 7.50.

ST-DENIS: 1594 St-Denis, 849-4211. "Défense de savoir": 12.00, 3.25, 6.30, 9.55. "L'affaire crazy Capo": 1.40, 5.05, 8.30.

RIVOLI: 6906 St-Denis, 277-4129. "Docteur Jivago": 12.45, 4.20, 7.55.

RIVOLI II: 6906 St-Denis, 277-4129. "Exorcisme et messes noires" et "Amour délicieuse".

VAN HORNE: 6150 Côte des Neiges, 721-8243. "Death wish": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

VENDOME: Place Victoria, 878-1451. "The healers".

VERDUN: 3841 rue Wellington, 768-2092. "Emmanuelle": 8.00. "Le hasard et la violence": 6.30, 9.30.

VERSAILLES: 7255 Sherbrooke E., (SALON BLEU): "Des filles cannibales": 1.00, 4.30, 8.00. "Mon nom est Shangai Joe": 1.40, 4.50, 8.00. (SALON ROUGE): "Exorcisme et messes noires" et "Le puceau se déchaine".

VILLERAY: 8042 St-Denis, 388-5577. "L'exorciste": 7.25, 9.30.

WESTMOUNT SQUARE: "Harry & Tonto": 12.34, 2.40, 4.40, 6.40, 8.55.

YORK: "Eleven Harrow House": 1.20, 3.20, 5.20, 7.20, 9.20.

Théâtres

CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE: 1700 rue St-Denis, 844-8734. "Los Olvidados": 7.30. "Images de Chine": 9.30.

VIDÉOGRAPHE: 1608 St-Denis, 842-9786. "Vous savez ça, M. le ministre": 8.00 "L'amiantose tue": 9.30.

LE MODULE D'ART DRAMATIQUE: 1408 St-Denis, 876-5673: "Histoire du Québec en trois régimes" de Léandre Bergeron, (théâtre de marionnettes). à 20.30 jusqu'au samedi 7 décembre.

THÉÂTRE DE QUAT'SOUS: 100 est avenue des Pins, 845-7277: "Quatre à quatre", de Michel Garneau à 20.30. Jusyu'au 21 décembre.

THÉÂTRE DU RIDEAU VERT: 4664 St-Denis: "Le tournant", de Françoise Dorin; jusqu'au 14 décembre. Relâche le lundi.

PLACE DES ARTS (Théâtre Port-Royal): "Les crasseux", d'Antonine Maillet, à 20.30.

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI, 1297 Papineau: "Les hauts et les bas d'une diva: Sarah Ménard par eux-mêmes", de Jean-Claude Germain, jusqu'au 21 décembre. Relâche le lundi.

THÉÂTRE DU NOUVEAU-MONDE: 84 ouest, Ste-Catherine: "L'ouvre-boîte", de Victor Lanoux, avec Yvon Deschamps et Jean-Louis Roux, jusqu'au 8 décembre. Relâche le lundi.

Variétés

CAFÉ CAMPUS: 3315 De la Reine-Marie: Relâche.

L'ÉVÊCHÉ: (Hôtel Nelson, Place Jacques Cartier): "Le Grosllerre," Christian St-Roch, Bill Gagnon.

CASANOUS: (association espagnole) 485 Sherbrooke O., 844-3691. Relâche.

LE PATRIOTE: 1474, Ste-Catherine E., 521-6666: Monique Leyrac.

LE PATRIOTE EN HAUT: "Les mimes électriques".

PLACE DES ARTS: Salle Wilfrid Pelletier: "Maynard Ferguson et son orchestre" à 20.30.

PLACE DES ARTS: Théâtre Maisonneuve: "Mummenschanz" (troupe de théâtre, mimes et masques suisses) à 20.00. Mardi et mercredi.

La médaille d'argent du MNQ à Esdras Minville

C'est à M. Esdras Minville, l'un des premiers maîtres à penser québécois dans le domaine économique, que le mouvement national des Québécois décerne sa médaille d'Argent pour l'année 1974. M. Minville a été pendant nombre d'années l'initiateur de théories de l'économie québécoise, l'auteur de nombreuses recherches sur les investissements étrangers au Québec de même que l'ardent défenseur d'un plan de développement intégré pour le Québec et les Québécois.

Crée en 1972, la médaille d'argent du MNQ veut signaler chaque année les mérites d'un Québécois qui s'est particulièrement illustré au service des intérêts supérieurs du peuple québécois.

Elle fut décernée pour la première fois à M. René Chalout, en juin 1973, coïncidant ainsi avec le 25e anniversaire du drapeau fleur-de-lysée dont il fut l'un des principaux défenseurs.

La médaille d'argent du MNQ sera remise officiellement lors d'une réception vendredi le 6 décembre 1974, à Montréal.

Assurance-automobile

Le Barreau du Québec met de l'avant une formule mixte

QUÉBEC (PC) — Le Barreau du Québec a proposé, hier matin, une formule mixte d'assurance-automobile, formule située à mi-chemin entre la situation actuelle et les recommandations du rapport Gauvin.

Témoignant devant la commission parlementaire des Institutions financières chargée d'étudier les recommandations du rapport Gauvin, le bâtonnier du Québec, Me Michel Robert a soutenu qu'un tel régime coûterait moins cher que le régime actuel pour les Québécois.

Selon le Barreau, il faudrait instaurer dans l'assurance-automobile une partie d'indemnisation sans égard à la responsabilité et d'autre part le maintien d'une indemnisation excédentaire fondé sur la responsabilité.

"Un tel régime fournirait aux victimes d'accidents d'automobile une protection supérieure à tous les régimes présentement en vigueur en Amérique du Nord, y compris ceux du Manitoba et de la Saskatchewan", a dit Me Robert.

Le Barreau a recommandé également l'instauration de l'assurance obligatoire pour tous les automobilistes, l'imposition d'une limite de vitesse maximum de 55 milles à l'heure à travers le Québec, une plus grande sévérité dans l'application des points de démérite, notamment dans le cas de l'ivresse au volant, et le port obligatoire de la ceinture de sécurité.

Les enseignants du Nord-Ouest québécois

"Il faut nationaliser"

À l'occasion du débat suscité autour de l'assurance automobile par la publication du rapport Gauvin, le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Nord-Ouest québécois rappelle la position prise par ses membres réunis en congrès au printemps 1973, à savoir: que tout le domaine des assurances-automobiles, devienne une entreprise d'état administrée par une régie.

Les conclusions du Rapport Gauvin confirment ce que le syndicat avait présenté: "le système actuel indemnise mal, il est lent, il laisse des gens sans indemnisation et il coûte extrêmement cher".

Alors que le comité Gauvin préconise une régie d'état si le gouvernement et les compagnies ne s'entendent pas pour appliquer intégralement toute une série de modifications en profondeur du régime actuel, la C.S.N. elle, réclame un régime semblable à ceux qui existent en Saskatchewan, au Manitoba et en Colombie-Britanique.

Ce régime devrait comporter, selon le syndicat:

— Une société gouvernementale auto financée à même les primes perçues des conducteurs et des propriétaires de véhicules.

— Un régime d'assurance obligatoire et selon le principe du "no fault" (compensation des victimes, sans égard à la responsabilité).

— Un taux réparti sur l'ensemble des automobilistes (sans catégories de pénalisés).

Les citoyens de la Saskatchewan sont nettement favorisés par rapport à nous, Québécois, d'affirmer les enseignants du Nord-Ouest.

— De 1962 à 1971 le pourcentage de primes perçues retourné sous forme de compensation se situe à 65% au Québec et à 88% en Saskatchewan.

Auto	Protection	Saskatchewan	Québec
Buick 62	même	$68.00	$114.00
Volkswagen 69	même	$108.00	$488.00

petites annonces

Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 10h. a 5h.
☎ 331-8961

IMMEUBLES 100
101 propriétés à vendre
105 propriétés à revenus à vendre
108 propriétés à la campagne
110 propriétés à la campagne
113 propriétés demandées
117 propriétés commerciales industrielles
120 cottages bungalows
123 administration des propriétés
128 immeubles mobiles
130 chalets à vendre
134 condominiums appartements à vendre
138 manufactures à vendre
141 entrepôts à vendre
144 commerces à vendre
147 terrains à vendre
150 terres à vendre
154 maisons de pension à vendre
156 bureaux et locaux à vendre
159 magasins à vendre
162 garages à vendre
165 divers à vendre

LOCATION 200
202 appartements à louer
204 appartements chauffés à louer
207 appartements meublés chauffés à louer
209 appartements demandés
211 appartements et logements à partager
214 logements à louer
218 logements chauffés à louer
222 logements chauffés meublés à louer
224 logements demandés
227 logements à sous-louer
229 chambres à louer
231 chambres demandées
234 commerces à louer
237 commerces demandés
239 bureaux & locaux à louer
241 bureaux demandés
243 magasins à louer
248 propriétés à louer
250 propriétés demandées
252 bungalows et cottages à louer
254 pensions à la campagne
258 chalets à louer
260 chalets demandés
263 maisons de campagne
266 places commerciales
269 entrepôts à louer
271 hôtels villégiature
273 terrains de camping
275 garages à louer
278 entreposage
280 terrains à louer
283 on demande à louer
285 salles - studios - ateliers
288 divers à louer

MARCHANDISES 300
302 ameublement
305 antiquités à vendre
308 antiquités demandées
310 articles de menage
314 articles camping caravaning - tentes
316 articles sport - skis
319 instruments de musique
322 photos et cines
325 cameras
328 machinerie
330 materiaux de construction
332 effets de bureau - magasins restaurants
335 tableaux - peintures
338 artisanat
340 tapis - carreaux - linoleum
343 terrazo - ceramique
346 machines à coudre
349 lingerie - fourrure vêtements
350 T.V. stéréos - radios
354 monnaie - timbres
360 bois charbon - huile
367 terre jardinage
369 animaux à vendre
371 acheterais animaux
375 chevaux - voitures
377 imprimerie
379 divers à vendre
380 divers demande
385 equipement de ferme

SERVICES 400
402 peintre
405 electricien
407 plombier
410 rembourreur
413 entrepreneur
417 denturologiste
420 menuisier - ebéniste
425 service domestique
429 garderie d'enfants
430 perdu et trouvé
433 chauffage
435 planchers
438 déménagements transport - camionnage
440 service divers
444 lavage - nettoyage
448 chapeaux - couture - couturière
450 décoration
455 impôts - tenue de livres
459 portes et fenêtres
460 tailleur
465 terrassement

FINANCE 500
502 associés demandés
505 agents demandés
508 occasions d'affaires
510 assurances
515 hypothèques
520 administration

AVIS DIVERS 600
602 activités sociales
605 voyages & Transport
608 ventes de charité
612 encans
620 chasse & pêche
625 divers
630 avis legaux appels d'offres demandes de soumissions
634 decès
638 remerciements
640 messe

ÉDUCATION 700
701 école
706 école de conduite
709 école de metiers
712 école de danse
715 cours de perfectionnement
720 education
722 cours de piano
725 divers - cours

EMPLOIS 800
800 service de personnel
807 couples demandés
810 hommes demandés
820 femmes-filles demandées
830 hommes-femmes demandés
835 agents vendeurs
840 coiffeurs-coiffeuses demandés
845 emplois demandés

VEHICULES 900
903 bateaux moteurs yachts
905 maisons mobiles
910 remorques roulottes
914 bicyclettes
918 motocyclettes
922 tracteurs
928 equipement a neige
930 motoneiges
940 avions
944 clinique d'autos
955 reparations autos camions
958 pneus
962 pieces d'auto
970 equipement de garage
973 accessoires d'autos et camions
978 camions a vendre
982 autos et camions a louer
985 autobus
988 debosselage peinture
990 autos camions demandés
999 autos a vendre

101 propriétés à vendre

DEUX-MONTAGNE DUPLEX et BUNGALOW à vendre: $36,000.00 Tél.: 473-4570.

LONGUEUIL: Magnifique bungalow domaine Bellerive, salle à diner, sous-sol fini, immense terrain donnant sur un boisé faut voir. PHOTO M.L.S. J. Huppertz 678-8060 656-1878.
IMMEUBLES CHARBONNEAU COURTIERS

ENCAN PUBLIC

AVIS D'ENCAN

RE: AMEUBLEMENT STE-CLAIRE INC. (EN FAILLITE)
Michel Verdier (Syndic)
RE: ENTREPÔT DE MEUBLES ST-LÉONARD INC. (EN FAILLITE)
Harry Bick C.A. (Syndic)
ET À QUI DE DROIT

AMEUBLEMENT ET ACCESSOIRES MÉNAGERS

SETS DE CHAMBRE — MATELAS
TABLES À CAFÉ — SETS DE CUISINE
SETS DE SALON — GARDE-ROBE
LAMPES — PEINTURES MURALE
TABLES DE CHEVET — STÉRÉOS
TÉLÉVISIONS — SÉCHEUSES
ASSORTIMENT DE CADEAUX — TAPIS
ÉQUIPEMENT DE BUREAU — BICYCLETTES
SOUFFLEUSES À NEIGE — ETC, ETC, ETC.

SERONT VENDU PAR:

ENCAN PUBLIC

SAMEDI LE 7 DÉCEMBRE, 1974 À 10:30 A.M.

ENDROIT
140, PLACE CRÉMAZIE OUEST SUITE 1101
MONTRÉAL, QUÉBEC
AMEUBLEMENT ET ACCESSOIRES MÉNAGERS

12 SETS DE SALON ET FAUTEUILS STYLE MODERNE, COLONIAL ESPAGNOL ETC. — 10 SETS DE CHAMBRES STYLE CANADIEN, COLONIAL, ESPAGNOL, MODERNE ETC. — ASSORTIMENT DE MATELAS ET SOMMIERS — ASSORTIMENT DE TABLES À CAFÉS — ASSORTIMENT DE TABLES DE BOUT — ASSORTIMENT DE TABLES DE NUIT — ASSORTIMENT DE GARDE-ROBE — ASSORTIMENT DE SETS DE CUISINE ET DE SALLE À DÎNER, TABLES ET CHAISES STYLE MODERNE, COLONIAL, ESPAGNOL ETC. — ASSORTIMENT DE TÊTES DE LIT — ASSORTIMENT DE PEINTURES MURALE — CHAISES BERÇANTES — 2 SÉCHEUSES ROY — TÉLÉVISION COULEUR FLEETWOOD 26" — ASSORTIMENT DE STÉRÉOS — POÊLE ÉLECTRIQUE ROY — DÉCORATION DE TABLE — MIROIRS — SUPPORTS POUR STÉRÉO, HAUT-PARLEUR — TABLES BARRIL — ASSORTIMENT DE SUPPORT À TÉLÉVISION — PORTE-JOURNAUX STYLE CANADIEN — BIBLIOTHÈQUE EN BOIS ET EN MÉTAL — CRÉDENCE — TABLES EN MARBRE — TABLES OCTOGONALES, CARRÉ, ET DE COIN — BALAYEUSE ETC. ETC. ETC.

TAPIS
TAPIS TYPE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR, AUSSI QUE TAPIS COMMERCIAL, COULEUR ASSORTIS.

ASSORTIMENT DE CADEAUX
GRAND ASSORTIMENT DE CADEAUX IMPORTÉS D'ESPAGNE — LAMPES — TABLES — CHANDELLIERS — PORTE-CHANDELLES — JEUX DE DAMES ET D'ÉCHEC AVEC PIÈCES DE VALEUR PROVENANT D'ESPAGNE — COUTELLERIE — FIGURINES ET BIBLEAUX DE TOUTES SORTES — ENSEMBLE DE BOLS À SALADE 9 MORCEAUX — BAROMÈTRES DE PRÉCISION — PARFUMS — LOTIONS APRÈS LA BARBE ET COSMÉTIQUES — ETC. ETC. ETC.

ÉQUIPEMENT DE BUREAU
ASSORTIMENT DE BUREAUX DE BOIS ET MÉTAL — DRAPERIES DE MAISON ET DE BUREAU — FILIÈRES — MACHINES À ÉCRIRE — CALCULATEURS ELECTRONIQUES, GRANDE QUANTITÉ DE MODÈLES — MACHINE À PHOTOCOPIER — ASSORTIMENT DE CHAISES DE BUREAU — HORLOGE ÉLECTRIQUE — MACHINES À ADDITIONNER — TABLE À DESSIN, ETC. ETC. ETC.)

SOUFFLEUSES À NEIGE
5 ASSORTIMENTS DE SOUFFLEUSES À NEIGE
1 MASTERCRAFT 8 C.V. 4 COLUMBA — ABLIZZARD — BUSTER — ASSORTIMENTS DE MODÈLES
BICYCLETTES
ASSORTIMENT DE BICYCLETTES DIFFÉRENTS MODELES

INSPECTION
VENDREDI LE 6 DÉCEMBRE 1974
DE 12:00 Midi À 8:00 P.M.
ET LE MATIN DE LA VENTE
TERMES
DÉPOT DE 25%, BALANCE À LA LIVRAISON
COMPTANT OU CHÈQUE CERTIFIÉ
VENTE DIRIGÉE PAR:
VENTES TRANS-CANADA INC.
ENCANTEURS (514) 272-3195
LIQUIDATEURS (514)272-9133
149 Rue Beaumont Mtl. Qué.
ENCAN PUBLIC

211 appartements et logements à partager

Appartement à partager. Ville d'Anjou 352-6423

214 logements à louer

Logis 4 pièces (2 doubles) 6534 Delorimier près Beaubien, 2e étage $68. 661-4606.

224 logements demandés

Outremont ou Ahunstic 6 pièces chauffées ou 5 pièces avec sous-sol fini, rez-chaussé. Après 4h. Occupation en janvier 522-9965.

302 ameublement

Meubles non peints: vendons et fabriquons. Vaste choix (commodes, bureaux doubles et triples, bibliothèques, mobiliers de cuisine, etc). Avons aussi matelas toutes grandeurs, à prix d'aubaine. 207. Beaubien est tél.: 276-9067.

Matelas, sommiers, Directement du manufacturier tél: 681-0307.

Armoire de cuisine moderne sur mesure, vanité, arborite, directement du manufacturier. Estimation 381-9485 588-3929.

350 T.V. stéréos - radios

Manteau mouton de perse noir, très propre $100.00. Tél.: 255-9264.

379 divers à vendre

Liquidation marchandise de bijouterie, vendu 50% (1/2). Bagues, montres, bijoux, sacoches, articles divers. Cause fermeture, 3007 Sherbrooke est Centre d'achats Maisonneuve. Heures d'affaires de midi à 6 heures.

2 manteaux courts à vendre 1 lapin gris (nouvelle mode) 10 ans, l'autre en drap 8 ans de couleur vert. Tél: 934-0545 après 5 heures.

413 entrepreneur

Entrepreneur menuisier, finition sous-sol, travail général 527-1769 soir.

PRENDRAIS PEINTURE INTÉRIEURE, MURS DE COULEUR ET DÉCOUPAGE. LÉGÈRES RÉPARATIONS, TRAVAIL 7 JOURS 24 HEURES. PARTOUT DANS MONTRÉAL ET BANLIEUE, SATISFACTION ASSURÉE. INFORMATION 622-8065.

435 planchers

Sablage, finition plastique, varathane, nettoyage tapis, tél.: 721-7738.

438 déménagements - transport - camionnage

Accepterais déménagement à prix modique, local ou longue distance, tél.: 737-8009.

440 service divers

AMASO
Service de rencontres sérieux, 822 est rue Sherbrooke, suite 5. Marthe Gaudette, b.a., b.péd., b.ph. l.ès lettres. Tél.: 524-3852.

PSYCHOTHERAPIE HYPNOTHERAPIE
Développement des facultées psychiques mémoire, concentration, assimilation, troubles émotionnels de 13H. à 22H. Centre Jys 374-0484.

444 lavage - nettoyage

AA-1 Lavage murs, vitres tapis, plancher, sablage, varathane, peinture, Estimation gratuite. Service 7 jours M. Roger 676-3332.

455 impôts - tenue de livres

DÉCLARATIONS D'IMPÔT
Formule depuis 1968, tenue de livres. Tél.: 381-5425.

Lire... LE JOUR chaque matin

990 autos camions demandés

Nous payons jusqu'a $20. pour votre vieille voiture pour ferraille. Remorquage gratuit. Tél.: 365-6835.

999 autos à vendre

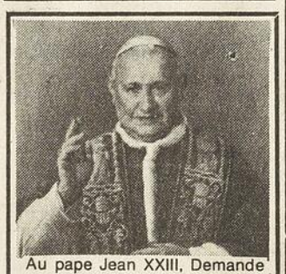
CITROEN DS 21, manuelle 69, Pallas, cuir noir, sur-équipée, parfaite ordre Très propre. M. Senécal 322-2215 ou 744-1475.

FIAT 128 1973 4 portes, 23,500 milles, $1,500 à discuter; doit vendre, tél.: 737-7923.

CITROENS 69-70-71-72 toutes revisées par les spécialistes. Avons en main toutes les pièces pour entretien futur. BIARRITZ 323-1900.

RENAULTS neuves et usagées, le plus grand choix disponible. Échange accepté, financement sur les lieux.
RENAULT LONGUEUIL
465 CURE POIRIER OUEST
677-6361

Vous écouter
Vous comprendre
Vous aider
Tel-Aide
935-1101
Jour et nuit.



Au pape Jean XXIII, Demande de retour au travail selon sa volonté.

630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres

PRENEZ AVIS que CENTRAL VACUUM INC. s'adressera à la COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC afin d'obtenir un permis spécial l'autorisant à effectuer le transport de rebuts pétroliers ou dérivés de ces derniers, rebuts chimiques ou résidus de fosses septiques ou autres rebuts par camions spécialisés de type citerne-vacuum munis d'une pompe servant à l'écumage ou à vider et/ou nettoyer les contenants qui renferment ces rebuts, le tout, de tout point à tout point dans la Province de Québec. Les sudits rebuts sont destinés à être incinérés et/ou enfouis dans le sol; les frais de transport seront assumés par le client et il n'y aura aucun retour avec les susdites marchandises. TOUT INTERESSE peut faire opposition à la présente demande dans les QUATRE (4) jours qui suivent la date de la première parution dans les journaux.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
GREFFE DES DIVORCES
DU DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 500-12-046-893-743
COUR SUPÉRIEURE
RICHARD C. GLOVER, résidant et domicilié au 11651 rue Gouin ouest, à Pierrefonds, district de Montréal.
Requérant,
C.
DAME CLAIRE LAMARCHE, épouse séparée de biens de Richard C. Glover, autrefois au 1310 rue antonio à Laval, district de Montréal et maintenant de lieu inconnu,
Intimée.
PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée CLAIRE LAMARCHE, est par les présentes requise de comparaître dans un délai de 60 jours à compter de la dernière publication.
Une copie de la requête en divorce a été laissée à la Division des Divorces de Montréal à son intention.
PRENEZ DE PLUS AVIS qu'à défaut par l'intimée de signifier et de déposer sa comparution ou contestation dans les délais susdits, le requérant procédera à obtenir contre elle par défaut, un jugement de divorce, accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre elle.
Montréal, le 1974.
(S) WILFRID LEFEBVRE
Régistraire des Divorces
MES BELAND TRUDEAU
BASTIEN & ALARIE
500 Place d'Armes,
Bureau 2378,
Montréal, P.Qué.,
H2Y 2W2

CANADA
PROVINCE DE QU5BEC
DISTRICT DE MONTR5AL
NO: 12-047113-745/500.
DIVISION DES DIVORCES
(Cour supérieure)
DAME JEANNINE TRUDEAU, résidant et domiciliée à Longueuil, district de Montréal;
Requérante,
C.
ANTONIN LOISELLE, présentement de lieux inconnus;
Intimé,
SUIVANT ORDONNANCE DE CETTE HONORABLE COUR:
L'intémé, ANTONIN LOISELLE, est requis de comparaître dans un délai de soixante (60) jours de la dernière publication du présent avis.
Une copie de la requête en divorce a été laissée pour lui à la Cour Supérieure, Division des Divorces, à Montréal. De plus, soyez aussi avisé que si vous faites défaut de comparaître ou de contester ladite requête dans le délai susdit, la requérante procédera par défaut et un jugement de divorce pourra être prononcé contre vous, avec autres mesures accessoires.
LONGUEUIL, ce 27 novembre 1974.
MES LARIVIERE & BRAULT, AVOCATS,
482, rue Sainte-Hélène,
Bureau 31, Longueuil,
J3K 3R2. (651-2610).

Prenez avis que M. Jean-Marc Pelletier Q-501466, M. Romual Parent Q-501487, M. Roger jSimon Q-501471, M. Léonard Pelletier Q-501641, M. Camilien Beaulieu Q-501482, M. Gaston Rousseau Q-501473, M. Jean-Yves Rousseau Q-501472 M. Rosaire Fortin Q-503103 s'adresseront à la Commission des Transports pour obtenir un permis additif pour le transport de Bois de Pulpe dans la région numéro 9.
Tout intéressé à ladite requête peut porter opposition dans les (4) quatres jours de la premièr date de publication de cet avis dans ce journal, à la Commission des Transports du Québec.
Béliveau, Alarie, Chouinard — Associés.
2, place Québec, suite 836
Québec.

Avis est donné que le seize décembre mil neuf cent soixante-quatorze, à 10:00 A.M. Me Claude Laurier, notaire soussigné, procédera, à son bureau, 50 Place Crémazie, suite 1025, Montréal, à la vente à l'enchère de l'immeuble appartenant à Dame Zéphérina Mallette, interdite, connu et désigné comme suit:
DESIGNATION
Un immeuble ayant front sur la rue Coloniale en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro DEUX CENT DIX-HUIT (218) du cadastre du Village de Saint-Jean-Baptiste; avec bâtisses dessus érigées portant les numéros 4468 à 4474 de ladite rue Coloniale.
Cette vente sera faite en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Paul Langlois - - - - -, rendu le 20 novembre 1974, sous le numéro 14-001075-74 des dossiers de la Cour Supérieure, district de Montréal.
Pour les conditions de la vente, s'adresser au notaire soussigné.
CLAUDE LAURIER, notaire
381-8631

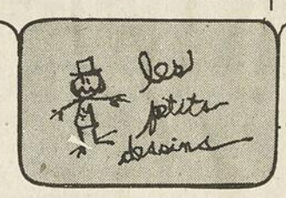
Les photographes amateurs:

"On ne fait pas de bruit mais on existe..."

L'Alpa (Association Longueuilloise des Photographes Amateurs) ne fait peut-être pas grand bruit... C'est l'habitude des photographes d'être discrets mais ne croyez pas que nous sommes retirés du monde; et nous sommes décidés à renseigner le public sur nos activités, a déclaré hier M. Jean Poirier, le président, dans une lettre au JOUR.

"Ça vous intéresse? alors venez nous rencontrer les mercredis, au Centre Culturel de Longueuil, 50 ouest rue St-Laurent. Ne manquez surtout pas le 4 décembre 1974, à 19:30 alors que notre conférencier sera un personnage bien connu de chez-nous: le Dr. Arthur Tardif qui est un maître dans cet art qui nous intéresse. Donc n'oubliez pas le 4 décembre 1974, à 19:30 (7:30 hres P.M.)."

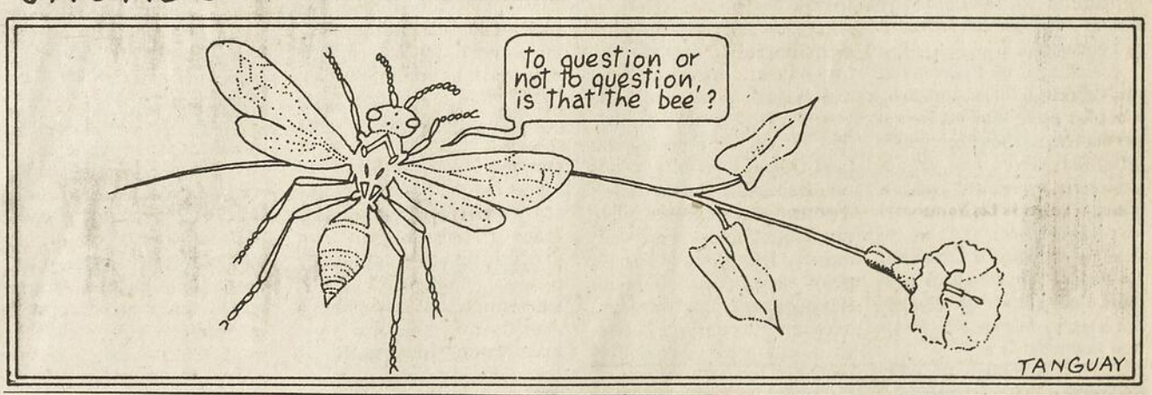
"L'entrée est libre, alors rendez-vous tôt pour ne pas être déçus. Pour tous renseignements sur l'association, composez 679-5287. Nous ferons relâche du 12 décembre 1974 au 15 janvier 1975.

La Coopérative  et LE JOUR présentent

Les bandes dessinées québécoises

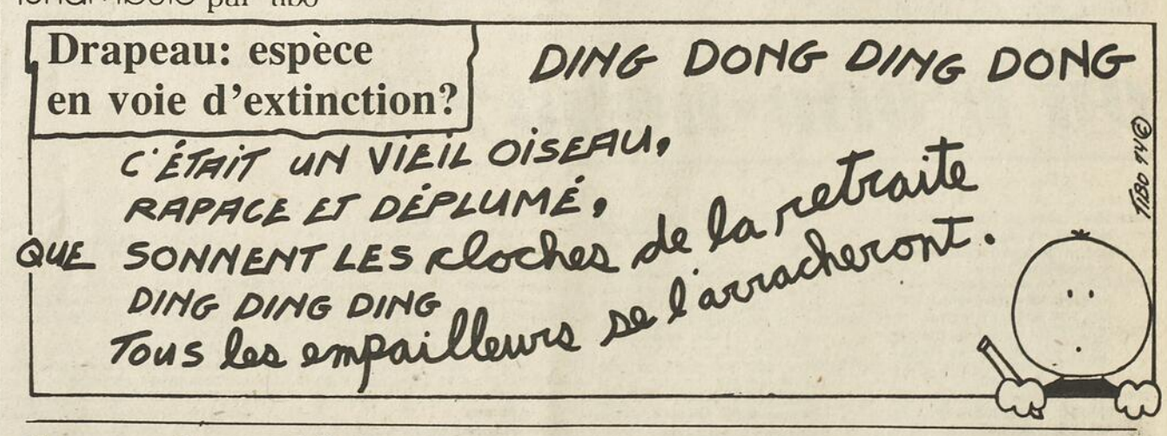
Tanguay est en vacances pour deux semaines. Durant son absence, Le Jour publie en reprise quelques-uns de ses dessins.

JAUNES D'OEUFS par TANGUAY a/s La 'Patapathèque C.P. 917 Ste-Adèle

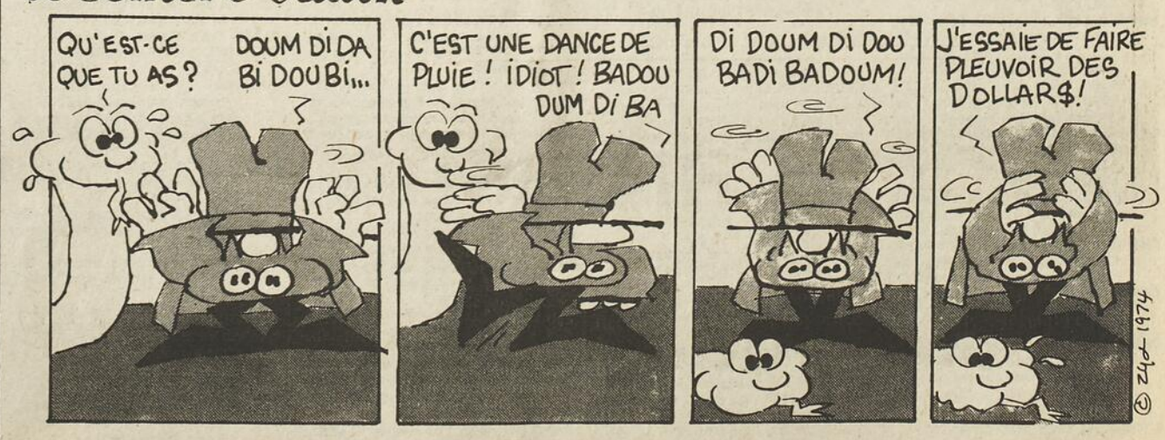


lunambule par tibo

Drapeau: espèce en voie d'extinction?



le sombre vilain



Le Québec sera le plus médaillé ... avant 1976 !



Alain Gerbier

Ah les beaux mérites sportifs québécois que nous avons eus! Et ce qui est réconfortant, c'est que nous en aurons d'autres! La cérémonie de vendredi à l'hôtel Bonaventure n'a été que la répétition de celle de l'an passé (à Québec), et le prélude à celle de l'an prochain et aux suivantes...

C'était si beau que j'en bégaie encore. Chacun s'était fait une tête d'adepte du sport amateur et ceux qui n'étaient pas familiers avec la question ou qui étaient là par hasard s'étaient fait une tête de congressiste ou d'invité à une distribution solennelle des prix, ce qui, pour la circonstance, était amplement suffisant!

...Vivement le prochain mérite! Vivement qu'on réentende les sonneries de trompettes, qu'on revoie les belles dames en robe du soir, les belles dames qui visiblement n'y comprennaient rien (exact d'ailleurs qu'on ne leur a pas demandé de comprendre), les belles dames qui n'ont pas même fait le rapprochement entre le temps de courir neuf milles et le temps de cuisson du boeuf en daube...

... De belles dames que l'on montre au "mérite sportif québécois" mais que l'on n'a jamais emmenées sur un site de compétition!

Signe du temps: vendredi soir, les directeurs techniques importants n'assistaient pas à la cérémonie.

... Cette passion des manifestations sportivo-mondaines me fait penser à l'engouement du Monsieur Jourdain de Molière pour la chose persanne. On "s'intéresse" à la chose sportive et on "en parle" parce que c'est à la mode: Les opportunistes et les parasites se promènent de salon en salon, de mérite sportif en mérite sportif en laissant parfois tomber "C'est réel-le-ment très réussi!"... ce qui assurément les place en spécialistes!... Et ils se couronnent mutuellement et généreusement "mamamoushis" du sport amateur. Qu'ils ignorent tout des besoins concrets d'une discipline, qu'ils ignorent que pour pratiquer l'athlétisme, il soit besoin d'avoir des starting-blocks, des bandes à mesurer, des pistolets, des poteaux de sautoir et du matériel de musculation spécifique et encore bien d'autres choses, passe inaperçu: Ils sont entre gens d'un même bord et ne se penchent jamais au dessus de l'autre bord car ils auraient le vertige... Et ils seront là à se pavaner et à se gargariser jusqu'en 1976... Là à dire de belles phrases saugrenues, à l'instar de Colette Devlin qui a su trouver le commentaire pertinent en remettant vendredi, son trophée à la nageuse Sylvie Fortier: "Décidément les femmes se distinguent"!

Tout ce comportement est comparable au défi de traverser le Saint-Laurent que lancerait un lindbergh d'opérette)sachant au fond de lui-même qu'il n'en a pas le courage et surtout qu'il ne sait pas piloter). Alors il tergiverserait, il rattacherait son lacet défait et redéfait, il vérifierait exagérément la pression des pneus et inspecterait avec minutie la peinture de la carlingue, bref, il gagnerait du temps en espèrant que la nuit tombe et que sa tentative avorte.

Tout ce déploiement de forces inutiles, tout ce cérémonial ne vise qu'à donner le change.

Même au niveau de la formation des athlètes, le seul qui soit important, on travaille souvent en "lévitation" (quand on a les pieds par terre, ils sont dans la boue) et on se laisse volontiers absorber par l'écran de fumée de la "Recherche". On fait des expériences en laboratoire, on filme des athlètes sous toutes leurs coutures mais sans corriger au jour le jour des défauts, ou une attitude impropre, sans penser qu'il y a dans chaque performance, dans chaque athlète de "l'humain". On voudrait déjà passer à la production en série, au sport de consommation alors que l'athlétisme par exemple ne peut être qu'une discipline artisanale, alors que chaque "chef-d'oeuvre" se travaille dans l'ombre pendant des années et des années.

Par je ne sais quel hasard, vendredi dans le semi-pénombre, je me suis laissé aller à rêver au jour où tous les Québécois auraient leur "jacket" des Jeux du Québec... mais au moment où j'en étais à penser que la BCN pourrait alors se reconvertir dans le textile, une sonnerie de trompettes et l'apostrophe de Claude Quenneville au profit du commanditaire, m'ont ramené à la réalité du moment.

... Je suggère, le plus sérieusement du monde, que l'on inscrive en lettres d'or sur le ciel du stade olympique: "ouvrez-en donc une pour voir"... Cela ferait mousser la Molson et l'on pourrait même procéder ensuite à un lâcher de canettes de bière. Les Jeux de Montréal atteindraient alors leur véritable dimension: On ferait dans le grandiose et dans le spectaculaire... tout en préservant la couleur locale qui est si importante pour la santé. Et tous les Montréalais et tous les Québécois en général seraient très fiers et trouveraient cela très beau. ... Probable que les athlètes et les spectateurs des autres pays auraient le sentiment de s'être fourvoyés mais, après tout on ne les auraient pas fait venir pour qu'ils nous niaisent ou qu'ils piétinent la "réalité québécoise".

Et puis, ce sont "nos" Jeux. Cela fait maintenant si longtemps qu'on se répète qu'on nous les a donnés parce qu'on est les plus forts, les plus beaux et les plus intelligents qu'on ne va pas revenir là-dessus et se laisser insulter.

... Bien sûr qu'on va prendre une méchante claque sur le plan sportif (bien qu'avec l'auto-suggestion pratiquée à haute dose, on n'en soit plus si sûr que cela), mais au moins il y a des disciplines dans lesquelles on demeurera les champions incontestés: le protocole, les cérémonies sportivo-mondaines rehaussées de "ça vous prend quoi?" ou "ayons l'esprit olympique avec la banque Duschmurtz", les médailles anté-olympiques, les décorations, les diplômes, le panthéon, le mérite sportif et autres bébelles du genre...

On mangera notre claque en 1976? Bof. Cela ne sera pas plus grave que cela. On aura (heureusement), comme me l'expliquait vendredi mon voisin de table, "tous les Belges, Français, Égyptiens et autres techniciens qui encombrent le sport amateur authentiquement québécois et à qui l'on pourra enfin et sans retenue, rejeter la faute"!

D'ici là, gloire aux "mamamouchis"!



Betsy Clifford... une descente remarquée

La saison de ski débute aujourd'hui à Val d'Isère

VAL D'ISERE (Reuter) — Comme à l'accoutumée, la saison de ski, débute cette année avec le Critérium de la Première neige à Val d'Isère, où les dames seront les premières en action mercredi avec l'épreuve-reine du ski alpin, la descente.

Les skieuses ont effectué mardi une descente non-stop, et l'Américaine Cindy Nelson s'est montrée la plus rapide. Âgée de 19 ans, originaire du Minnesota, la blonde Cindy est la seule à avoir réussi à battre l'Autrichienne Anne-Marie Proell-Moser en descente au cours des deux saisons passées.

Hier, à Val d'Isère, sur une piste tracée au milieu des sapins, elle a été chronométrée en une minute, 26 secondes, 73 centièmes, le meilleur temps de la journée.

Elle reste toutefois circonspecte, comme elle l'a dit après l'arrivée: "Je voulais réussir ce temps, mais la course, c'est pour demain, et les choses seront peut-être différentes alors. J'ai devancé Anne-Marie aujourd'hui, mais cela ne veut pas dire que je la devancerai demain, je sais qu'elle peut aller plus vite."

Cindy Nelson aime ce parcours, avec une bosse difficile à négocier juste avant un virage à gauche très sec et les schuss.

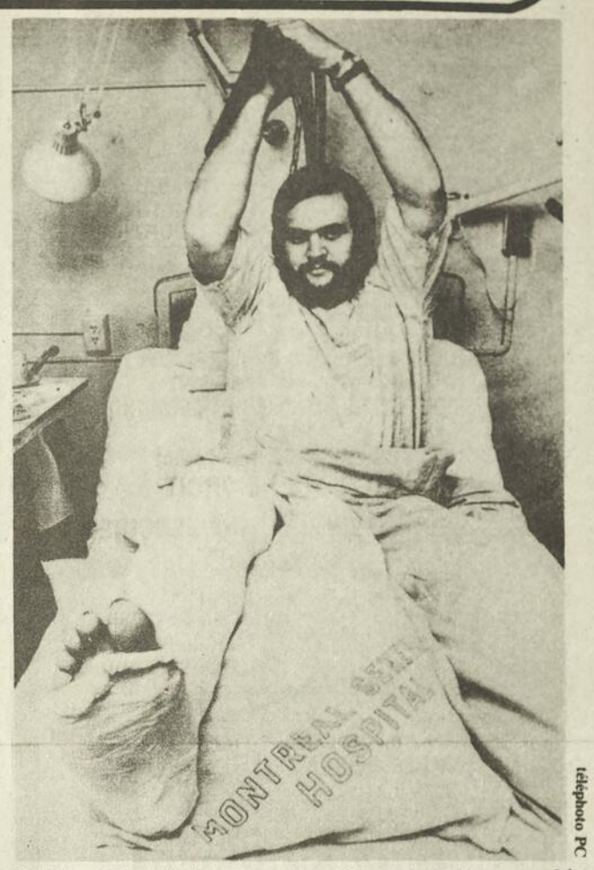
Les conditions de la neige sur les pentes de Val d'Isère sont, presque parfaites, une importante chute de neige, la semaine passée, ayant ajouté deux mètres de poudreuse à la couche déjà en place.

Une piste en excellent état, cela a permis à plus d'une douzaine de filles de faire de bons temps à l'entraînement, endessous de la minute et demi.

Anne-Marie Proell-Moser a tourné régulièrement aux alentours de 1.29, mais il est certain qu'elle doit pouvoir faire beaucoup mieux, ayant terminé à chaque reprise les derniers cent mètres relevée.

Nombre de concurrentes ont perdu du temps au passage de la dernière bosse, la moindre erreur de jugement les faisant dériver à travers la piste à l'écart de la meilleure ligne pour le dernier virage.

La Suissesse Marie-Thérèse Nadig, la Canadienne Betsy Clifford, l'Allemande de l'Ouest Evi Mittermaier et les Françaises Danielle Debernard et Fabienne Serrat ont elles aussi laissé une excellente impression à l'entraînement.



L'ailier défensif des Alouettes, Gordon Judges, a subi hier une délicate intervention chirurgicale au genou droit et devra porter un plâtre pour une période estimée à deux mois. Tout ça a l'air de l'enchanter.

télephoto PC

les statistiques

hockey

Selects de Moscou

Calendrier des matches

9 déc. — Selects vs Junior de Montréal (à Montréal)
10 déc. — Selects vs Étoiles Ligue Junior de l'ouest (à Edmonton)
12 déc. — Selects vs Étoiles Ligue Junior de l'ouest (à Vancouver)
14 déc. — Selects vs Étoiles O.H.A. (à Sudbury)
15 déc. — Selects vs Sault Ste-Marie (à Sault Ste-Marie)
17 déc. — Selects vs Les Voyageurs de la Nouvelle-Écosse (à Halifax)
18 déc. — Selects vs Les Voyageurs de la Nouvelle-Écosse (à Moncton, N.B.)

Association mondiale

Division canadienne

	G	P	N	BP	BC	Pts
Toronto	15	8	1	111	85	31
Winnipeg	12	6	1	86	53	25
Québec	12	8	0	82	71	24
Edmonton	9	6	0	56	48	18
Vancouver	7	10	1	56	62	15

Division est

N. Ang	14	6	0	83	64	28
Cleveland	9	6	1	50	49	19
Chicago	7	13	0	63	81	14
Indiana	4	19	0	48	108	8

Division ouest

Houston	15	8	0	109	70	30
San Diego	11	8	0	61	65	22
Phoenix	7	10	2	67	73	16
Minnesota	7	11	0	74	80	14
Michigan	5	15	0	54	91	10

Compteurs

	B	A	Pts
Hull, Win	23	15	38
Lund, Hou	16	20	36
Nilsson, Win	8	26	34
Hughes, Hou	20	11	31
Dillon, Tor	12	18	30
Bernier, Qué	10	19	29
Simpson, Tor	19	9	28
Walton, Minn	15	13	28
Henderson, Tor	15	13	28
G.Howe, Hou	10	18	28
Lacroix, S.D	11	16	27
Faetherstone, Tor	9	18	27
Hinse, Hou	8	19	27

Aujourd'hui
Minnesota à Québec
N.-Angleterre à Cleveland
Houston à Winnipeg
Vancouver à Edmonton
San Diego à Michigan

Matches d'hier non compris

Ligue nationale

Section I

	J	G	P	N	BP	BC	Pts
Phila	24	15	6	3	91	55	53
Atlanta	26	13	8	5	72	66	31
Rangers	23	10	8	5	87	70	25
Islanders	24	8	7	82	68	25	

Section II

Vanc	25	15	6	4	94	66	34
Chicago	22	10	9	3	76	53	23
Minnesota	24	9	11	4	69	90	22
St-Louis	23	7	11	5	71	88	19
Kansas City	23	4	18	1	55	105	9

Section III

Montréal	26	13	6	7	111	79	33
Los Ang	23	12	2	9	70	38	33
Pittsburgh	23	8	11	4	95	88	20
Détroit	22	7	13	2	61	94	16
Washington	24	2	19	3	54	125	7
Buffalo	26	18	4	4	121	84	40

Section IV

Boston	23	12	6	5	99	69	29
Toronto	22	6	12	4	76	94	16
Californie	25	4	16	5	58	111	13

Lundi
Montréal 2, atlanta 0

Compteurs

	B	A	Pts
Orr, Bos	15	27	42
Esposito, Bos	21	19	40
Perreault, Buf	16	23	39
Robert, Buf	18	17	35
Clarke, Phi	9	26	35
Lafleur, Mont	16	18	34
Martin, Buf	15	18	33
Dionne, Det	9	23	32
Mahovlich, Mont	11	20	31
Luce, Buf	13	16	29
Boudrias, Van	6	23	29

Aujourd'hui
Boston à Canadien
Détroit à NY Rangers
Atlanta à Californie
Toronto à Pittsburgh
Minnesota à Los Angeles
Kansas City à Chicago

JEUDI
Toronto à NY Islanders
Chicago à Philadelphie
Washington à Buffalo
Détroit à Boston

VENDREDI
Philadelphie à Kansas City
Atlanta à Vancouver
Minnesota à Californie

Ligue majeure (Qué.)

Section est

	J	G	P	N	BP	BC	Pts
Trois-Riv	26	10	12	4	104	102	24
Chicou	25	11	13	1	118	155	23
Québec	24	11	12	1	95	102	23
Shawinigan	25	8	14	3	104	129	19
Sorel	27	7	18	2	108	153	14

Section ouest

Sherbrooke	21	16	3	2	145	78	34
Cornwall	26	14	7	5	120	93	33
Montréal	23	13	7	3	144	119	29
Hull	21	12	10	0	119	110	24
Laval	27	9	15	3	132	149	21

Lundi
Sorel à Laval, remis
Cornwall à Shawinigan, remis.

football

Conf. nationale

Division est

	G	P	N	Bp	BcMoy
St.Louis	9	3	0	259	190 750
Washington	8	4	0	255	179 667
Dallas	7	5	0	233	191 583
Phil	5	7	0	194	193 417
NY Giants	2	10	0	174	253 167

Division centrale

Minnesota	8	4	0	252	170 667
Green Bay	6	6	0	201	189 500
Detroit	6	6	0	216	223 500
Chicago	4	8	0	131	209 333

Division ouest

Los Angeles	9	3	0	227	144 750
San Francisco	4	8	0	184	209 333
Nlle Orleans	4	8	0	131	228 333
Atalnta	2	10	0	91	245 167

Dimanche
Buffalo 6, Baltimore 0
Cleveland 7, San Francisco 0
NY Jets 27, San Diego 14
Philadelphie 36, Green Bay 14

Conf. américaine

Division est

	G	P	N	Bp	NcMoy
Buffalo	9	3	0	240	205 750
Miami	9	3	0	276	173 .750
Nlle Ang	7	5	0	304	234 583
NY Jets	5	7	0	214	252 417
Baltimore	2	10	0	136	267 167

Division centrale

Pittsburgh	8	3	1	257	169 708
Cincinnati	7	5	0	261	209 .583
Houston	6	6	0	194	221 500
Cleveland	4	8	0	210	275 333

Division ouest

Oakland	10	2	0	321	199 833
Denver	6	5	1	266	263 542
Kansas City	5	7	0	212	251 417
San Diego	3	9	0	167	264 250

Houston 13, Pittsburgh 10
Chicago 16, NY Giants 13
Minnesota 29, Nlle Orleans 9
Kansas City 17, St. Louis 13
Los Angeles 30, Atlanta 7
Oakland 41, Nlle Ang. 26

courses

Les inscrits

PREMIÈRE COURSE: Trot pour 5 ans et moins. Conditions.

4—Arthur Guy	Lachance	5/2
5—Some Meteor	Turcotte	3/1
7—Rapid Progress	Gauthier	4/1
8—Warbler	Watson	9/2
6—Deft Yankee	Giguere	5/1
1—Scapa Flow	Gamache	6/1
2—Ticoune Lambert	Baillargeon	8/1
3—Vonda Kay Ha.	Livernoche	8/1

DEUXIÈME COURSE: Amble alloc. pour âge & sexe. À réclamer. Bourse $1,500

4—Baker's Dozen	Pleau	5/2
7—Johnny Drummond	Poirier	3/1
2—Copper Lass	Catellier	4/1
3—Uncle Bens Billy	Picard	9/2
5—Arawana Della	Jutras	5/1
6—Tarquin	Ponton	6/1
8—Prima Jeremy	Gendron	8/1
1—Douane Coloniale	Cleroux	8/1

TROISIÈME COURSE: Amble alloc. pour âge & sexe. À réclamer. Bourse $2,200

1—Armstead Mick	Jones	5/2
5—Keystone Ranger	Gauthier	3/1
8—Baker Lobell	Hebert	4/1
2—Pec		9/2
6—Armbro Lester	Bedard	5/1
7—Blue Duane	Gendron	6/1
4—Emmett Lobell	Gamache	8/1
3—Great Lynn	Brault	8/1

QUATRIÈME COURSE: Amble alloc. pour âge & sexe. À réclamer. Bourse $2,000

2—Golden Able	Gauthier	5/2
6—Zip Coat		3/1
5—Eclaire Flicka	Poirier	4/1
8—Jay D. Adios		9/2
7—Regal Brook	Lacharité	5/1
4—Tony Raid	Gamache	6/1
3—Calynn Volo	Boucher	8/1
1—Patch O Gold	Samson	8/1

CINQUIÈME COURSE: Amble alloc. pour âge & sexe. À réclamer. Bourse $1,800

1—Smart Flyer	Poirier	5/2
8—Fly Fly Sally	Lachance	3/1
7—Mi Pepita	Samson	4/1
6—Gusty Viking	Pleau	9/2
3—Sullys Music	Hanna	5/1
2—Real Drummond	Jutras	6/1
4—Pier Mac	Chartier	8/1
5—Janice Barmin	Lancaster	8/1

SIXIÈME COURSE: Amble alloc. pour âge & sexe. À réclamer. Bourse $1,600

8—Grand Jewl	Lachance	5/2
1—Fashion Duke	Plourde	3/1
5—Dilly Bob	Ladouceur	4/1
7—Two Mountains	C.Bardier	9/2
3—Good Nite Jim	Gauthier	5/1
2—Lucky Q.	Boucher	6/1
4—Piggy Bank	Norris	8/1
6—Express G.	Picard	8/1

SEPTIÈME COURSE: Amble-alloc. pour âge & sexe. À réclamer. Bourse $1,900

1—Irene Barmin	Boucher	5/2
2—Sam I Am	Grisé	3/1
5—Flying Magoo	Gauthier	4/1
3—Twenty One Jew.	Boucher	9/2
4—Kawartha Eddy	Lacharité	5/1
7—A Choice Guy	Gamache	6/1
6—The Hood	Picard	8/1
8—Two Mountains S.	Bélanger	8/1

HUITIÈME COURSE: Amble alloc. pour âge & sexe. À réclamer. Bourse $2,100

6—Drexel Harry		5/2
7—Meadow Oakie	Gamche	3/1
4—Gerrys Knight	Robillard	4/1
3—Curiosity A		9/2
2—Stud Omaha	Pleau	5/1
5—My Buddy	Côté	6/1
8—Hippo Time	Côté	8/1
1—Adios Whisky	Bedard	8/1

NEUVIÈME COURSE: Trot-gagnants de plus de $4,000 gains à vie. Bourse $4,500

4—Saul Express	Pelletier	5/2
2—Brown Count	Gauthier	3/1
1—Sanford Hanover	Grisé	4/1
3—Carver C.	Boucher	9/2
7—Counterpoint	Lachance	5/1
6—Kentucky Blend	Ponton	6/1
5—Scott Trot	Boucher	8/1
8—Dons Gene	Hebert	8/1

DIXIÈME COURSE: Amble pour 5 ans et moins. Conditions. Bourse $1,700

3—Susabell Hanover	Côté	5/2
2—Dancing Bruin	Gendron	3/1
5—Extra Angus	Lacharité	4/1
1—Jupiter Ric	Gingras	9/2
4—Mortimer Bee	Samson	5/1
6—Idlewhiles Bill		6/1
7—Baron Lyss	Aranyi	8/1
8—Hap Hanover	Lachance	8/1

BLUE BONNETS

Les sélections du JOUR
par Mario Lavallée

Relation entre les chevaux: chiffres entre parenthèse égale côte de vitesse

1- Arthur Guy (61) — Vonda Kay Hanover (58) — Warbler (58).

2- Prima Jeremy (59) — Arawana Della (55) — Tarquin

3- Armbro Lester (65) — Armstead Mick (63) — Baker Lobell (63).

4- Golden Able (61) — Eclaire Flicka (59) — Jay D. Adios

5- Gusty Viking (57) — Smart Flyer (57) — RealDrummond (50).

6- Express G. (68) — Good Nite Jim (63) — Two Mountains Call (69).

7- Sam I AM (61) — Flying Magoo (65) — Irene Barmin

8- Stud Omaha (64) — Drexel Harry (67) — Meadow Oakie (63).

9- Brown Count (68) — Saul Express (71) — Kentucky Blend (63).

10- Extra Angus (64) — Susabelle Hanover (61) — Dancing Bruin (61).

VOLVO RIVE SUD
en face des galeries Taschereau
3839 boul. Taschereau, Saint-Hubert 678-1220

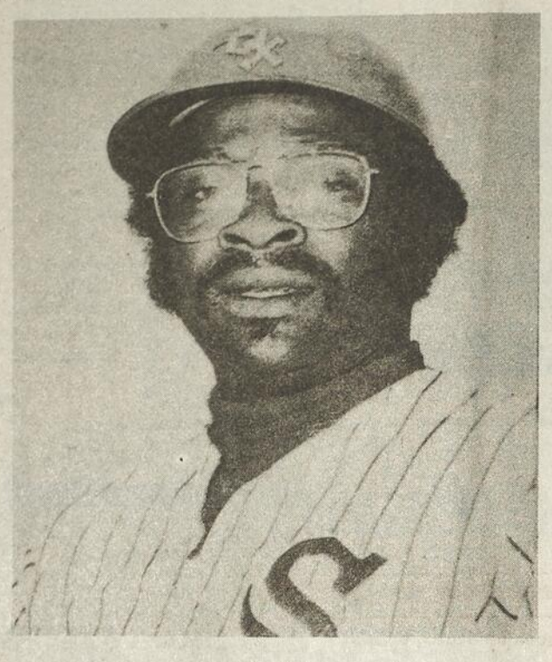
le sport *Aux assises du baseball majeur*

Allen passe aux Braves et Tug McGraw aux Phillies!

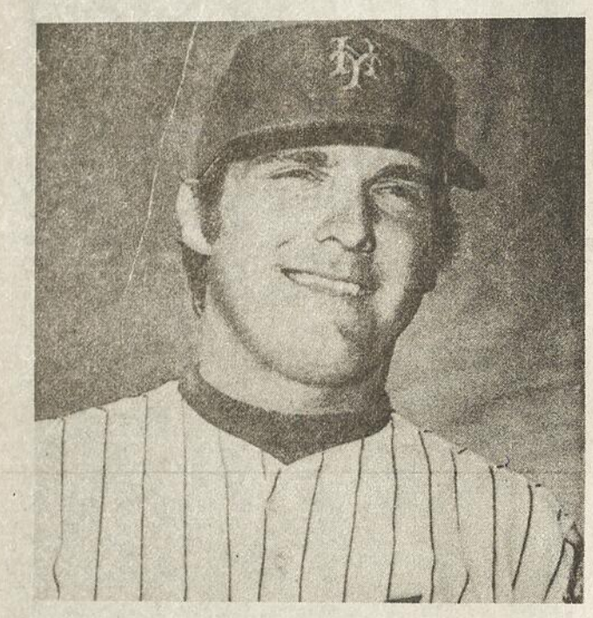
NOUVELLE-ORLÉANS (AP) — Deux joueurs bien connus, Dick Allen et Tug McGraw, ont été impliqués dans des échanges rapides, hier, au cours des assemblées d'hiver du baseball.

Allen, qui avait annoncé sa retraite en septembre, mais avait changé d'idée depuis, a été échangé aux Braves d'Atlanta par les White Sox de Chicago.

Par ailleurs, l'as de la relève des Mets de New York, McGraw, est passé aux Phillies de Philadelphie dans un échange impliquant six joueurs, y compris le champ-centre Del Unser qui évoluera à New York.



Dick Allen



Tug McGraw

Les voltigeurs Don Hahn et Dave Schneck porteront aussi les couleurs des Phillies tandis que le gaucher MacScarce et le receveur-recrue Jim Stearns évolueront avec les Mets.

Afin d'obtenir les services d'Allen, les Braves ont déboursé la petite somme de $5,000, plus un joueur qui sera connu plus tard, si Allen accepte de mettre fin à sa retraite.

Allen, joueur le plus utile de la LA en 1972, a dominé la ligue avec 32 circuits l'an dernier même s'il n'a participé qu'à 128 matches, ayant quitté les White Sox le 14 septembre parce qu'il était écoeuré du baseball.

Depuis, Allen a changé d'idée et aurait aimé revenir aux White Sox, mais le gérant Chuck Tanner ne veut plus de lui.

"Les bonis des 2e et 3e places étaient encore à l'enjeu lorsqu'il a quitté le club, d dit Tanner. Il lui serait difficile d'évoluer avec nos joueurs après ce que s'est produit. Je crois qu'il nuirait aux White Sox en revenant."

Tanner croit que Allen va accepter de rejoindre les rangs des Braves, ce que le directeur-gérant Eddie Robinson souhaite également

"Nous sommes venus ici pour nous assurer les services d'un solide frappeur droitier et je n'en connais pas de meilleur," a dit Robinson.

Allen affiche une moyenne de .300 et 12 saisons dans les majeures avec quatre clubs différents, en plus d'occuper le 8e rang chez les cogneurs de circuits encore actifs, avec 319.

Allen a cogné tous ses circuits avant le mi-août l'an dernier. Choisi 1er-but du club d'étoiles de la LA, il avait encore fait honneur à sa réputation controversée en arrivant juste avant le match. McGraw avait inventé le fameux slogan "You Gotta Believe" qui a conduit les Mets au titre de la LN en 1973. Il avait établi un record d'équipe avec 27 victoires préservées en 1972, mais n'en a préservé que trois l'an dernier avec une fiche de 6-11 et une moyenne de 4.15 points mérités.

Autres échanges

Unser, qui a affiché une moyenne de .264 avec les Phillies l'an dernier, héritera probablement du poste de champ centre maintenant vacant.

"Il est un bon voltigeur défensif et c'est ce que nous recherchions", a déclaré le gérant des Mets, Yogi Berra.

Par ailleurs, les Phillies ont cédé le lanceur Ed Farmer aux Brewers de Milwaukee en retour de l'intérieur-voltigeur Steve McCartney.

Farmer a présenté une fiche de 2-1 et une moyenne de 8.42 points mérités avec les Phillies tandis que McCartney affichait une moyenne de .266 y compris 32 circuits et 78 points produits, dans la Ligue du Pacifique l'an dernier.

D'autre part, les Orioles de Baltimore ont fait l'acquisition du 1er-but Lee May et de Jay Schlueter des Astros de Houston, en retour de Enos Cabell et Ron Andrews, joueur des mineures comme Schlueter. May, 31 ans, a affiché une moyenne de .268, y compris 24 circuits et 85 points produits, l'an dernier.

Andrews, un 2e-but, a été choisi unanimement au sein de l'équipe d'étoiles de la LI avec Rochester l'an dernier grâce à une moyenne de .306. Il est le jeune frère du fameux Mike Andrews, ex-athletic d'Oakland.

Cabell a affiché une moyenne de .241 en 80 matches avec les Orioles l'an dernier.

Tony Oliva

Selon le Minneapolis Star, les Twins du Minnesota ont failli céder le frappeur désigné Tony Oliva au Kansas City en retour du voltigeur Al Cowans.

Des difficultés, au sujet de l'addition de joueurs des ligues mineures, ont fait tombé l'échange à l'eau.

Le président Calvin Griffith voulait révéler l'échange au cours de l'assemblée d'hiver, mais Joe Burke, directeur-gérant du Kansas City, a réclamé des joueurs des mineures.

Oliva, champion-frappeur désigné en raison d'opérations aux

çx genoux.

Cowens a porté les couleurs du Kansas City l'an dernier, mais les Royals alignent déjà un voltigeur de cette de qualité en Amos Otis.

Enfin, les Yankees de New York ont cédé le frappeur désigné Bill Sudakis aux Angels de la Californie en retour du lanceur droitier Skip Lockwood.

Staub aux Phillies



Le "grand orange" de Philadelphie...

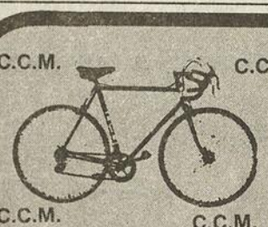
NOUVELLE ORLÉANS (PA) —bMême si les deux partis le nient, Rusty Staub (oui, le Grand Orange...) appartient déjà depuis hier aux Phillies de Philadelphie.

Staub, voltigeur des Mets de New York depuis trois saisons, est passé aux Phillies via une transaction impliquant trois joueurs dont font aussi partie les Tigers de Détroit, de la Ligue américaine. C'est du moins ce qu'on a appris hier de source fiable dans les couloirs des assises annuelles du baseball majeur à la Nouvelle Orléans.

Les Phillies ont envoyé le receveur Bob Boone aux Tigers, tandis que les Mets obtenaient les services du champ centre Mickey Stanely et du lanceur de relève Bill Slayback.

Staub, obtenu par les Mets des Expos de Montréal en 1972 a maintenu une moyenne de .258 avec les Mets, frappé 19 circuits et produit 78 points en 1974.

C.C.M. C.C.M.



C.C.M. C.C.M.

10 vitesses
- Protège rayons chromé
- Pneus nylon Dunlop
- Dérailleur Shimano
- Couvre chaînes chromé
- Hommes et femmes

Rég. $135.00
Spécial $89.95
Garantie 1 an

Aussi
TARGA MISTRAL
SILVE-GHOST
Tour de France en vente

Bicyclette pliante
tricycle

CYCLE DU MOULIN LTÉE
GROS et DÉTAIL
C.D.M. ET CCM
Établie depuis 1952
651 Villeray
(coin Foucher)
274-0125
Montréal

Françoise Chartrand présente

MUMMENSCHANZ
Dernier Soir

Théâtre, —
mime et masques.
Ils font du mime de
SCIENCE-FICTION.
Ils animent des choses
que la plupart d'entre
nous est incapable
d'imaginer.



3 ET 4 DÉC.
À 8H.00 P.M.
BILLETS $4—$5—$6

AUSSI EN VENTE
CHEZ SAUVÉ FRÈRES
ET
MONTRÉAL TRUST
P.V.M.

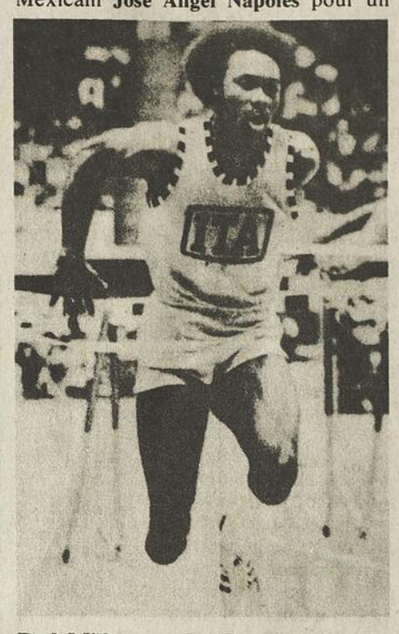
THÉÂTRE MAISONNEUVE

les capsules

d'Alain Gerbier

"Fait froid hein?" C'est ainsi que mon voisin qui pelletait son entrée de garage a engagé la conversation. Comme j'ai grommelé "mmmoui", il a profité de cette ouverture dans le dialogue pour s'y engouffrer comme un gars qui trouve une encoignure de porte quand il est pris dans une tempête: "Dites, si on fondait une fédération de pelletage?"... Depuis qu'il a découvert que je m'intéresse au sport dit amateur, il est plein de bonnes idées comme celle-là! Mais, je le sens prêt à chavirer: Dès qu'il va avoir réuni une quinzaine de membres, il va fonder une compagnie de pelletage et on va violer la loi révisée de l'amateurisme! Et puis cela ne me tente pas d'avoir à m'emtraîner à pelleter. Je ne me vois pas dès le mois d'octobre en train de pelleter de la neige fictive sur le tapis du salon.

...Parce que l'entraînement ça fatigue! Demandez donc au boxeur canadien **Clyde Gray** qui vient de défier le Mexicain **José Angel Napoles** pour un



Rod Milburn... le 17 janvier au Forum!

combat titre mondial des mi-lourds en jeu! Cela fait des semaines que **Gray** fait de grands moulinets avec son bras... quand il va atteindre **Napoles,** cela va certainement le soulager! C'est le président du W.B.C. M. **Ramon Velasquez** (Mexique) qui a rendu publique la nouvelle, en précisant qu'il avait reçu une lettre d'**Irving Ungerman,** manager du pugiliste canadien lui confirmant ledit défit et assurant qu'une firme canadienne pourrait organiser la rencontre. **Napoles** et **Gray** s'étaient déjà rencontrés, en 1973, et le Mexicain l'avait emporté aux points.

...Un autre boxeur mi-lourd canadien, **Larry Hafey** a pris lundi soir au Felt Forum de New York une "grosse claque" qui ressemble beaucoup à un gros coups de poing: il s'est incliné aux points et en huit rounds devant l'espoir portoricain **Wilfredo** Benitez, 18 ans. Le Porto ricain demeure donc invaincu en onze combats tandis que le Canadien a subi sa douzième défaite en 46 matches. Il compte par ailleurs 32 bictoires et 2 nuls.

Dans un autre combat, également en huit rounds, le léger **Frankie Benitez,** le frère de **Wilfredo** (19 ans), a triomph aux points de l'Américain **Bobby Hughes...** On a du faire la fête chez les Benitez mais cela doit être impressionnant quand le père frappe du poing sur la table!

Un joueur de basket et un propriétaire d'équipe de baseball jouent les suspendus de Damoclès au dessus de la tête de leurs association et ligue respectives... Tous deux ont intenté des actions en justice. Dans le premier cas, il s'agit de **Joe Cadwell** des Spirits de Saint-Louis suspendu indéfiniment par l'Association américaine de basket-ball pour mauvaise conduite.

Le second concerné est le propriétaire des Yankees de New york qui a été, on s'en souvient, récemment suspendu (pour une période de deux ans) par le commissaire Bowie Kuhn pour avoir été impliqué dans une campagne électorale illégale. Aujourd'hui, **Steinbrenner** se retourne et poursuit les majeures.

...L'athlétisme professionnel fera son apparition au Forum le 17 janvier. Le circuit de l'ITA (International Track Association) poussera vers Montréal le perchiste **Bob Seagreen,** les coureurs de demi-fond **Jim Ryun** (recordman du mile) et **Dave Wottle,** les sprinter **Wyomia Tyus, Bob Hayes** (des Cow boys de Dallas, mais surtout l'un des premiers à descendre sous les 10 secondes au 100m et méfaille d'or aux Jeux de Tokyo), **Cliff Branch** (des Raiders d'Oakland), le coureur de fond **Ben Jipcho** et le spécialiste du 110m haies (médaille d'or à Munich devant le Français **Guy Drut**), **Rod Milburn.** Les athlètes de l'ITA qui en sont à leur troisième saison ont étali, l'an dernier 21 records en salle et attiré à leurs rencontres 70 pour cent de spectateurs de plus que la saison précédente.

Deux jours plus tard, (libérez-vous de vos engagements pour cette période), l'équipe japonaise de gymnastique arrivera à Montréal et sera l'hôte de la Fédération de cette discipline. Les Japonais se produiront le 21 janvier à 20h 30 au Centre Paul Sauvé. Pour avoir l'air d'un spectateur averti (n'ayez crainte un homme averti ne paie pas deux places), retenez le nom de **Kawao Horide** qui a battu les meilleurs chinois aux derniers Jeux asiatiques (Téhéran) mais n'a pas été sélectionné pour le championnat du monde.

Parmi les membres de l'équipe des Selects de Moscou qui rencontreront lundi prochain les juniors de Montréal on retrouve quatre joueurs de l'équipe nationale soviétique qui affronta l'équipe Canada 1974, plus tôt dans la saison. Il s'agit du gardien **Vladimir Polupanov** et des avants **Sergei Kotov, Kostantin Klimov et Vladimir Popov.** Le calendrier de leur tournée est publié dans les "statistiques" de ce jour.

Nous allons faire un nouveau crochet vers la boxe pour indiquer que le professeur de **Gratien Tonna, Antoine Nicelli** a annoncé hier soir qu'il avait officiellement déposé une réclamation contre **Rodrigo Valdes** auprès de la WBC. **Micelli** demande la disqualification du Colombien (champion du monde) et fonde son argumentation sur le fait que ce dernier a frappé irrégulièrement, après le "break" de l'arbitre. "Si la logique est respectée, a dit **Micelli, Valdes** doit être disqualifié".

Par ailleurs, **Joe Bugner,** le champion de Grande Bretagne des poids lourds a mis hors de combat l'Argentin **Alberto Lovell** après 2 minutes 16 dans le second round... ce qui a provoqué la colère de la foule et une démonstration de **Mohamed Ali** qui a promis une rencontre à **Bugner** et manifesté son intention de frapper le vainqueur sur le champ. Le promoteur **Mike Barrett** avait pourtant passé les dernières vingt quatre heures au téléphone à chercher un opposant convenable à **Bugner.**

...**Jules Côté,** le vice-président de la loterie olympique a expliqué que le procédé avait permis de faire progresser le financement des Jeux de $52.1 millions avec seulement trois des huit tirages prévus. Ce résultat représente $20 millions de plus que les $32.5 millions que s'était



Archie Griffin de l'État de l'Ohio a remporté le trophée Heisman décerné annuellement au joueur par excellence dans le circuit universitaire américain de football. Il y a deux ans, le récipiendaire de ce trophée avait été... Johnny Rodgers.

fixé l'organisme. Le profit du trosième tirage a été de $24.4 millions.

...Le gardien de réserve des Bruins de Boston, **Ken Broderick** a été envoyé à la filiale de ligue américaine du club: les Américains de Rochester. **Broderick** qui est avec les Bruins depuis le début de la saison de la LNH, n'a pas encore joué!

...Enfin, le Suédois **Bjorn Borg** a éliminé l'Américain **Mike Machette** 7-6, 6-4 dans le second tour du championnat d'Australie hier à Adélaide

ALOUETTES

Incroyable, mais vrai, semble-t-il. Les Alouettes ont décidé de RÉDUIRE le prix des billets pour les matches de la prochaine saison. Les sièges dans la zone des buts qui coûtaient $4.50 cette année coûteront l'an prochain $3.00. Ceux du coin de la zone des buts passeront de $6.00 à $5.00. Cela donne des réductions sur un total de 7,957 sièges. Les 18,008 autres entre les deux lignes de buts demeurent au même prix, soit $8.00 pièce.

Le propriétaire Sam Berger a déclaré qu'il préférait voir l'Autostade rempli par 30,000 amateurs qui paient le nouveau prix réduit plutôt que 17,000 qui paient le prix plus élevé... Vous aurez deviné, Sam Berger est millionnaire.

Les Big Bad Bruins sont en ville. Moins Big et moins Bad que l'année dernière, mais tout de même un peu plus excitants que les ineptes Flames d'Atlanta qui ont fait bailler tout le monde au Forum lundi dernier. Les Bruins occupent présentement le deuxième rang de la Division 4 avec 29 points, soit 11 de moins que les meneurs, les Sabres de Buffalo.

Le Tricolore, lui, qui affrontera les Bruins pour la deuxième fois cette saison, (il avait gagné, 4-1 en novembre à Boston) s'est hissé suite à son triomphe de lundi, au premier rang de la division 3 sur un pied d'égalité avec les Kings de Los Angeles. Pour les amateurs féroces, notre confrère Jean-Maurice jr vous signale que le gardien de but lors de la victoire du Canadien à Boston était Ken Dryden...